

DEPARTEMENT DE L'OISE

**Territoire de l'Agglomération
de la Région de Compiègne
RÉVISION allégée n°2 du PLUiH
et du Zonage Pluvial de l'ARC**

ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 15 Septembre au 15 octobre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

RAPPORT D'ENQUÊTE

Pièce n°1

Date Décision Nomination du Commissaire Enquêteur par Mme la Présidente du TA	N° E 25000077/80 Du 16 Juin 2025
Date Arrêté de Mise à l'Enquête Publique par Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne	20 Août 2025

SOMMAIRE

RAPPORT D'ENQUETE

1- GÉNÉRALITÉS-PRÉSENTATION DE LA PROCÉDURE

- 1.1 Présentation de la procédure
 - 1.1.1 Objet de l'Enquête
 - 1.1.2 Cadre juridique
- 1.2 Nature et caractéristiques générales du projet
- 1.3 Choix de la procédure
- 1.4 Le parcours de concertation
- 1.5 Le parcours de consultation
- 1.6 Liste de l'ensemble des pièces présentes dans le dossier

2- ORGANISATION DE L'ENQUETE

- 2.1 Désignation du Commissaire Enquêteur
- 2.2 Arrêté d'ouverture d'enquête
- 2.3 Réunions avec le Maître d'Ouvrage
- 2.4 Mesures de publicité
 - 2.4.1 Information légale
 - 2.4.2 Information complémentaire

3- DÉROULEMENT DE L'ENQUETE

- 3.1 Mise à disposition du dossier d'enquête et des registres
- 3.2 Permanences réalisées
- 3.3 Réunion publique
- 3.4 Incidents relevés au cours de l'enquête
- 3.5 Climat de l'enquête
- 3.6 Clôture de l'enquête publique
- 3.7 Comptabilisation des observations
- 3.8 Procès verbal de synthèse - élaboration – mémoire en réponse

4- AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES RECUS ET MEMOIRES EN REPONSE

- 4.1 Avis MRAE
- 4.2 Avis CDPENAF
- 4.3 Avis Conseil départemental de l'OISE
- 4.4 Avis chambre d'Agriculture
- 4.5 Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise
- 4.6 Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale (septembre 2025)
- 4.7 Mémoire en réponse aux avis des PPA (septembre 2025)
- 4.8 Procès verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA en date du 03 septembre 2025

5- ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

- 5.1 Tableau récapitulatif des observations
 - 5.1.1 Observations reçues par correspondance postale ou adressées au commissaire enquêteur en Mairie
 - 5.1.2 Observations reçues par courriel
 - 5.1.3 Observations déposées sur le registre d'enquête
- 5.2 Observations par communes avec synthèse-Elaboration-Mémoire en réponse
- 5.3 Observations CCI de l'OISE

- 5.4 Observations RTE
- 5.5 Observations de M. KOVAL
- 5.6 Observations Oise nature

6-*CONCLUSION DU RAPPORT*

LEXIQUE

ALUR	Accès au Logement et un Urbanisme rénové
APER	Accélération de la Production d'Energies Renouvelables
BASIAS	Base nationale des Sites Industriels, Abandonnés ou en activité, Susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement
BASOL	Base des Sols Pollués
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'Environnement
CDPENAF	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
DDT	Direction Départementale des Territoires
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
ENS	Espaces Naturels Sensibles
MRAE	Mission Régionale de l'Autorité Environnementale
OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation
PAC	Politique Agricole Commune
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PNR	Parc Naturel Régional Oise Pays de France
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCI	Société Civile Immobilière
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires
STECAL	Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées
ZAN	Zéro Artificialisation Nette

RAPPORT D'ENQUETE

1-GENERALITES-PRESENTATION DE LA PROCEDURE

1-1 Présentation de la procédure

1.1.1 Objet de la révision allégée n° 2

La révision allégée n° 2 du PLUiH vise à apporter quelques ajustements et précisions aux Règlements écrit et graphique, au Rapport de Présentation, au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans un souci de meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma Directeur de Gestion des Eaux pluviales.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : les règlements écrits de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique,

Règlement graphique : Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Bienville, Clairoix, Compiègne, Jaux, Jonquières, Lachelle, La Croix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Vaast-de-Longmont, Venette, Verberie et Vieux-Moulin,

Orientations d'Aménagement et de Programmation : Béthisy-Saint-Pierre, Clairoix, Compiègne, Jaux, La Croix-Saint-Ouen et Margny-lès-Compiègne.

Les pièces concernées par une évolution dans le cadre de la présente procédure sont :

- LE RAPPORT DE PRÉSENTATION

o LIVRET 0 : PROCÉDURES D'ÉVOLUTION DU PLUiH Le document intitulé « Procédures d'évolution du PLUiH » est complété afin d'intégrer la notice de présentation relative à la révision allégée n° 2 du PLUiH.

o LIVRET 1 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE Le dossier de révision allégée n° 2 du PLUiH a été soumis à évaluation environnementale. Le complément d'évaluation environnementale réalisé dans le cadre de cette procédure vient compléter le rapport initial produit lors de l'élaboration du document d'urbanisme.

- PADD

o Axe 3 : Vivre en harmonie avec notre environnement : ajout d'objectifs visant à préserver les zones humides en lien avec les dispositions du SDAGE Seine-Normandie.

- RÈGLEMENT ÉCRIT

o Dispositions Générales : rappel des dispositions de deux articles de droit commun du code de l'urbanisme :

♣ L.111-19-1 relatif aux obligations de solarisation et/ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m²,

♣ L.421-8 du code de l'urbanisme : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L.421-6, dont notamment aux règles de stationnement,

o Lexique :

- ♣ mise à jour des définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...),
- ♣ précision de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » interdite dans certaines zones d'activité économique (UEa1 et UEa2, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUEt).

o Adaptations réglementaires relatives aux zones dites « communes », telles que :

- ♣ Autoriser les centres de congrès et d'exposition au sein de la zone Ap,
- ♣ Autoriser les équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles,
- ♣ Ajout de dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ; le détail sur l'évolution des pièces du PLUiH et du zonage pluvial.

o Adaptations réglementaires spécifiques à chaque commune, telles que :

- ♣ adaptation des règles d'implantation à Béthisy-Saint-Pierre, Choisy-au-Bac, Compiègne, Jaux et Vieux-Moulin,
- ♣ modification de la règle de hauteur à Compiègne (en secteur ANRU),
- ♣ modification des règles relatives à l'aspect extérieur (toiture, clôture, ouvertures, espaces verts) à Béthisy-Saint-Pierre, La Croix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Saint-Vaast-de-Longmont et Saintines.

- RÈGLEMENT GRAPHIQUE

- o Intégration des périmètres des zones humides avérées des deux SAGE au règlement graphique en tant qu'informations jugées utiles,
- o Création d'une servitude au titre de l'article L.151-41-5 du code de l'urbanisme à Venette dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global (PAPAG),
- o Reclassement de zones 2AU en 1AU à Clairoix et La Croix-Saint-Ouen,
- o Reclassement de certaines zones 1AU en zones U, compte tenu de leur aménagement/urbanisation à Compiègne, Margny-lès-Compiègne, Lachelle et Venette,
- o Inversion des zonages N et UE pour le Parc Technologique des Rives de l'Oise à Venette,
- o Ajustements/modifications de zonage à Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Clairoix, Compiègne, Jaux, Lachelle, La Croix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Verberie et Vieux-Moulin,
- o Modification de zonage à Béthisy-Saint-Martin : reclassement de la zone Nr en zone Nh et en zone NI2 en lien avec un projet de développement d'hébergement touristique,
- o Extension du zonage NI2 à Verberie en lien avec le projet de Parc résidentiel de loisir – PRL,
- o Modification de zonage : A vers Nr à Lachelle en lien avec un projet de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque),
- o Création/suppression ou modification d'Emplacements Réservés (ER) à Clairoix, Compiègne, Jaux, Jonquières, La Croix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Saint-Vaast-de-Longmont,
- o Création/suppression d'EBC (Espace Boisé Classé) à Bienville, Clairoix, Jaux et Saint-Jean-aux-Bois,
- o Création d'une nouvelle prescription relative à la protection des commerces du centre-ville à Béthisy-Saint-Pierre,
- o Création/suppression de périmètres de protection au titre de l'article L.151-23 et L.151-19 du code de l'urbanisme à Compiègne et La Croix-Saint-Ouen,

- ADAPTATIONS DES OAP EXISTANTES ET CRÉATION DE NOUVELLES OAP

- o Création d'une OAP à Béthisy-Saint-Pierre en vue de la réalisation d'une opération d'habitat au sein d'une dent creuse (en lieu et place des jardins familiaux relocalisés),
- o Création d'une OAP à Béthisy-Saint-Pierre en vue de la réalisation d'une opération d'habitat (résidence seniors) en lieu et place d'un terrain de sport,
- o Modification d'une OAP n° 25 (ajout de nouvelles parcelles en vue de la création d'une ZAC) ; le projet portera sur la réalisation d'un village seniors à Clairoux,
- o Modification de l'OAP du Quartier de la Gare : déplacement du parking silo sur l'ER n° 15 au lieu de l'ER n° 5 à Compiègne,
- o Création d'une OAP permettant la requalification du secteur actuellement occupé par une activité économique – rue Saint-Lazare à Compiègne,
- o Création d'une OAP en lien avec le projet de requalification du centre bourg à Jaux, o Création d'une nouvelle OAP suite à reclassement du secteur 2AU en 1AUem à La Croix-Saint-Ouen,
- o Modification de l'OAP C3_OAP_n° 5 Les Barbeaux à Margny-lès-Compiègne afin de tenir compte des contraintes liées à la présence de la ligne Haute tension,
- o Création d'une nouvelle OAP sur un terrain en friche à Margny-lès-Compiègne (ancien site VERDEZ), en vue de sa requalification à travers une opération d'habitat (béguinage) ; l'ensemble des modifications apportées aux différentes pièces est présenté dans la notice de présentation jointe au dossier d'enquête publique

1.1.2 Cadre juridique

- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27 relatifs à l'enquête publique
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-31 à L. 153-35
- Le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par le Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne le 15 décembre 2012, et mis en révision par délibérations du 15 novembre 2018 et du 6 mars 2025
- La délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local clé l'Habitat (PLUiH) en date du 14 novembre 2019
- La délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne, prescrivant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH), en date du 02 mars 2023
- La délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne, prescrivant l'élaboration d'un Schéma directeur de Gestion des Eaux Pluviales, en date du 29 mars 2018
- La décision n° E 24000077/80 du 16/06/2025 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant le commissaire enquêteur.
- Par Arrêté du 20 Août 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne a prescrit la mise à l'enquête publique conjointe relative à la révision allégée N°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUiH) et au zonage pluvial.

1-2 Nature et caractéristiques générales du projet

Par délibération en date du 14 novembre 2019, le Conseil d'Agglomération de l'ARC a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH).

Par ailleurs, l'Agglomération de la Région de Compiègne est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de la Région de Compiègne approuvé le 15 Décembre 2012, dont la révision a été prescrite par délibération du 15 novembre 2018, pour tenir compte de l'élargissement du périmètre aux 22 communes de l'Agglomération.

En compatibilité avec le SCOT, le PADD du PLUiH précise l'équilibre entre l'emploi, l'habitat et la protection de l'environnement à travers ses trois axes :

- Axe 1 : Continuer à faire de l'Agglomération compiégnnoise un territoire dynamique et attractif
- Axe 2 : Venir habiter et rester vivre dans l'ARC
- Axe 3 : Vivre en harmonie avec son environnement.

Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022.
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 2 mars 2023, l'Agglomération de la Région de Compiègne a prescrit une révision allégée n° 2 du PLUiH.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (article L.153-31 et suivants), le projet de révision allégée du PLUiH doit faire l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées et être soumis à enquête publique conformément à l'article L. 123-2 du code de l'environnement.

Les modifications apportées concernent : le Rapport de présentation, les Règlements écrit et graphique, les OAP et les Annexes. Elles sont présentées selon une logique allant du plus général au plus spécifique : ainsi, sont présentées dans un premier temps les modifications (du règlement écrit ou graphique) portant sur les dispositions générales et les zones dites « comparables » à plusieurs Communes ; dans un second temps, sont présentées les modifications des zones spécifiques aux différentes communes concernées (dans l'ordre alphabétique des communes).

1-3 Choix de la procédure

La procédure de révision allégée n°2 et du zonage pluvial est rendue nécessaire pour des ajustements ponctuels qui n'engendrent pas de remise en cause générale du PLUiH approuvé. Les ajustements détaillés entrent dans le cadre légal de la procédure de révision allégée conformément aux articles L.153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme.

- Incidences de la révision allégée n°2 du PLUiH et du zonage pluvial sur l'Environnement et mesures envisagées

Le projet de révision allégée n°2 du PLUiH décrit ci-dessus, a fait l'objet d'une évaluation environnementale, conformément aux articles R. 104-1 et suivants du code de l'urbanisme. Elle est jointe au dossier d'arrêt de projet.

1-4 Le parcours de concertation

COLLABORATION AVEC LES COMMUNES

Le dossier de la révision allégée n° 2 a été réalisé en étroite collaboration avec les communes de l'ARC à l'occasion des échanges bilatéraux ainsi qu'à l'occasion de deux Groupes de Travail Urbanisme organisés le 05 décembre 2024 et le 05 mai 2025.

MODALITÉS ET BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément aux modalités de concertation définies par délibération du 17 décembre 2020 prescrivant la procédure de révision accélérée n° 1 du PLUiH, une information concernant les principales modifications contenues dans le dossier a été réalisée sur le site internet de l'ARC.

Un registre de concertation papier ainsi que le dossier de révision ont été mis à la disposition du public au Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands Projets de l'ARC (4 rue de la sous-préfecture, à Compiègne).

Une adresse mail dédiée a également permis au public de faire connaître ses observations. Le dossier de révision allégée n°2 du PLUiH n'a fait l'objet d'aucune observation du public durant la période de concertation.

1-5 Le parcours de consultation

Les PPA ont été consultés conformément à l'article L132-7 du code de l'urbanisme (*cfn* : pièces jointes en Annexe)

1-6 Liste de l'ensemble des pièces présentes dans le dossier

Les Actes Administratifs :

1-6-1 L'Arrêté du 20 Août 2025 de Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne qui prescrit la mise à l'enquête publique conjointe relative à la révision allégée N°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat et au zonage pluvial.

1-6-2 Les avis des PPA :

- Avis MRAE
- Avis CDPENAF
- Avis du Conseil départemental de l'Oise
- Avis de la chambre d'Agriculture
- Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise

- Observations de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'OISE
- Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale (septembre 2025)
- Mémoire en réponse aux avis des PPA (septembre 2025)
- Procès verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA en date du 03 septembre 2025.
- Les réponses apportées aux avis des personnes publiques consultées.

Le dossier mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique comprend les pièces suivantes :

- Les actes administratifs avec les extraits du registre des délibérations du conseil d'agglomération lors des séances du 2 mars 2023 et du 22 mai 2025
- La notice de présentation
- Le rapport de présentation
- Le rapport portant sur l'évaluation environnementale
- Le résumé non technique
- L'analyse de la compatibilité du PLUiH avec les SDAGE et le PGRI
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.)
- Les Orientations générales d'Aménagement Proposées (OAP)
- Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
- Servitude aéronautique
- Les dispositions générales du règlement écrit
- Le règlement écrit
- Le règlement graphique au 1/50000^e des communes objets de l'Enquête Publique
- L'étude du schéma directeur des eaux pluviales avec des plans de gestion des eau pluviales

Avis du Commissaire Enquêteur sur le dossier

Le Dossier d'Enquête est complet, bien structuré et bien documenté.

2-ORGANISATION DE L'ENQUETE

2.1 Désignation du Commissaire Enquêteur

Par courrier du 2 juin 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne a sollicité le Tribunal Administratif d'Amiens pour la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de conduire l'enquête publique conjointe relative à la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat et au zonage pluvial.

Par décision n° E 25000077/80 du 16 Juin 2025 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'AMIENS, M. Stéphane DENIZART a été désigné en tant que Commissaire Enquêteur.

2.2 Arrêté d'ouverture d'enquête

Par Arrêté du 20 Août 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne a ouvert la mise à l'enquête publique conjointe relative à la

révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUiH) et au zonage pluvial.

2.3 Réunions avec le Maître d'Ouvrage

Une première réunion a eu lieu le 7 août 2025 avec la Responsable de l'Urbanisme Réglementaire à l'Agglomération de la Région de COMPIEGNE (ARC).

A cette réunion assistait également M. Régis BAY, Commissaire Enquêteur suppléant pour cette enquête.

La responsable du Service nous a expliqué le contenu du dossier et sa genèse.

Elle a également fait part du calendrier souhaité pour la réalisation de cette enquête. Nous avons convenu que cela pouvait être réalisable et avons validé les dates de l'enquête publique et des permanences.

L'Enquête Publique conjointe s'est déroulée du 15 Septembre au 15 Octobre 2025 soit pendant 31 jours consécutifs.

Quatre permanences ont été programmées pour permettre au Public de rencontrer le Commissaire Enquêteur et lui faire part de ses observations éventuelles.

2-4 Mesures de publicité

2.4.1 Information légale

La publicité destinée à informer le Public de l'ouverture de l'Enquête Publique a été réalisée par publication dans les journaux suivants :

- Le Courrier Picard du 18 Septembre 2025
- Le Parisien du 18 Septembre 2025
- Le Courrier Picard du 29 Août 2025
- Le Parisien du 29 Août 2025

L'affichage a été effectué dans les panneaux d'affichage municipal des 22 communes comme l'attestent les Certificats d'Affichage des Maires concernés par cette Enquête publique transmises en pièces jointes.

2.4.2 Information complémentaire

- Une information concernant l'organisation d'une enquête publique relative à la révision allégée n° 2 du PLUiH et du zonage fluvial a été faite à compter du 15 septembre 2025 sur le site internet de l'ARC – rubrique « Enquêtes publiques » :

<https://www.agglo-compiegne.fr/>

3-DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Mise à disposition du dossier d'enquête et des registres

Pendant toute la durée de l'enquête publique, mentionnée au paragraphe 1, le dossier d'enquête était consultable :

- **Sur le site internet de l'ARC – rubrique « Enquêtes publiques » :**

<https://www.agglo-compiegne.fr/>

- **Sur support papier :** dans les mairies de CLAIROIX, LE MEUX, VERBERIE et COMPIEGNE, lieux d'enquête publique indiqués ci-dessus, aux jours et heures d'ouverture au public.
- **Sur un poste informatique** au siège de l'ARC, Place de l'Hôtel de Ville à Compiègne.

a- Observations et propositions du public

- **Par voie postale**

Toute correspondance papier relative à l'enquête pouvait être transmise à Monsieur le commissaire enquêteur à l'adresse postale et physique de l'Agglomération de la Région de Compiègne, Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX. Ces correspondances sont annexées aux registres d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique (place de l'hôtel de ville à Compiègne), dans les meilleurs délais.

- **Par voie électronique**, à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.
- **Par écrit**, dans les registres d'enquête, établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, aux horaires d'ouverture au public de chacun des lieux d'enquête mentionnés ci-dessus.
- **Par écrit et oral**, auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences dans chacun des 4 lieux d'enquête publique.

b- COMMUNICATION DU DOSSIER SUR DEMANDE

Toute personne pouvait, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique ainsi que des observations et propositions du public reçues, sur support papier auprès de l'ARC aux coordonnées indiquées à l'article ci-dessus.

3.2 Permanences réalisées

Quatre permanences ont été mises en place pour permettre au Public de rencontrer le Commissaire Enquêteur et lui faire part de ses observations éventuelles.

Elles ont eu lieu les :

- Lundi 15 Septembre 2025 de 09h00 à 12h00 en Mairie de VERBERIE
- Samedi 27 Septembre 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie de CLAIROIX
- Jeudi 9 Octobre 2025 de 14h30 à 17h30 en mairie de LE MEUX
- Mercredi 15 Octobre 2025 de 14h00 à 17h00 à l'Hôtel de Ville de COMPIEGNE.

Le siège de l'enquête publique était situé à l'Hôtel de Ville à COMPIEGNE.

Pendant ces permanences :

- 10 observations ont été déposées sur le registre dont 3 en doublon avec l'envoi d'un courriel
- 2 correspondances m'ont été adressées en Mairie de COMPIEGNE

3.3 Réunion publique

Il n'y a pas eu de réunion publique d'organisée au cours de l'Enquête Publique.

3.4 Incidents relevés au cours de l'enquête

Aucun incident n'a été relevé pendant le déroulement de l'Enquête publique.

3.5 Climat de l'enquête

L'Enquête s'est déroulée dans un climat tout à fait serein. Les quatre mairies où ont eu lieu les permanences pour rencontrer le commissaire enquêteur ont apporté tout leur soutien avec un bureau indépendant et isolé mis à ma disposition.

J'ai régulièrement été en relation avec la Responsable de l'Urbanisme Réglementaire à l'Agglomération de la Région de COMPIEGNE (ARC) qui s'est tenue au courant de l'avancement de l'Enquête.

3.6 Clôture de l'enquête -Transfert des dossiers et registres

Après la dernière permanence qui correspondait à la dernière journée d'enquête, j'ai emmené le Dossier d'Enquête publique afin de rédiger mon rapport.

3.7 Comptabilisation des observations

Nombre de courriers reçus : 2 correspondances m'ont été adressées en Mairie de Compiègne
Nombre d'observations portés sur les registres : 10 dont certaines en doublon avec l'envoi d'un courriel
Nombre de Courriels : 26 dont certains en doublon avec la rédaction d'une observation sur les registres.

3.8 Procès verbal de synthèse - élaboration – mémoire en réponse

Le Procès-Verbal de communication des observations écrites ou orales recueillies sur les registres d'enquête, des courriers et courriels transmis au Commissaire Enquêteur a été transmis le 23 Octobre 2025 au Service de l'Urbanisme Réglementaire à l'Agglomération de la Région de COMPIEGNE (ARC).

Ce Service a transmis son mémoire en réponse le 06 Novembre 2025.

4-AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES RECUS ET MEMOIRES EN REPONSE

L'ensemble des avis ci-dessous et les réponses apportées aux remarques faites sont jointes en annexe du présent rapport.

- 4.1 Avis MRAE
- 4.2 Avis CDPENAF
- 4.3 Avis Conseil départemental de l'OISE
- 4.4 Avis chambre d'Agriculture
- 4.5 Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise
- 4.6 Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale (septembre 2025)
- 4.7 Mémoire en réponse aux avis des PPA (septembre 2025)
- 4.8 Procès verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA en date du 03 septembre 2025

5-ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

A l'occasion de l'enquête publique sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH et du zonage pluvial **36 observations** ont été enregistrées (tout support confondu : registres papier, courrier, courriel).

Nombre d'observations et de courriers portés au registre :

- Sur le registre de Compiègne : 7 dont 3 doublons avec des courriels
- Sur le registre de Clairoix : 1
- Sur le registre de Le Meux : 0
- Sur le registre de Verberie : 3

Nombre de courriers : 2

Nombre d'observations orales : 0

Nombre de Courriels : 26

Pour une facilité de lecture et de compréhension, les observations ont été listées par ordre de réception dans un tableau, puis ont été regroupées par commune. On peut noter que pour la commune de COMPIEGNE, plusieurs observations formulées portent sur deux sujets, à savoir :
1/ le changement de zonage avenue de l'Armistice devant les tennis couverts du complexe sportif Petit Poisson ;

2/ la réduction de la trame jardin sur la parcelle BM50 – rue des Fossés. Ces deux sujets seront donc traités de manière regroupée.

5.1 Tableau récapitulatif des observations

5.1.1 – Observations reçues par correspondance postale ou adressées au Commissaire enquêteur en mairie

N°	Déposant	COMMUNE CONCERNEE	OBJET
Observation CPE - Cas 1	M. Bernard BEURDELEY, président de l'Association du Home de l'Enfance à Compiègne	COMPIEGNE	Projet d'extension : demande de modification de la trame jardin et ajout de dérogation au règlement écrit pour la bande de constructibilité.

Observation CPE – Cas 2	M. Bertrand POUILLAUDE de l'Agence Oise Tourisme – Développement immobilier des projets touristiques	VERBERIE	Soutien au projet du parc résidentiel de loisirs à Verberie - Extensions secteurs NI2
----------------------------	---	----------	---

5.1.2 – Observations reçues par courriel

N°	DEPOSANT	COMMUNE CONCERNEE	OBJET
@1	M. et Mme HANAE JALAL	COMPIEGNE	Demande de réduction d'un emplacement réservé – rue Charmolue.
@2	M. Bertrand POUILLAUDE de l'Agence Oise Tourisme (obs. doublon avec CPE – Cas 2)	VERBERIE	Soutien au projet du parc résidentiel de loisirs à Verberie - Extensions secteurs NI2
@3	M. Sébastien JEANNEST, Directeur Général des Services au Conseil Départemental de l'Oise	VERBERIE	Soutien au projet du parc résidentiel de loisirs à Verberie - Extensions secteurs NI2
@4	M. Vincent SAMAIN, Chargé d'études zones d'activités et développement économique durable de la CCI de l'Oise	PLUIH	Diverses observations sur des aspects économiques
@5	M. Cyril WAGNER - RTE	PLUIH	Servitude publique RTE
@6	Mme Solenne CASTREC	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@7	Mme Chantal MANET	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@8	Mme Elisabeth PECQUET	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@9	Mme Armelle et M. David GREFFE	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)
@10	Mme Caroline de BENGY	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)
@11	Mme Michèle BROSSARD	BETHISY-SAINT- PIERRE	L'OAP "Près du Parc du Château" code R4_OAP_n°10 – 4 terrains constructibles toujours d'actualité ?
@12	M. Jean-Guy HALLO	JONQUIERES	Projet éolienne – règle de hauteur
@13	M. Romain RAMET Président de l'Aéroclub Compiègne-Margny	JONQUIERES	Projet éolienne – règle de hauteur
@14	M. CORDONNIER Benoit	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)

@15	M. et Mme Pierre et Françoise DRAIN	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)
@16	M. Guy DEBEAUPUIS / Mme Magali GIRARD	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)
@17	Mme Monique BERTIN	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@18	Mme Stéphanie et Stéphane BERTOLLE	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@19	M. Benoît CASSEL	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
@20	M. Olivier KOVAL	PLUIH	Diverses remarques
@21	Hervé et Isabelle de CHAMBURE	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)
@22	M. Mathieu BASEILHAC	COMPIEGNE	Règle bande de constructibilité – zone UC1.1
@23	M. Thibault BERNARD	COMPIEGNE	Ajout de trame jardin (parcelle BO 46)
@24	M. Piet Rose – E SWEET ENERGIES	SAINTINES/ NERY	Projet photovoltaïque – ancienne carrière (site enfouissement) sur Saintines/Néry – modification de zonage
@25	M. Didier CARON – Association OISE NATURE	PLUIH	Zones humides / EBC Saint-Jean-aux-Bois / Projet d'éolienne
@26	M. Edouard de BENGY	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)

5.1.3 – Observations déposées sur les registres d'enquête

N°	Déposant	COMMUNE CONCERNEE	OBJET
Registre d'enquête de VERBERIE			
RGE 1	M. BONNIVARD	VENETTE	Constructibilité des parcelles 79, 80, 81 situées dans la zone UC4.2 à Venette.
RGE 2	M. ARNOULD – Adjoint à l'urbanisme	VERBERIE	Soutien au projet du parc résidentiel de loisirs à Verberie - Extensions secteurs NI2 Précision sur le changement de zonage de la parcelle AC166 – aléa de ruissellement.

Registre d'enquête de CLAIROIX			
RGE 3	M. PORTEBOIS – Maire de la commune de Clairoix	CLAIROIX	Demande de correction d'une incohérence au sein du règlement de la zone UC6.1 – toiture.
Registre d'enquête de COMPIEGNE			
RGE 4	Mme Anne SOLEIL	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
RGE 5	M. JOBERT Francis	COMPIEGNE	Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson
RGE 6	M. CORDONNIER Benoit	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50) DOUBLON avec l'observation @14
RGE 7	M. et Mme Pierre et Françoise DRAIN	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50) DOUBLON avec l'observation @15
RGE 8	M. Guy DEBEAUPUIS / Magali GIRARD	COMPIEGNE	Opposition modification trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50) DOUBLON avec l'observation @16
RGE 9	M. Rémi CORBEAUX Atelier d'architecture	COMPIEGNE	Règle bande de constructibilité – zone UC1.1
RGE 10	Observation d'une femme ANONYME	SAINT-JEAN-AUX-BOIS	Déclassement d'un terrain en zone N
	M. DHILLY	SAINT-JEAN-AUX-BOIS	Pas d'observation. Juste prendre connaissance du dossier d'enquête publique pour les parcelles 405 et 411 à la Brévière.

5.2 Observations par communes avec synthèse-Elaboration-Mémoire en réponse

5.2.1 Commune de BETHISY-SAINT-PIERRE

@11 Mme Michèle BROSSARD - L'OAP "Près du Parc du Château" code R4_OAP_n°10 – 4 terrains constructibles toujours d'actualité ?

Réponse ARC : un changement de zonage a été demandé par la Commune sur ce secteur. Les terrains de l'OAP sont reclassés en zone Naturelle de jardin (Nj), donc inconstructibles. L'OAP sera de ce fait supprimée.

5.2.2 Commune de CLAIROIX

Observation RGE

Réponse ARC : cette incohérence sera corrigée.

5.2.3 - Ville de COMPIEGNE

Observation CPE1 – Cas 1 - M. Bernard BEURDELEY, président de l'Association du Home de l'Enfance à Compiègne COMPIEGNE

« Le Home de l'enfance doit restructurer ses locaux afin de les rendre davantage conforme aux normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité (...) Cette demande découle du projet de créer une extension permettant d'accueillir des bureaux (infirmière psychologue, technicienne), une salle d'activité, d'agrandir l'atelier e l'agent d'entretien et son espace de stockage.

(...)

Les planches graphique délimitent qu'une partie du terrain doit être réservée à la réalisation d'espaces libres, plantations, aires de jeux et de loisir. Afin de pouvoir construire une extension nous souhaiterions que cette délimitation soit modifiée.

(...)

Au chapitre « Implantation par rapport aux voies et emprises publiques » (...) aucune construction principale ne peut être implantée au-delà d'une bande de 30 m mesurées à l'alignement. (...) L'extension projetée se situerait en limite de propriété avec le collège Gaëtan Denain qui est construit au-delà de la bande des 30 m.

(...) Nous proposons la modification de la délimitation de la zone « réalisation d'espace libres, plantation » en bleu sur le plan de masse ci-dessous et de reculer la bande de constructibilité en incluant une dérogation dans le cadre de l'extension d'un équipement d'intérêt collectif et services public. Et/ou en redéfinissant la bande de constructibilité soit en limitant à 45 m au lieu de 30 m (pointillé rouge).

Réponse ARC : afin de permettre la réalisation de ce projet d'extension nécessaire au fonctionnement de cette structure dont les missions relèvent de l'intérêt général :

- le périmètre protection relative aux espaces libres et plantation à préserver sera modifié (la partie supprimée sera recrée pour une surface équivalente sur le terrain en fond de parcelle).
- Le règlement écrit de la zone UC1.4 sera modifié afin d'y intégrer une dérogation à la bande de constructibilité pour tout projet d'extension de bâtiment relevant d'un équipement public ou d'intérêt général.

@1 M. et Mme HANAE JALAL – COMPIEGNE - Demande de réduction d'un emplacement réservé – rue Charmolue.

Réponse ARC : un accord a pu être trouvé avec Mme et M. JALAL ; il se traduit par une réduction de l'ER à une bande de 5 m de large sur toute la profondeur du terrain, de manière à permettre à la fois un accès aux équipements publics situés à l'arrière et la réalisation d'une maison individuelle sur le restant du terrain.



@ 6, 7, 8, 17, 18, 19 et RGE 4 et 5 – COMPIEGNE - Opposition au changement de zonage avenue de l'Armistice – Petit Poisson

Réponse ARC : cette modification est abandonnée.

@9, 10, 14, 15, 16, 21, 26 et RGE 6, 7, 8 (doublons avec @) - Opposition à la modification de la trame jardin rue des Fossés (parcelle BM 50)

Réponse ARC : cette modification de la trame jardin est maintenue pour permettre la réalisation d'une seule maison individuelle en front de rue ou avec un léger retrait dans le respect de l'ambiance générale de la rue. Sur le plan architectural, le projet devra respecter la qualité patrimoniale présente sur ce secteur de centre-ville historique. Il sera bien évidemment soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.

@22 M. Mathieu BASEILHAC et RGE 9 M. Rémi CORBEAUX Atelier d'architecture - Règle bande de constructibilité – zone UC1.1

« Il s'agit de l'article « Bande de constructibilité Extensions limitées » de la zone UC1.1 dont le texte est : Sur l'ensemble de la zone, peuvent être admises au-delà de la bande de 30 mètres, si l'environnement le permet, des extensions strictement limitées (inférieures à 10% de la surface existante) d'un logement existant, si tous les autres articles sont respectés. » D'après cet article seul les constructions ayant une affectation d'habitation peuvent bénéficier de ce droit. Ce qui élimine toute autre affectation (bureaux, commerces, équipements publics ou d'intérêt général, etc.), cas que nous avons déjà rencontrés et que nous sommes amenés à rencontrer de nouveau. Abandon de projet ou déménagement de l'activité en ont été les conséquences. À ce titre, nous souhaiterions pouvoir élargir le cadre de cette autorisation aux autres affectations autorisées dans la zone UC1.1 »

« En tant que professionnel de l'architecture exerçant sur le secteur géographique de Compiègne et son agglomération, je suis régulièrement amené à élaborer des projets de construction soumis aux exigences du PLUiH qui fait l'objet de cette modification simplifiée.

J'ai régulièrement été confronté à un article en particulier qui, selon moi, restreint de manière excessive la possibilité d'extension de construction existante dans le quartier des faubourgs de la ville de Compiègne.

Cet article va, selon moi, à l'encontre d'une volonté générale de densification urbaine et favorise l'étalement.

En effet, en secteur UC 1.1 du PLUiH, l'extension limitée à 10% de la surface existante n'est autorisée au-delà de la bande de constructibilité des 30 m que, pour un logement existant.

Or, j'ai, à de nombreuses reprises, constaté dans mes études et élaborations de projets qu'il serait préférable et cohérent avec la demande actuelle que cette possibilité d'extension réduite à 10% de la surface existante s'applique à tous les types de constructions et affectations.

De nombreuses constructions existantes, à usage de bureaux, de services ou encore de locaux à usage d'intérêt général se trouvent dans l'incapacité de se développer sans avoir à envisager un déménagement.

(voir article page 307 du PLUiH)

Réponse ARC : cette dérogation pourra être élargie à l'ensemble des affectations autorisées dans la zone (sans la limiter aux logements), y compris donc les bureaux, les services et équipements publics ou d'intérêt général.

@23 M. Thibault BERNARD - Ajout de trame jardin (parcelle BO 46)

« La SCI 3G PATRIMOINE est propriétaire d'un bien immobilier à usage de bureaux, situé à COMPIEGNE (Oise), 1 bis-1 ter rue des Minimes, cadastré section BO numéro 46 pour une contenance cadastrale de 131 m². Ce bien a fait l'objet par le passé de travaux de rénovation de qualité et il dispose d'une cour pavée, tel que cela pouvait sans doute être le cas à l'époque où cet immeuble constituait une dépendance -à usage de remise à voitures et écurie- de l'hôtel particulier voisin situé sur la parcelle numéro 47. Compte tenu de l'exiguïté de la parcelle et de son utilisation, je vous remercie de ne pas intégrer la parcelle cadastrée section BO numéro 46 au titre de l'instauration de la prescription du L151-23 du code de l'urbanisme, s'agissant d'une cour et non d'un jardin. A l'appui, je vous joins une photographie des lieux. »



Réponse ARC : la trame jardin proposée sur cette parcelle sera supprimée compte tenu du caractère entièrement minéral de cet espace extérieur.

5.2.4 - Commune de JONQUIERES

@12 ET @13 – Projet éolienne – règle de hauteur à instaurer

M. HALLO et M. RAMET, Président de l'Aéroclub de Compiègne-Margny nous ont fait part de leurs inquiétudes concernant le projet d'éolienne prévu sur la commune de Jonquières. Ils souhaitent que le PLUiH puisse encadrer ce type d'installation, en intégrant une règle de hauteur sur tout le territoire de l'ARC (100 m maximum).

Réponse ARC : Compte tenu des enjeux de préservation des grands paysages agricoles et naturels, ainsi que de l'impact de ce type d'installation sur l'avifaune présente au sein de ces espaces, l'ARC souhaite limiter au sein de la zone agricole la hauteur des éoliennes à 100 m pales comprises.

5.2.5 - Communes de SAINTINES et NERY

@24 M. Piet Rose – E SWEET ENERGIES - Projet photovoltaïque – ancienne carrière (site enfouissement) sur Saintines/Néry – modification de zonage

La société E SWEET ENERGIES demande une modification de zonage sur un secteur correspondant à un site en friche et pollué depuis plusieurs années, afin de permettre la réalisation d'un projet photovoltaïque au sol. Cet ensemble de parcelles (d'environ 19 ha) se situe à cheval sur les communes de Saintines et Néry. Il s'agit donc d'un reclassement en zone Nr (énergies renouvelables) au lieu de Ne (à Saintines) et N (à Néry)



Réponse ARC : la valorisation de ce site à travers un projet de développement d'énergies renouvelables semble une solution pertinente pour ce site pollué, dont l'usage futur est extrêmement contraint compte tenu de l'état du sol. Cette modification de zonage sera donc intégrée à la procédure en cours.

5.2.6 - Commune de SAINT-JEAN-AUX-BOIS

RGE 10 - Observation d'une femme ANONYME - Déclassement d'un terrain en zone N

« Remarques : La procédure de déclassement en N du terrain apporte beaucoup de remarques :

- Argumentaire, terrain construit limitrophe donc la difficulté de viabilisation semble peut justifiable pour ce terrain qui jouxte. Le PLUiH autorise des constructions à emprise de 20% de l'unité foncière donc la construction de plusieurs villas semble non possible et ne peut justifier un déclassement tout comme l'accès (le terrain construit limitrophe est accessible) et d'autres contraintes.
- La publicité de l'enquête et la diffusion de schémas illisibles sur les comptes rendus du conseil municipal, en ligne est aussi remarquable.
- Je ne vois pas comment des propriétaires peuvent être informés à distance de cette demande, ni même les concitoyens qui peuvent avoir un avis aussi.
- Ce terrain est issu d'une succession sur lequel il a été payé des droits pour un terrain constructible dont le prix et donc les droits ont été à la hauteur de la valeur pressentie en tant que terrain en zone UV 11.2 donc bien urbanisée et destinée à l'habitation (voir le règlement en cours).
- La même procédure trop légère est utilisée pour une modification de tracé d'espace boisé classé à Ste PERRINE (même commune).

Réponse ARC : l'observation fait référence au changement de zonage demandé par la commune de Saint-Jean-aux-Bois (dans le cadre de la consultation des Personnes publiques associées) concernant la parcelle B 617 située en limite de la zone urbaine et jouxtant la zone naturelle. Un reclassement en zone N (naturelle) est donc proposé pour cette parcelle, non-viabilisée, compte tenu du fait qu'elle n'est à présent pas accessible (absence de voirie) et sans défense incendie.

S'agissant des modalités publicité et d'information du public sur l'organisation de l'enquête publique, l'ensemble des formalités a été réalisé dans le respect des textes.

5.2.7 - Commune de VENETTE

RGE 1 M. BONNIVARD - Constructibilité des parcelles 79, 80, 81 situées dans la zone UC4.2 au 191 rue de l'Ecluse à Venette.

Réponse ARC : cette parcelle, bien que située en zone urbaine, est soumise au risque d'inondation. Par conséquent, tout projet de construction devra respecter le règlement du PPRI en vigueur ainsi que le Porter à connaissance de l'Etat sur l'aléa en cas de crue centennale, la cote de crue connue à présent qui sera à respecter est de 34.241 m NGF.

5.2.8 - Commune de VERBERIE

Observations en soutien au projet du parc résidentiel de loisirs à Verberie - Extensions secteurs NI2

- @2 M. Bertrand POUILLAUDE de l'Agence Oise Tourisme (obs. doublon avec CPE – Cas 2)
- @3 M. Sébastien JEANNEST, Directeur Général des Services au Conseil Départemental de l'Oise
- RGE 2 M. ARNOULD – Adjoint à l'urbanisme

Réponse ARC : ces observations n'appellent pas de réponse particulière.

5.3 Observations CCI de l'Oise

Inscrire la protection de la vocation de locaux commerciaux dans une stratégie plus large— envisager la protection des locaux commerciaux avec prudence en :

Analysant au préalable le contexte commercial local afin de déterminer si la protection des locaux répondrait efficacement aux problèmes identifiés (ex : loyers élevés, horaires inadaptés ...)

Réponse ARC : la protection des différents locaux commerciaux dans certaines communes à travers l'article L. 151-16 du code de l'urbanisme est le résultat d'une connaissance fine du territoire par les élus locaux. Une analyse plus détaillée sera conduite à l'occasion de la révision du SCOT dans le cadre de l'élaboration du DAACL.

Ne visant pas la protection d'un maximum de locaux mais surtout la protection des locaux formant des continuités commerciales cohérentes (rue commerçante, place du marché ...)

Réponse ARC : les locaux identifiés à protéger traduisent la réalité commerciale de la commune en question ; dans les bourgs les séquences commerciales étant moins bien structurées sur des linéaires conséquents qu'en cœur d'agglomération ou en centre-ville de Compiègne.

En l'intégrant dans une stratégie commerciale dépassant le PLUIH (amélioration du stationnement, maîtrise du développement commercial périphérique, réflexion sur le parcours marchand ...).

Réponse ARC : Une analyse plus détaillée sera conduite à l'occasion de la révision du SCOT dans le cadre de l'élaboration du DAACL.

En rédigeant l'encadrement des locaux commerciaux de manière à ne pas refuser des changements de destinations (hôtels, services publics ...) neutre voire bénéfiques pour l'animation commerciale.

Réponse ARC : cette protection étant instaurée au titre de l'article L.151-16 du code de l'urbanisme elle doit respecter ses dispositions.

Réponse ARC : relativement aux problématiques de stationnement évoquées, elles sont hors champ d'intervention d'un document d'urbanisme, et sont à traiter par les communes dans le cadre de leur compétence en matière d'espaces urbains et voiries.

Encadrer le développement possible des constructions destinées au commerce de détail en secteur 1AUem

Reclassement d'une zone 2AU en 1AUem à La Croix-Saint-Ouen : CCI s'interroge sur l'adéquation entre le PADD (qui limite le développement de l'offre commerciale en périphérie) et cette modification de zonage, qui autorise également les activités commerciales.

Réponse ARC: il s'agit à l'origine d'un secteur équipement commercial marqué par la présence d'un hypermarché ; toutefois, sur ce terrain propriété de l'ARC, plusieurs prospects sont actuellement à l'étude, dont le domaine d'activité et celui de l'artisanat et des services. Par ailleurs, et de manière plus globale, le sujet du développement commercial sera largement traité dans le cadre de la révision du SCOT de l'ARC (actuellement en cours) qui intégrera un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL).

Abandonner un projet d'Emplacement Réservé sur l'emprise d'un restaurant à La Croix-Saint-Ouen :

« L'Emplacement réservé n°8 risquerait d'entraver des évolutions du restaurant (création d'une surface de plancher supplémentaire, modification de l'aspect extérieur d'un bâtiment ...). La vocation floue de cette ER constituerait également un frein car un cadre réglementaire incertain défavorise le lancement des projets. La CCI demande donc d'annuler la définition prévue de l'Emplacement réservé n°8. »

Réponse ARC : un ER est un outil qui permet à son bénéficiaire (en l'occurrence la Commune) de bénéficier d'un droit de préemption en cas de vente. Il offre entre autres, la faculté au propriétaire de l'immeuble impacté par cette servitude de faire valoir son droit de délaissement (par une mise en demeure d'acquérir le bien) ; en cas de refus par le bénéficiaire de l'ER, ce dernier devient caduc. Pour l'activité de restauration en question, un dialogue direct avec la Commune semble opportun dans les deux cas de figure : soit la Commune exprime sa

volonté de maîtrise foncière du secteur, soit elle peut permettre à l'activité de s'inscrire dans le projet de redynamisation du centre- bourg prévu.

Faciliter les éventuels projets des activités présentes ou prévues :

OAP à Margny-lès-Compiègne sur ancien site Verdez : « *en attendant cette éventuelle « mutation », la CCI préconise d'ajouter à l'OAP l'énoncé autorisant les projets de l'activité présente – à fortiori s'ils participent à l'amélioration du site – qui sont déjà admis par le règlement : bureaux, extension mesurée du bâti ... »*

Réponse ARC : Concernant le secteur Verdez, il s'agit d'un site en friche (stockage de matériaux divers et variés). Sa reconversion permettra de résorber une friche en plein cœur d'un quartier résidentiel sur cette commune.

« Etendre à toutes les zones (ex : secteur NI2 la possibilité de réaliser les places de stationnement exigées en cas de concession dans un parc public de stationnement, d'acquisition de places dans un parc privé ... »

Réponse ARC : cette possibilité n'est pas adaptées aux secteurs tels que les zones Naturelles de loisirs pour trois raisons principales : 1/ ces secteurs se situent dans la plupart des cas en périphérie de la zone urbaine et donc à des distances qui dépassent les 300 m prévus par la règle ; 2/ les problématiques de stationnement sont plutôt rares au sein de ces secteurs qui disposent de suffisamment d'espaces pour le permettre ; 3/ enfin, la règle de stationnement *au sein de la zone NI restent assez peu contraignantes, à savoir « Pour les constructions autorisées, le nombre de places à réaliser est déterminé en fonction des besoins. »*

« Autres évolutions pourraient faciliter les projets : étendre l'adaptation de la règle de hauteur au sein de la zone UEa2 sur la commune de Le Meux à toute la zone (d'autres emprises de la zone UEa2 étant soumises au risque d'inondation : « ZAE des Longues Rayes » à La Croix-Saint-Ouen ...), limiter aux constructions à destination d'habitation l'obligation pour les toitures d'être en ardoise ou en tuiles (zone UV7.1). »

Réponse ARC :

relativement à la hauteur, à présent cette possibilité n'a pas été souhaitée par les élus.

relativement aux matériaux de couvertures au sein des zones résidentielles telles que la zone UV7.1, il est à noter que seules certaines activités économiques sont autorisées sous conditions, à savoir (pour la zone UV7.1) : les bureaux, commerces et services. Leur situation au sein d'une zone résidentielle requiert une bonne insertion architecturale dans l'environnement bâti existant. Ceci est également garanti par l'emploi de matériaux de qualité.

Reconsidérer la définition d'un PAPAG impactant les disponibilités foncières et immobilières

Réponse ARC : Compte tenu de la maîtrise foncière acquise sur ce secteur par le biais de l'EPFLO, la création d'un périmètre d'attente d'un projet d'aménagement globale (PAPAG) n'est plus d'actualité.

Délimiter finement les activités d'artisanat interdites dans certaines zones d'activité économique (ZAE)

« En revanche, « l'artisanat sans activité commerciale de vente de biens (locaux de fabrication de produits alimentaires, de textiles, de meubles, de produits automobiles, etc.) » est associé à la sous-destination de constructions « artisanat et commerce de détail » selon le guide ministériel de 2024 : leur situation reste donc ambiguë. »

Réponse ARC : les activités citées rentrent, selon le guide ministériel de 2024, dans la sous-destination « industrie » en ce qu'elle recouvre également « *les constructions destinées à l'activité manufacturière du secteur secondaire, ainsi que les constructions destinées aux activités artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie* » (page 15/29). Il n'y a donc pas d'ambiguïté sur l'appréciation de ces activités en matière de destination/sous-destinations telles que définies par le code de l'urbanisme.

Bien caractériser les zones humides « avérées » pour accompagner leur préservation accrue

« La CCI propose de prolonger la définition de ce nouvel objectif du PADD en supprimant la représentation et l'évocation des « Zones humides potentielles (SAGE) ». En effet, la prise en compte des zones humides potentielles n'est pas opportune car les dispositions générales du règlement prévoient des règles s'appliquant aux zones humides « avérées » et le règlement graphique identifie uniquement celles-ci. Plus globalement, la prise en compte de zones humides hypothétiques ne semble pas justifiée en l'absence de confirmation. »

Réponse ARC : ce nouvel objectif du PADD portant sur la préservation des zones humides ne fait pas référence aux zones humides potentielles des SAGES.

Conserver la définition actuelle du terme « extension »

« Le Conseil d'Etat a confirmé qu'une extension de construction existante devait présenter des « dimensions inférieures à celle-ci » et a signalé qu'un règlement e PLU(i) pouvait comporter « une limitation quant aux dimensions d'une telle extension ». En 2018, le Gridauh notait que « fréquemment des seuils sont fixés en termes de pourcentage ou de surface supplémentaire autorisés. Un seuil de 30% est souvent retenu et sa légalité est admise par la jurisprudence ». La définition du terme « *extension* » **peut donc être maintenue.** »

Réponse ARC : l'extension se définit principalement par l'ajout de surface par un agrandissement d'une seule et même enveloppe bâtie et par la continuité physique et le lien fonctionnel avec la construction existante. S'agissant de sa dimension, celle-ci n'est pas une condition automatique, tout dépend du PLU, comme l'indique le Conseil d'Etat dans un jugement en date du 9 novembre 2023, n°469300, M. et Mme C : « *Lorsque le règlement d'un plan local d'urbanisme (PLU) ne précise pas, comme il lui est loisible de le faire, si la notion d'extension d'une construction existante, lorsqu'il s'y réfère, comporte une limitation quant aux dimensions d'une telle extension, celle-ci doit, en principe, s'entendre d'un agrandissement de la construction existante présentant, outre un lien physique et fonctionnel avec elle, des dimensions inférieures à celle-ci.* »

Par conséquent, et conformément aux derniers éléments de jurisprudence, un PLU peut tout à fait déterminer qu'une extension peut comporter une surface supérieure à la construction existante, ce que les élus de l'ARC ont souhaité intégrer à la présente procédure de révision du PLUiH.

5.4 Observations RTE

Observation 1 : Reporter en annexe les servitudes d'utilité publique I4 - Compléter et corriger la liste mentionnée dans l'annexe du PLU avec la liste communiquée.

Réponse ARC : la liste des servitudes d'utilité publique I4 déjà présente dans les annexes du PLUiH sera mise à jour avec les éléments transmis.

Observation 2 : Prendre en compte l'incompatibilité entre les servitudes d'utilité publique I4 et les Espaces Boisés Classés (EBC)

« Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et, que soient retranchés des espaces boisés classés les bandes suivantes :

- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 63 000 volts ;*
- 30 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 225 000 volts ;*
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 400 000 volts. »*

Nous vous demandons de bien vouloir procéder au déclassement des EBC sous les lignes aériennes :

- 400kV N0 1 HERSE(LA) - VILLEVAUDE*
- 400kV N0 1 LATENA - VILLEVAUDE*
- 225kV N0 1 MOIMONT-MORU*
- 225kV N0 1 COMPIEGNE-MORU*
- 63kV N0 1 BETHISY-DUVY-MORU*
- 63kV N0 1 COMPIEGNE-LONGUEIL-PEUPLERAIE*
- 63kV N0 1 COMPIEGNE-MORU*
- 63kV N0 1 CAPEY-COMPIEGNE*

Réponse ARC : un déclassement d'EBC sera effectué le long des tracés indiqués et respectant les bandes indiquées.

Observation 3 : Intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité (pour les lignes électriques HTB et poste de transformation) en matière d'occupation et utilisations du sol soumises à des conditions particulières, de hauteur, de prospect et d'implantation, d'exhaussement et affouillement de sol.

Réponse ARC : la rédaction proposée sera intégrée dans les dispositions générales et au sein des règlements écrits des zones traversées par cette servitude (liste indiquée par RTE).

5.5 Observations M. KOVAL

Relativement à la procédure en cours (la septième) et l'analyse de l'application du PLUiH six ans après son approbation :

Réponse ARC : cette septième procédure reflète un document d'urbanisme qui n'est pas figé dans le marbre et qui sait évoluer en tenant compte des dynamiques de développement à l'œuvre sur son territoire.

S'agissant de l'analyse de son application, et conformément au code de l'urbanisme, un travail spécifique est en cours de finalisation en lien avec l'agence d'urbanisme Oise- lès-Vallées. Il sera présenté au conseil d'agglomération de décembre prochain.

1/ Sur le zonage pluvial

Le règlement des zones pluviales a-t-il été intégré au règlement du PLU ?

Réponse ARC : le zonage pluvial a été intégré au dossier du PLUiH en tant qu'annexes. Ses dispositions seront appliquées et opposables au tiers au titre de l'article R. 111-2 portant sur la sécurité publique (risque d'inondation par ruissellement et coulée de boues).

L'ARC va t elle se doter d'un outil essentiel topographique utile dans sa précision pour un espace sensible aux inondations tel que la vallée de l'Oise comme le souligne le rapport « schéma directeur de gestion des eaux pluviales ».

Réponse ARC : ce travail a été réalisé dans le cadre du Schéma directeur de gestion des eaux pluviales décliné à travers un Zonage pluvial (annexé au PLUiH) et un plan d'actions.

Pourquoi l'ARC dans le cadre de cette révision du PLU ne s'est-elle pas dotée d'une OAP « gestion hydraulique » ? comme le propose le document p 5 « Des orientations d'aménagement en termes de gestion des eaux pluviales peuvent être conseillées, en particulier pour les zones AU »

Réponse ARC : relativement à cette recommandation, l'ARC n'a à ce jour pas opté pour la création d'un tel type d'OAP.

2/ sur les remarques des PPA

« En premier lieu sur l'avis des PPA on remarque que la DDT pas donné d'avis (organisme d'état dépendant du ministère de la transition écologique...) alors que des questions essentielles concernant la biodiversité et le changement climatique sont abordées dans ce projet de révision.

Exemples sur la préservation de la biodiversité : Cas de Verberie (78,67Ha concernés), de Compiègne et de Béthisy Saint Martin.

- De même sur la question de la cohérence entre le projet de révision et l'AVAP devenu SPR, il n'a été formulé aucune remarque sur la suppression d'une protection rue des Fossés à Compiègne au titre du PLUiH, alors que l'AVAP impose une protection (qui tient lieu de servitude) pour urbaniser le terrain donc supprimer la végétation et artificialiser le sol.

Réponse ARC : l'ensemble des PPA obligatoires, dont la DTT, a été consulté sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH. Elles ont la liberté de formuler un avis ou pas.

3/ Sur les remarques de la MRAE

Beaucoup de remarques essentielles sont faites par la MRAE, en réponse l'ARC propose des compléments d'étude dans le futur « On fera, on va joindre tel dossier, etc ». Quel est le mode de contrôle de ces affirmations, comment le citoyen peut-il être informé de ces compléments et ajouts ? C'est un problème de démocratie qui se pose, comment ces différentes études et compléments seront mis à la disposition des citoyens ?

Réponse ARC : les réponses indiquant un complément d'information avant l'approbation du dossier pourront être vérifiées dans le dossier approuvé par le Conseil d'Agglomération.

Compte tenu de l'importance de ces études et compléments soulignés par entre autres la MRAE, la solution n'est-elle pas dans ce cadre de proposer l'élaboration d'un nouveau dossier complet de révision du PLUiH conforme aux remarques des PPA et de la MRAE qui sera soumis à une nouvelle enquête publique, sauf à prendre des risques juridiques ?

Réponse ARC : Dès lors que la prise en compte des avis des PPA et l'intégration des informations indiquées dans le mémoire en réponse aux PPA rédigé par l'ARC dans le dossier d'approbation ne conduit pas à changer de manière substantielle ou à remettre en cause l'économie générale du projet de révision, l'organisation d'une nouvelle enquête publique ne s'impose pas.

4/ Sur la lecture du document « notice de présentation »

P5 : Je n'ai pas trouvé le lexique dans le dossier par contre il y a des interrogations sur le respect de l'article R 151-8 du CU, pour rappel : Les destinations de constructions prévues à l'article R. 151-27 comprennent les sous-destinations suivantes.

Réponse ARC : le Lexique a bien été mis à jour avec ces définitions – cf. ci-dessous un extrait illustrant ceci.

Activités selon les 5 Destinations et 23 Sous-destinations définies par le code de l'urbanisme

La destination « commerce et activités de services » comprend les sept sous-destinations suivantes : artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hôtels, autres hébergements touristiques, cinéma.

La sous-destination « artisanat et commerce de détail » recouvre d'une part les constructions destinées aux activités artisanales de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, les constructions commerciales avec surface de vente destinées à la présentation ou à l'exposition de bien et de marchandises proposées à la vente au détail à une clientèle, ainsi que les locaux dans lesquels sont exclusivement retirés par les clients les produits stockés commandés par voie télématique (drives).

Elle inclut d'autre part, les constructions destinées aux « activités artisanales de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services » pour intégrer l'artisanat avec une activité commerciale de vente de biens, tels que les boulangeries, les charcuteries, les poissonneries ainsi que l'artisanat avec une activité commerciale de vente de services (cordonnerie, salon de coiffure etc...), mais aussi l'artisanat sans activité commerciale de vente de bien (locaux de fabrication de produits alimentaires, de textile, de meuble, de produits automobiles, etc.).

L'activité artisanale peut se définir en application des articles L. 111-1 du code de l'artisanat, et en fonction de la liste établie par l'article R. 111-1 du même code.

La sous-destination « restauration » recouvre les constructions destinées à la restauration sur place ou à emporter avec accueil d'une clientèle. Elle n'inclut pas la restauration collective qui constitue une prestation proposée aux salariés ou usagers d'une entreprise, administration ou d'un équipement.

La sous-destination « commerce de gros » recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle (ex. enseigne « Métro », grossistes en rez-de-chaussée en ville ...).

P6 : Pourquoi l'occurrence des pluies est-elle de 20 ou 30 ans alors que dans le zonage pluvial, ce sont des pluies centennales qui sont prises en compte? Par contre dans le cadre du réchauffement climatique concernant l'occurrence des crues, elle devrait être centennale voire millénaire puisque les crues centennales deviennent décennales.

Réponse ARC : les périodes retenues dans le zonage pluvial pour les pluies de retour (20 ou 30 ans) correspondent à celles préconisées par le SDAGE, selon le bassin versants dans lequel on se situe.

P7 : L'autorisation d'un centre de congrès et d'exposition semble contraire à la définition de la zone agricole définie par le code de l'urbanisme.

Réponse ARC : conformément au code de l'urbanisme, article R. 515-23 - 2), peuvent être autorisées en zone A « *Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.* »

C'est ainsi qu'au titre de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, qu'un secteur de taille et de capacité limité (STECAL), dénommé Ap a été créé au sein du règlement graphique du PLUiH (lors de l'élaboration du PLUiH en 2019).

Cette destination n'est donc pas autorisée au sein de la zone Agricole proprement dite, mais au sein d'un STECAL, où le bâti existant présente un intérêt patrimonial (car identifié en tant que petite patrimoine ou bien classé ou inscrit au titre des Monuments historiques) et qui peut être voué à accueillir en cas de mutation des activités touristiques, éducatives.

Pour rappel, la zone Ap « *correspond aux bâtiments agricoles à vocation patrimoniale, touristique, ou éducatif et tout autre bâtiment à destination de l'agriculture autant qu'au tourisme, au patrimoine, inscrit, classé ou non, aux monuments historiques, ou repéré au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.* »

Par conséquent, l'ajout des centres de congrès en tant que destination autorisée, reste en cohérence avec le caractère de cette zone.

P9 : La non réglementation du stationnement peut si celui-ci occupe tout l'espace libre empêcher l'aménagement d'espaces végétalisés et d'infiltration sur la parcelle donc contraire au zonage pluvial.

Réponse ARC : la non-réglementation du stationnement au sein du Parc Technologique des Rives de l'Oise est possible compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur ce par cet des possibilités de mutualisation des places de stationnement existantes dans la gestion de la collectivité. Concernant l'infiltration des eaux de pluie, elle doit respecter la règle imposant un traitement sur la parcelle.

P23 : Béthisy Saint Martin modification de zonage au profit d'une zone N12.

On peut attirer l'attention sur le fait que cet espace appelé à de potentielles constructions importantes est classé en ZNIEFF de type 1 qui n'est pas opposable mais constitue de fait un porter à connaissance de la grande qualité écologique du site qui est lui-même en relation avec la zone Natura 2000 du massif forestier de Compiègne.

Aucune étude de terrain n'a été menée et aucune prise n'en compte du rôle biogéographique de ce site (voir pages 8 et 9 suivantes le PAC de l'Etat).

Réponse ARC : ce secteur, initialement classé en zone Nr (énergies renouvelables) est reclassé en zone Naturelle de loisir et zone Nh (habitation) sur la partie actuellement occupée par une construction à vocation d'habitat.

S'agissant d'un site pollué (activité de casse automobile par le passé), le reclassement en zone naturelle de loisir permettra le développement d'un projet d'hébergement touristique, prenant en charge sa dépollution. Enfin, la présence du site Natura 2000 sur la zone, nécessitera de la part du porteur de projet une étude des incidences du projet sur les espèces (faune et flore) protégées.

P35 : Compiègne, avenue de l'Armistice, le projet bâti est il abandonné, c'est souhaitable ? A signaler que cet espace devrait rester un espace libre compte tenu de son rôle social d'espace public (Cirque, diverses manifestations).

Réponse ARC : cette modification de zonage a bien été abandonnée. Le secteur reste en zone Naturelle de loisir.

P38 : Suppression d'une protection sur un espace destiné à la construction, rue des Fossés Compiègne

Réponse ARC : cette modification de la trame jardin est maintenue pour permettre la réalisation d'une seule maison individuelle en front de rue ou avec un léger retrait dans le respect de l'ambiance générale de la rue. Sur le plan architectural, le projet devra respecter la qualité patrimoniale présente sur ce secteur de centre-ville historique. Il sera bien évidemment soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.

P51, Lachelle, zonage 1AUe en UE ZAC d'Aiguisy - Pourquoi les éléments de trame verte du plan de ZAC ne se retrouvent pas sur le zonage du PLUiH ? Ou alors opportunité d'une OAP ?

Réponse ARC : une OAP existe déjà sur cette zone. Elle identifie les plantations à réaliser

ainsi que le tracé du parcours nature.



P64: Verberie, Extension du zonage NI2

Le site concerné est classé en ZNIEFF de type 1, il jouxte une zone Natura 2000 et se situe en marge de l'ensemble forestier Compiègne Laigue Ourscamp. La modification du zonage concerne 78,67ha ce qui très important dans un milieu écologiquement fragile. C'est de plus une zone écotone dans le cadre d'une approche écopaysagère. « Les zones écotones représentent des régions de transition entre deux écosystèmes distincts. Elles se caractérisent par une diversité biologique souvent accrue par rapport aux écosystèmes adjacents. Les interactions écologiques et les conditions environnementales y sont en perpétuel changement et donc particulièrement intéressantes à étudier ». A ce titre elles sont une transition entre le massif forestier et le système bio alluvial de l'Oise. La règle « Eviter, réduire, compenser » n'a pas été étudiée dans ce cadre au regard du projet d'aménagement sous tendu.

Réponse ARC : s'agissant d'un projet soumis à étude d'impact, l'ensemble des sujets environnementaux sera traité dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par le porteur du projet auprès des services de l'Etat.

P67 : OAP du quartier de la gare, déplacement du parking silo

Pas de remarques sur ce déplacement de parking mais remarques sur un projet d'habitation de 400 logements, commerces et services dans une zone inondable jusqu'à deux mètres de hauteur (en couleur orange sur le document carte d'aléa inondation de l'État). Là aussi même remarque sur l'opportunité d'une OAP hydraulique comme le propose le document zonage pluvial pour donner les contraintes réelles de l'urbanisation possible de cet ensemble.

Réponse ARC : cette observation ne porte pas sur une modification prévue dans le cadre de la présente procédure. La création d'un éco-quartier sur le secteur a été acté à la fois lors de

l'élaboration du PLUiH en 2019 et au moment des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (procédure intégrant la réalisation d'une étude d'impact globale), ainsi qu'à travers l'obtention d'une autorisation environnementale unique délivrée par arrêté préfectoral le 26 novembre 2024.

5/ Sur la lecture du document « rapport de présentation – Evaluation environnementale »

L'évaluation environnementale est illisible alors qu'un dossier d'enquête publique doit être clair et lisible pour tout public : Par exemple les cartes avec sigle non déclinées, ni expliquées, les cartes sont des photocopies de Système d'information géographique qui sont lisibles sur ordinateur mais pas en photocopie...L'évaluation est faite sous forme de tableaux et non sous forme spatiale comme le demande le porter à connaissance de la DDT.

Réponse ARC : le rapport d'Evaluation environnementale a été mis à la disposition du public à la fois en version papier et en version informatique dans une résolution suffisante pour permettre sa lecture et compréhension.

Quant aux modalités de présentation de l'Evaluation environnementale, elle a été réalisée à la fois sous forme de tableau et de cartographies pour chaque composante environnementale.

Enfin, cette observation, n'a été soulevée par aucune personne publique associée, ni par d'autres administrée lors de l'enquête publique.

5.6 Observations Oise Nature

Concernant les zones humides :

Nous aimerions que les zones humides situées dans le cœur des communes forestières (Saint Jean aux Bois et Vieux-Moulin notamment) soient mieux prises en compte dans la définition des zonages de ces secteurs particulièrement importants (rappel dans le PADD). Si ces zones humides sont bien classées en zone Ne, la possibilité d'urbaniser sur les lisières fait peser une menace sur l'évolution de ces zones humides en empêchant notamment les échanges avec les zones forestières limitrophes. Il nous semble donc important d'élargir le zonage de ces zones humides alors que des constructions ont été réalisées récemment.

Réponse ARC : l'ensemble des zones humides avérées (dont les périmètres ont été déterminées par les SAGE), qu'elles soient sur les communes de Vieux-Moulin, Saint- Jean-aux-Bois, ou de toute autre commune, sont littéralement reprises et protégées dans le PLUiH par un classement en zone N ou Ne.

Concernant la modification de surface de la zone EBC (point n° 85) :

Pourrait-on avoir des précisions sur la justification de la réduction de surface de cette EBC ? Quelle sera la nouvelle destination de la nouvelle zone ?

Réponse ARC : il s'agit d'une réduction de surface de l'EBC compte tenu de la réalité du terrain : espace en pelouse (absence d'arbres) et présence d'un bâtiment.

Concernant le projet d'implantation d'une éolienne sur le territoire de Jonquières :

Une enquête publique est en cours sur ce projet. Est-il normal que ce projet ne soit pas repris dans le projet de révision allégée qui vous occupe actuellement. Nous demandons une très

grande prudence concernant le développement des éoliennes dans ce secteur (présence de chiroptères : 13 espèces identifiées sur les 35 espèces qui vivent en Picardie ...).

Réponse ARC : compte tenu d'autres observations formulées lors de l'enquête publique, et des enjeux de préservation des grands paysages agricoles et naturels, ainsi que de l'impact de ce type d'installation sur l'avifaune présente au sein de ces espaces, l'ARC souhaite limiter au sein de la zone agricole la hauteur des éoliennes à 100 m pales comprises.

6-CONCLUSION DU RAPPORT

Le déroulement de l'enquête s'est passé de façon conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La coopération avec les quatre mairies (COMPIEGNE, LA CROIX-SAINT-OUEN, LE MEUX, VERBERIE) désignées pour les permanences du commissaire enquêteur et le recueil des observations sur les registres a été sans faille.

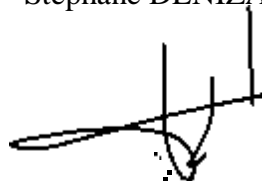
Au vu de l'analyse du dossier, des observations formulées par le public et des échanges avec le porteur de projet, le commissaire-enquêteur a fourni le présent rapport.

Dans un document séparé, le commissaire enquêteur a formulé ses conclusions et avis.

Fait à GRANDFRESNOY le 14 Novembre 2025

commissaire enquêteur

Stéphane DENIZART



DEPARTEMENT DE L'OISE

**Territoire de l'Agglomération
de la Région de Compiègne
Révision allégée n°2 du PLUiH
et du Zonage Pluvial de l'ARC**

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 15 Septembre au 15 Octobre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

CONCLUSION ET AVIS

Pièce n° 2

Date Décision Nomination du Commissaire Enquêteur par Madame la Présidente du TA	N° E 25000077/80 Du 16 Juin 2025
Date Arrêté de Mise à l'Enquête Publique par Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne	20 Août 2025

La révision allégée n° 2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au Règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation, au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma Directeur de Gestion des Eaux pluviales.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : les règlements écrits de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique,

Règlement graphique : Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Bienville, Clairoix, Compiègne, Jaux, Jonquières, Lachelle, La Croix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Vaast-de-Longmont, Venette, Verberie et Vieux-Moulin,

Orientations d'Aménagement et de Programmation : Béthisy-Saint-Pierre, Clairoix, Compiègne, Jaux, La Croix-Saint-Ouen et Margny-lès-Compiègne.

1-Cadre Général

Par délibération en date du 14 novembre 2019, le Conseil d'Agglomération de l'ARC a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH).

Par ailleurs, l'Agglomération de la Région de Compiègne est couverte par le Schéma de ; Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de la région de Compiègne approuvé le 15 décembre 2012, dont l'élargissement à l'échelle des 22 communes a été prescrit par délibération du 15 novembre 2018.

En compatibilité avec le SCOT, le PADD du PLUiH précise l'équilibre entre l'emploi, l'habitat et la protection de l'environnement à travers ses trois axes :

- Axe 1 : Continuer à faire de l'agglomération compiégnaise un territoire dynamique et attractif
- Axe 2 : Venir habiter et rester vivre dans l'ARC
- Axe 3 : Vivre en harmonie avec son environnement.

Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution : -

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;

- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022.
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 2 mars 2023, l'Agglomération de la Région de Compiègne a prescrit une modification simplifiée du PLUiH.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (article L.153-31 et suivants), le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) et du zonage pluvial doit faire l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées et être soumis à enquête publique conformément à l'article L. 123-2 du code de l'environnement.

Les modifications apportées concernent : le Rapport de présentation, le Règlement écrit et graphique, les OAP et les Annexes. Elles sont présentées selon une logique allant du plus général au plus spécifique : ainsi, sont présentées dans un premier temps les modifications (du règlement écrit ou graphique) portant sur les dispositions générales et les zones dites « communes » à plusieurs Communes ; dans un second temps, sont présentées les modifications des zones spécifiques aux différentes communes concernées (dans l'ordre alphabétique des communes).

Il convient aujourd'hui d'actualiser au regard de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et la loi Climat & Résilience. Dans le même temps, les orientations du PLU approuvé en 2013 sont aujourd'hui dépassées, justifiant la définition de nouvelles orientations pour les 10 à 15 années à venir

2-Déroulement de l'Enquête

2-1- Permanences

L'Enquête Publique s'est déroulée du 15 Septembre au 15 Octobre 2025 soit pendant 31 jours consécutifs.

4 lieux d'enquête publique répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération ont permis au public de prendre connaissance du dossier, dans une version papier et de formuler des observations et de rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Elles ont eu lieu les :

- Lundi 15 Septembre 2025 de 09h00 à 12h00 en Mairie de VERBERIE
- Samedi 27 Septembre 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie de CLAIROIX
- Jeudi 9 Octobre 2025 de 14h30 à 17h30 en mairie de LE MEUX
- Mercredi 15 Octobre 2025 de 14h00 à 17h00 l'Hôtel de Ville de COMPIEGNE.

2-2- Publicité

La publicité destinée à informer le Public de l'ouverture de l'Enquête Publique a été réalisée par publication dans les journaux suivants :

- Le Courrier Picard du 18 Septembre 2025
- Le Parisien du 18 Septembre 2025
- Le Courrier Picard du 29 Août 2025
- Le Parisien du 29 Août 2025

2-3- Information et affichage

Pendant toute la durée de l'enquête publique, mentionnée au paragraphe 1, le dossier d'enquête était consultable :

- **Sur le site internet de l'ARC – rubrique « Enquêtes publiques » :**
<https://www.agglo-compiegne.fr/>
- **Sur support papier :** dans les mairies de CLAIROIX, LE MEUX, VERBERIE et COMPIEGNE, lieux d'enquête publique indiqués ci-dessus, aux jours et heures d'ouverture au public.
- **Sur un poste informatique** au siège de l'ARC, Place de l'Hôtel de Ville à Compiègne.

a- Observations et propositions du public

- Par voie postale

Toute correspondance papier relative à l'enquête pouvait être transmise à Monsieur le commissaire enquêteur à l'adresse postale et physique de l'Agglomération de la Région de Compiègne, Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX. Ces correspondances sont annexées aux registres d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique (place de l'hôtel de ville à Compiègne), dans les meilleurs délais.

- **Par voie électronique**, à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.
- **Par écrit**, dans les registres d'enquête, établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, aux horaires d'ouverture au public de chacun des lieux d'enquête mentionnés ci-dessus.
- **Par écrit et oral**, auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences dans chacun des 4 lieux d'enquête publique.

b- COMMUNICATION DU DOSSIER SUR DEMANDE

Toute personne pouvait, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique ainsi que des observations et propositions du public reçues, sur support papier auprès de l'ARC aux coordonnées indiquées à l'article ci-dessus

2-4- Observations

Pendant la durée de l'Enquête Publique :

- - 11 observations ont été déposées sur les registres dont 3 doublons avec des envois par courriel
 - 2 correspondances m'ont été adressées en Mairie de COMPIEGNE
 - 26 courriels ont été adressés
 - Il n'y a pas eu d'observation orale.

3-Conclusions du Commissaire Enquêteur sur la Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) et du zonage pluvial

- En conclusion de cette enquête, le commissaire enquêteur, constate qu'elle s'est déroulée de façon satisfaisante, dans un climat serein, dans les conditions fixées par la législation en vigueur, et conformément à l'arrêté du 20 Août 2025, prescrit par Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne relative à la révision allégée N°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUiH) et au zonage pluvial.

Compte tenu de ce qui précède, après avoir effectué une analyse complète des informations contenues dans le dossier d'enquête, le commissaire enquêteur, formule les conclusions suivantes :

-Sur le déroulement de l'enquête et la participation du public :

- L'enquête publique s'est déroulée dans les meilleures conditions possibles. Aucun incident n'est à signaler.
- La participation a été correcte pour la ville de COMPIEGNE et réduite pour les communes de CLAIROIX et VERBERIE. Pas d'observation enregistrée pour la commune de LE MEUX.
- Les personnes rencontrées ont paru très intéressées et impliquées dans le projet
- Le commissaire enquêteur a tenu les quatre permanences prévues pour recevoir le public.

-Sur le dossier :

-Le dossier comprenait tous les documents nécessaires, notamment pour ce qui concerne la présentation du projet et les révisions envisagées.

-Sur la publicité du dossier et l'information du public :

- la publicité légale a bien été respectée.
- l'affichage a été effectué dans les panneaux d'affichage municipal des 22 communes comme l'attestent les Certificats d'Affichage des Maires concernés par cette Enquête publique (*cfn : pièces jointes transmises en annexe*)
- le public a pu prendre connaissance du projet tout au long de l'enquête sur le dossier papier et sur le site internet mis à disposition par l'agglomération de Compiègne.

-Sur le contenu du projet :

- Toutes les révisions envisagées ont été clairement exposées et expliquées.

-

-Sur les avis des PPA :

-Les Personnes Publiques Associées (PPA) ont été consultées conformément à l'article L132-7 du code de l'urbanisme.

-Les personnes publiques associées suivantes ont transmis des observations :

-La CDPENAF

-L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise

-La Chambre d'Agriculture de l'OISE

-Le Conseil Départemental de l'OISE

Le Maître d'Ouvrage a répondu positivement aux questions posées ou a expliqué pourquoi il souhaitait maintenir sa position dans plusieurs mémoires en réponse joints au rapport d'enquête, a apporté les précisions demandées et rajoutera au dossier les éléments souhaités.

-Sur l'avis de l'Autorité Environnementale :

Mettre avis MRAE. Le Maître d'Ouvrage a répondu aux remarques formulées dans cet avis par un mémoire en réponse spécifique joint en annexe du rapport d'enquête.

- Sur les observations du public :

Les observations formulées sur les registres, par courrier ou par messagerie électronique ont reçu une écoute attentive du Maître d'Ouvrage :

-Si les observations étaient bien-fondées ou recevables, elles ont obtenu une réponse favorable et seront prises en compte.

- Si les observations concernaient des remarques d'ordre général sur la révision allégée n°2 du PLUiH, le Service de l'Urbanisme de l'ARC a répondu avec précision.

-Une observation était en contradiction avec les recommandations des administrations ou organismes compétents en la matière, notamment au sujet des zones inondables et de la sécurité incendie, il n'y a pas été donné de suite favorable

Compte tenu de la multitude de modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure soumise à enquête publique conjointe, j'émet un AVIS FAVORABLE sous réserve de la bonne prise en compte des remarques formulées par les personnes publiques associées et le public à la demande de Révision allégée n°2 du PLUiH et du Zonage Pluvial de l'ARC.

Fait à Grandfresnoy le 14 novembre 2025

Commissaire Enquêteur

Stéphane DENIZART



DEPARTEMENT DE L'OISE

**Territoire de l'Agglomération
de la Région de Compiègne
REVISION allégée n°2 du PLUiH
et du Zonage Pluvial de l'ARC**

ENQUETE PUBLIQUE

DU 15 Septembre au 15 octobre 2025

**COPIE DES REGISTRES D'ENQUETE ET PIECES ADMINISTRATIVES
ET ANNEXES**

Date Décision Nomination du Commissaire Enquêteur par Mme la Présidente du TA	N° E 25000077/80 Du 16 Juin 2025
Date Arrêté de Mise à l'Enquête Publique par Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne	20 Août 2025

PIECES ADMINISTRATIVES

03 AOÛT 2025

Haussier
YVES A.

ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE
RELATIVE A LA **REVISION ALLEGEE N°2**
DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT
ET AU **ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC**

Le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne :

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public,

- Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- Vu le code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27 relatifs à l'enquête publique,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-31 à L. 153-35,
- Vu le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par le Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne le 15 décembre 2012, et mis en révision par délibérations du 15 novembre 2018 et du 6 mars 2025,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH) en date du 14 novembre 2019,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne, prescrivant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH), en date du 02 mars 2023,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne, prescrivant l'élaboration d'un Schéma directeur de Gestion des Eaux Pluviales, en date du 29 mars 2018,
- Vu la décision n° E25000077/80 du 16/06/2025 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens, désignant, **Monsieur Stéphane DENIZART**, en qualité de Commissaire-Enquêteur,
- Vu les deux dossiers soumis à enquête publique, et leurs pièces respectives, à savoir :

1/DOSSIER DE REVISION ALLEGEE N°2 DU PLUIH

- 0 - Actes administratifs
- 1 - Notice de présentation
- 2 - Rapport de présentation
- 3 - Règlement écrit
- 4 - Règlement graphique
- 5 - Orientations Aménagement et Programmation
- 6 - Annexes (mise à jour des SIS, mise à jour de la servitude aéronautique, zonage pluvial).

Arrêté n°2022- 60

2/LE ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

- 1 - Rapport du Zonage pluvial
- 2 - Plans du zonage pluvial (1 plan/commune)

AFFICHAGE LE

29 AOÛT 2025

ARRETE



ARTICLE 1 - OBJET ET SIEGE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Conformément à l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme, une enquête publique conjointe portant à la fois sur le projet de Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH) et sur le Zonage Pluvial, se déroulera sur le territoire de l'Agglomération de la Région de Compiègne, pour une durée de 31 jours consécutifs, du 15 septembre au 15 octobre 2025 inclus.

Le siège de l'enquête publique se situe à l'Hôtel de Ville, à Compiègne.

ARTICLE 2 - FORME ET COMPETENCE POUR LA DECISION A L'ISSUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'autorité compétente responsable du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat est l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC), Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX.

Au terme de l'enquête, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne sera invité à approuver le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH).

ARTICLE 3 – AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions des articles L. 104-2 et L. 104-6 du code de l'urbanisme et L.122-4 et L.122-7 du code de l'environnement, l'autorité environnementale a été saisie pour avis sur le projet de Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH).

L'avis émis par l'autorité environnementale est joint aux pièces administratives du présent dossier d'enquête publique.

ARTICLE 4 – DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens désigne **Monsieur Stéphane DENIZART**, en qualité de Commissaire-Enquêteur et **Monsieur Régis BAY** en qualité de Commissaire-Enquêteur suppléant.

ARTICLE 5 - DATE D'OUVERTURE DE L'ENQUETE, DUREE ET PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE

La présente enquête sera ouverte le **lundi 15 septembre 2025** pour une durée de **31 jours consécutifs** soit jusqu'au **15 octobre 2025**.

4 lieux d'enquête publique répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent au public de prendre connaissance du dossier, dans une version papier et une version dématérialisée, de formuler des observations et de rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations,

conformément au calendrier suivant :

29 AOUT 2025

Dates	Heures	Lieux
Lundi 15 septembre 2025	9H – 12H	Verberie Salle en Mairie
Samedi 27 septembre 2025	9H – 12H	Clairoix Salle en Mairie
Jeudi 9 octobre 2025	14H30 – 17H30	Le Meux Salle en Mairie
Mercredi 15 octobre 2022	14H – 17H	Compiègne Place de l'Hôtel de Ville Salle des pas perdus

Les deux dossiers d'enquête publique sont constitués des éléments suivants :

1/LE DOSSIER DE REVISION ALLEGEE N°2 DU PLUIH

- 0 - Actes administratifs
- 1 - Notice de présentation
- 2 - Rapport de présentation
- 3 - Règlement écrit
- 4 – Règlement graphique
- 5 – Orientations Aménagement et Programmation
- 6 – Annexes (mise à jour des SIS, mise à jour de la servitude aéronautique, zonage pluvial).

2/LE ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

- 1 - Rapport du Zonage pluvial
- 2 - Plans du zonage pluvial (1 plan/commune)

Les informations relatives au contenu détaillé du dossier sont présent sur le site internet de l'ARC et peuvent être demandées auprès de l'ARC, Pôle Aménagement Urbanisme et Grands Projets, Stanca LAZARESCU (03.44.40.76.48, courriel : plui@agglo-compiegne.fr).

a- Consultation du dossier

Pendant toute la durée de l'enquête publique, mentionnée à l'article 1, le dossier d'enquête sera consultable :

- Sur le site internet de l'ARC – rubrique « Enquêtes publiques » : <https://www.agglo-compiegne.fr/>
- Sur support papier : en mairie de Compiègne et dans les mairies lieux d'enquête publique indiqués ci-dessus, aux jours et heures d'ouverture au public.
- Sur un poste informatique au siège de l'ARC, Place de l'Hôtel de Ville à Compiègne.

Arrêté n°2022- 60

AFFICHAGE

29 AOUT 2025

**b- Observations et propositions du public****- Par voie postale**

Toute correspondance papier relative à l'enquête pourra être transmise à Monsieur le commissaire enquêteur à l'adresse postale et physique de l'Agglomération de la Région de Compiègne, Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX. Ces correspondances seront annexées aux registres d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique (place de l'hôtel de ville à Compiègne), dans les meilleurs délais.

- **Par voie électronique**, à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.
- **Par écrit**, dans les registres d'enquête, établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, aux horaires d'ouverture au public de chacun des lieux d'enquête mentionnés ci-dessus.
- **Par écrit et oral**, auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences dans chacun des lieux d'enquête publique, tels que mentionnés à l'article 5.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION DU DOSSIER SUR DEMANDE

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique ainsi que des observations et propositions du public reçues, sur support papier auprès de l'ARC aux coordonnées indiquées à l'article ci-dessus.

ARTICLE 8 - CLOTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront mis à disposition du commissaire enquêteur et clos. Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huit jours, l'Agglomération de la Région de Compiègne, autorité compétente pour diligenter l'enquête publique du PLUiH, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. L'Agglomération de la Région de Compiègne, disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 9 - RAPPORT ET CONCLUSIONS DE L'ENQUETE

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont « favorables », « favorables sous réserve » ou « défavorables » au projet de révision allégée n°2 du PLUiH.

ARTICLE 11 - MISE A DISPOSITION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR A L'ISSUE DE L'ENQUETE

À l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées par le commissaire enquêteur pendant une durée d'un an au siège de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne. Il sera également téléchargeable sur le site internet de l'ARC : www.agglo-compiegne.fr (rubrique « Enquêtes publiques »).

ARTICLE 12 - IDENTITE DES PERSONNES AUPRES DESQUELLES DEMANDER TOUTE INFORMATION

Toute information peut être demandée au service Urbanisme de l'ARC, auprès de Madame Stanca LAZARESCU, à l'adresse postale suivante :

Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne

7

Place de l'hôtel de ville

CS 10007

60321 COMPIEGNE

Elle pourra être contactée également par voie électronique sur les boîtes aux lettres suivante : stanca.lazarescu@agglo-compiegne.fr ou plui@agglo-compiegne.fr.

ARTICLE 13 - PUBLICATION ET AFFICHAGE DU PRESENT ARRETE

L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête mentionné à l'article L.123-10 et R.123-11 du Code de l'Environnement sera porté à la connaissance du public dans les conditions suivantes :

- Par affichage : dans les mairies des 22 communes (lieux d'affichage administratifs habituels) et au siège de l'ARC (panneau d'affichage situé rue de la Surveillance à Compiègne), quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci ;
- Par mise en ligne sur le site internet de l'ARC www.agglo-compiegne.fr, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci ;
- Par publication de presse : l'avis sera inséré en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, soit avant le 30 août 2025 et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, soit dans la période comprise entre le 15 septembre 2025 et le 23 septembre 2025 inclus dans les journaux Le Parisien (édition Oise) et Courrier Picard.

ARTICLE 14 - EXECUTION ET TRANSMISSION

Monsieur le Président de l'ARC, Monsieur le Vice-Président en charge de l'Aménagement et de l'Urbanisme à l'ARC, Monsieur le Directeur Général des Services de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne et Mesdames et Messieurs les Maires des communes de l'ARC sont chargés, chacun pour ce le concerne, de l'exécution du présent arrêté ainsi que de sa certification.

Cet arrêté sera affiché au siège de l'ARC, ainsi qu'en toutes les mairies de l'ARC durant un mois et publié au recueil des actes administratifs de l'ARC.

Ampliation de cet arrêté sera insérée dans le dossier d'enquête publique et respectivement transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Compiègne,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres de l'ARC,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens et au
- Commissaire enquêteur.

Fait à COMPIEGNE, le 20 août 2025



Le Président,

Philippe MARINI
Sénateur honoraire de l'Oise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

16 juin 2025

N° E25000077 /80

La présidente du tribunal administratif

E- Décision désignation des commissaires

Vu enregistrée le 02 juin 2025, la lettre par laquelle M. le Président de l'agglomération de la région de Compiègne demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- la révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal valant plan local de l'habitat PLUIH de l'agglomération de la région de Compiègne ARC.

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 ;

Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Stéphane Denizart, cadre du ministère de la défense en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Régis Bay, ingénieur en chef au C.H.I de Clermont, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à M. le Président de l'agglomération de la région de Compiègne, à Monsieur Stéphane Denizart et à Monsieur Régis Bay.

Fait à Amiens, le 16 juin 2025.

La présidente,



Florence DEMURGER



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION ALLEGEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUiH) Du 15 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE 2025

Par arrêté n°42-2025 en date du 20 août 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH), pour une durée de 31 jours consécutifs, soit **du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025 inclus**.

Par décision n° E25000077/80 du 16/06/2025, Monsieur **Stéphane DENIZART** a été désigné par la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en tant que commissaire enquêteur et Monsieur **Régis BAY** en tant que commissaire enquêteur suppléant. **4 lieux d'enquête publique** répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent au public de prendre connaissance du dossier dans une version papier, et de rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le dossier sera également disponible en version dématérialisée: <https://www.agglo-compiegne.fr>. Le public pourra formuler ses observations sur les registres d'enquête publique ou bien les transmettre au commissaire enquêteur, par voie postale (Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX) ou par courriel à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.

Dates	Heures	Lieux
Lundi 15 septembre 2025	9H – 12H	Verberie Salle en Mairie
Samedi 27 septembre 2025	9H – 12H	Clairoix Salle en Mairie
Jeudi 9 octobre 2025	14H30 – 17H30	Le Meux Salle en Mairie
Mercredi 15 octobre 2022	14H – 17H	Compiègne Place de l'Hôtel de Ville Salle des pas perdus

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Éric BERTRAND Maire de Armancourt, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Armancourt, le 16/10/2025

Le Maire de Armancourt

Éric BERTRAND



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), CEROUX Patrick Maire de Bienville, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Bienville....., le 16/10/25

Le Maire de Bienville

.....
 

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Alain Dricourt, Maire de Béthusy-St-Martin atteste qu'il a été procédé :

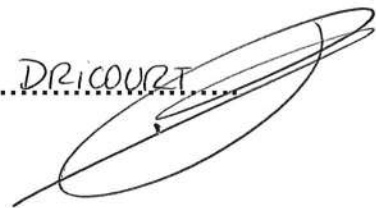
- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Béthusy-St-Martin, le 16/10/25

Le Maire de Béthusy-Saint-Martin



Alain Dricourt



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Jean-Marie LAVOISIER Maire de Bethisy-Saint-Pierre, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Bethisy-Saint-Pierre, le 15 octobre 2025

Le Maire de Bethisy-Saint-Pierre

Le Maire
Jean-Marie LAVOISIER




Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Jean-Luc MIGNARD Maire de CHOISY-AU-BAC., atteste qu'il a été procédé par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à CHOISY-AU-BAC, le 16 octobre 2025

Le Maire de CHOISY-AU-BAC;



Jean-Luc MIGNARD.



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Laurent PORTEBOIS Maire de CLAIRVOIX, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à CLAIRVOIX, le 15 octobre 2025

Le Maire de CLAIRVOIX

Laurent PORTEBOIS



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné, Philippe MARINI, Maire de la commune de COMPIEGNE, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.



Fait à COMPIEGNE, le 16 OCT. 2025

Pour le Maire,
Le 1^{er} Adjoint,


Eric DE VALROGER

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Philippe BOUCHER Maire de JANVILLE, atteste qu'il a été procédé :

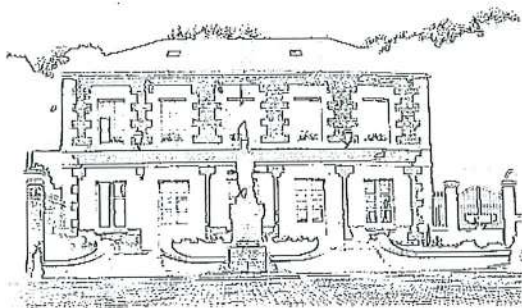
- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Janville, le 16/10/2025

Le Maire,




Philippe BOUCHER



MAIRIE DE JAUX

DEPARTEMENT DE L'OISE

ᱦᱚᱱᱚᱛ

Arrondissement de COMPIEGNE

Canton de COMPIEGNE 2

ᱦᱚᱱᱚᱛ

Code Postal 60880

ᱦᱚᱱᱚᱛ


☎ 03 44 83 40 05

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée, Sidonie MUSELET, Maire de la commune de Jaux, atteste que l'arrêté d'enquête publique relatif à la procédure de révision allégée du PLUiH et de son zonage pluvial a été affiché en mairie du 29/08/2025 au 15/10/2025 inclus.

Fait à Jaux, le 21/10/2025,

Le Maire,


Sidonie MUSELET


Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Jean-Claude CHIREUX Maire de Jonquières, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Jonquières, le 27/10/2025

Le Maire de Jonquières



Jean-Claude CHIREUX

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine


Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné, Xavier LOUVET, Maire de LACHELLE, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à LACHELLE, le 15/10/2025

 **Le Maire,**
Xavier LOUVET

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e) Jean Desencant Maire de La Croix St Julien, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à La Croix St Julien, le 16/10/2025

Le Maire de La Croix St Julien



Jean Desencant

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Evelyne LE CHAPELLIER Maire de LE MEUX, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à LE MEUX, le 16.10.2025

Le Maire de LE MEUX,



Evelyne LE CHAPELLIER



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Bernard HELLAL, Maire de Margny-Lès-Compiègne, atteste qu'il a été procédé :

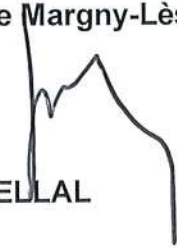
- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Margny-Lès-Compiègne le 15 octobre 2025



Le Maire de Margny-Lès-Compiègne,

Bernard HELLAL



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné, Claude PICART Maire de Néry, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Néry, le 16 octobre 2025

Le Maire de Claude PICART,



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Jean-Pierre DESMOULINS, Maire de Saintines, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Saintines, le 16 octobre 2025

Le Maire,
Jean Pierre DESMOULINS



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Monsieur Jean-Pierre LEBOEUF Maire de Saint-Jean-aux-Bois, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Saint-Jean-aux-Bois, le 15/10/2025

Le Maire de Saint-Jean-aux-Bois,

Jean-Pierre LEBOEUF



MAIRIE DE SAINT SAUVEUR

Certificat d'affichage

Je soussigné, **Claude LEBON**, Maire de Saint Sauveur, atteste qu'il a été procédé

- Par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 à l'affichage de l'arrêté de la procédure de révision allégée n°2 du PLUiH.

Fait à Saint Sauveur, le 17/10/2025

Le Maire de Saint Sauveur


Claude LEBON

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e) Gilbert BOUTEILLE.... Maire de St Vaast de Longmont, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à St Vaast de Longmont le 17/10/2025

Le Maire de St Vaast de Longmont

Le Maire
Gilbert BOUTEILLE



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Romuald SEELS, Maire de Venette, atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Venette, le 15/10/2025

Le Maire de Venette,



Romuald SEELS

Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussigné(e), Cécile DAVIDOVICS, Maire de VERBERIE atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.

Fait à Verberie, le 15/10/2025

**Le Maire de Verberie,
Cécile DAVIDOVICS**



Affaire suivie par
Mme Stanca LAZARESCU
Responsable Planification Urbaine

Objet : certificat d'affichage

Certificat d'affichage

Je soussignée, Béatrice MARTIN, Maire de la commune de VIEUX-MOULIN,
atteste qu'il a été procédé :

- par mes services, depuis le 29 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus
à l'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique portant sur la
Révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC et de son Zonage pluvial.



Fait à Vieux-Moulin, le 16/10/2025

Le Maire de Vieux-Moulin,
Béatrice MARTIN

Grèves Les prévisions ligne par ligne
dans les transports ➔ P. VIII

Oise Les recours se multiplient
contre les projets logistiques ➔ P. I

60

Oise • Jeudi 18 septembre 2025 • N° 25215 • 2,20 €

Le Parisien



David Guetta
« Le Stade
de France me
faisait peur »

➔ Loisirs • P. 27

LP/OLIVIER LEJEUNE

Grève dans les écoles La grande débrouille des parents

Les enseignants font partie
des catégories appelées à cesser
le travail ce jeudi. Baby-sitting,
recours aux proches, télétravail
ou garderie au boulot : quand
les classes sont fermées,
les familles improvisent.

➔ Fait du jour • P. 2 à 4



LP/FRED DUGIT



LP/LE JOURNAL DU CENTRE - /MAXPPP

Cures thermales
Le remboursement
à 100 % est menacé

➔ Économie • P. 7



LP/FRED DUGIT

PSG-Atalanta (4-0)
Belles retrouvailles
avec la Ligue
des champions

➔ Sports • P. 18 et 19

PUBLICITÉ

Le Parisien



R 20174 - 918 - 2,20 €

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2025
SÉANCE DE MINUIT

VOULEZ-VOUS VRAIMENT TOUT LUI DIRE ?

CÉCILE DE FRANCE

DALLOWAY

UN FILM DE
YANN GOZLAN

LARS MINKELSEN ANNA MOUGLALIS FRÉDÉRIC PIERROT FREYA MAVOR ET MYLÈNE FARMER

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Le Parisien

Le Point

Gala



Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 80 - 75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 16 décembre 2024 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 395 € HT - (SAS) 197 € HT - (SASU) 141 € HT - (SNC) 218 € HT - (SARL) 147 € HT - (EURL) 129 € HT - (SOCIÉTÉ CIVIL) 220 € HT - (SCI) 189 € HT. Démission, nomination, cessation de fonction de CAC - Transfert du siège social - Changement de gérant - Modification de la date d'ouverture ou clôture de l'exercice social, de la date de commencement de l'activité et de la prorogation - reconstitution du capital : 108 € HT - Réduction du capital social - Modification du capital social - Nomination de l'AJ : 135 € HT - Changement de dénomination - Transformation de la formesociale - Mouvements - cessions d'actions - résiliation du bail commercial : 197 € HT - Dissolution des sociétés civiles ou commerciales : 152 € HT - Clôture de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT - Changement de patronyme : 57 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) pour certaines modifications voir arrêté du 16 décembre 2024 : 60 (0,193 € HT) - 75/92/93/94 (0,237 € HT) - 91/77/78/95 (0,225 €).

Divers société

ML IMMOBILIER
SCI au capital de 1.000 Euros
Siège social : 51 Rue du Moulin - 60000 TILLE
954 088 365 RCS BEAUVAIS
Aux termes du PV de la collectivité des associés en date du 01 septembre 2025, il a été pris acte de la démission de Mme Fanny ROLLAND de ses fonctions de gérant. Dépôt légal au RCS de BEAUVAIS.

MAISON TEMPORELLE SAS au capital de 1.000 € Siège : 23 RUE JOSEPH-ADOLPHE CHAURET 60350 PIERREFONDS 901927806 RCS de COMPIEGNE Par décision de l'AGE du 10/09/2025, il a été décidé de ne pas dissoudre la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social. Mention au RCS de COMPIEGNE

Par acte sous seing privé du 8 septembre 2025 enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de SENLIS le 10 septembre 2025, dossier 2025 00023224, référence 6004P04 2025 A 01207.

La SAS IMEXHO au capital de 15.000 euros dont le siège est à CREIL (60) 7 Rue des Prunelliers (445.189.277 RCS COMPIEGNE) A cédé à la SAS GROUPE GM FRANCE au capital de 576.000 euros dont le siège est à PARIS (75) 10 Rue des Berger (303.875.736 RCS PARIS)

Un fonds de commerce de «import, export, distribution de produits pour l'hôtellerie» sis et exploité à CREIL (60100) 7 Rue des Prunelliers.

Cette cession a été consentie et acceptée moyennant le prix de base de 223.750 euros, outre éventuel complément de prix, avec entrée en jouissance au 8 septembre 2025. Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière des publications légales chez VL NOTAIRES sis à SENLIS (60300) 42 rue Thomas Couture.
Pour avis

Clôture de liquidation REVIVE SAS Société en liquidation Société par Actions Simplifiée au capital de 8.700 Euros 68, rue de la République - 60320 SAINT-SAUVEUR RCS COMPIEGNE 823 145 008 Par procès-verbal en date du 31/12/2024, l'associé unique a approuvé les comptes de clôture de liqui-

dation arrêtés au 31/12/2024, donné quitus au liquidateur de sa gestion et constaté la clôture des opérations de liquidation, à compter du 31/12/2024. Radiation au RCS de COMPIEGNE.

Enquête publique



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION ALLEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUIH) DU 15 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE 2025

Par arrêté n°42-2025 en date du 20 août 2025, Monsieur le Président de

L'AGGLOMÉRATION DE LA RÉGION DE COMPIEGNE

a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de Révision alléée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH), pour une durée de 31 jours consécutifs, soit du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025 inclus.

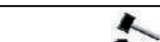
Par décision n° E25000077/80 du 16/06/2025, Monsieur Stéphane DENIZART

a été désigné par la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en tant que commissaire enquêteur et Monsieur Régis BAY en tant que commissaire enquêteur suppléant. 4 lieux d'enquête publique répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent au public de prendre connaissance du dossier dans une version papier, et de rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le dossier sera également disponible en version dématérialisée : <https://www.agglo-compiègne.fr>. Le public pourra formuler ses observations sur les registres d'enquête publique ou bien les transmettre au commissaire enquêteur, par voie postale (Place de l'Hôtel de Ville - CS 10007 - 60321 COMPIEGNE CEDEX) ou par courriel à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiègne.fr.

Dates - Heures - Lieux
Lundi 15 septembre 2025 - 9H - 12H - Verberie Salle en Mairie
Samedi 27 septembre 2025 - 9H - 12H - Clairoix Salle en Mairie
Jeudi 9 octobre 2025 - 14H30 - 17H30 - Le Meux Salle en Mairie
Mercredi 15 octobre 2025 - 14H - 17H - Compiègne Place de l'Hôtel de Ville Salle des pas perdus

Ventes aux enchères



Hôtel des Ventes 60000 BEAUVAIS
SAMEDI 20 SEPTEMBRE à 14h15

AUTOMOBILIA - VEHICULES DE COLLECTION - SORTIE DE GRANGE (pièces moto BMW)

Expo : Le 19 de 14h à 18H00 et le 13 de 9h à 12h

Frais : 20% TTC

Info : www.interencheres.com/60001

SARL BEAUVAIS ENCHERES

Agnt 2002-407

Commissaire-priseur

16 Rue Léonard de Vinci

60000 BEAUVAIS-0344450471

Collectivités territoriales

Le bon réflexe, c'est

Le Parisien

Publiez vos annonces dans Le Parisien

Le Parisien est le seul quotidien habilité sur l'ensemble des départements d'Ile-de-France et Oise.

Votre contact pour vos annonces :

01 87 39 82 96

legales2@leparisien.frHors-série
Tout connaître de l'histoire de Paris

Commandez tous les hors-séries du Parisien sur abonnement.leparisien.fr/hors-serie ou au 01 76 49 11 11 (coût d'un appel local)



Le Parisien

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce n° CAVE000007890 (Réf : REVISION ALLEGEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans les conditions suivantes :

- Type d'annonce : Avis d'enquête publique
- Édition (*) : Le Parisien
- Date de parution : 18 septembre 2025
- Département : 60 Oise
- Rubrique : Enquete Publique
- Format : Lignage - Légale

Fait à Paris, le lundi 15 septembre 2025

LES ECHOS LE PARISIEN SERVICES
10, boulevard de Grenelle - CS 10817
75738 PARIS Cedex 15
Tél : 01 87 39 84 85
S.A.S. au capital de 150 000 €
RCS Paris 5 799 256 185
TVA FR 56 799 256 185
Code NAF : 7022Z

Prévisualisation de votre annonce :

Note : L'usage des rubriques de petites annonces des journaux doit être conforme à leur destination. Le journal s'autorise à ne pas publier toute annonce ne respectant pas l'organisation éditoriale du journal et ne respectant pas ses conditions générales de vente.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site <https://services.lesechosleparisien.fr/>

Les Echos Le Parisien Services est habilité à attester des parutions prévues dans le journal pré-cité (*).



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION ALLEGEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUIH) DU 15 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE 2025

Par arrêté n°42-2025 en date du 20 août 2025, Monsieur
le Président de

L'AGGLOMÉRATION DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur
le projet de Révision allégée n°2 du Plan Local
d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de
l'Habitat (PLUiH), pour une durée de 31 jours consécutifs,
soit **du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025**
inclus.

Par décision n° E25000077/80 du 16/06/2025, Monsieur
Stéphane DENIZART a été désigné par la Présidente du
Tribunal Administratif d'Amiens en tant que commissaire
enquêteur et Monsieur Régis BAY en tant que commissaire
enquêteur suppléant. 4 lieux d'enquête publique répartis
sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent
au public de prendre connaissance du dossier dans une
version papier, et de rencontrer le commissaire enquêteur
lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le dossier sera également disponible en version
dématérialisée: <https://www.agglo-compiegne.fr>. Le public
pourra formuler ses observations sur les registres
d'enquête publique ou bien les transmettre au
commissaire enquêteur, par voie postale (Place de l'Hôtel
de Ville – CS 10007 – 60321 COMPIEGNE CEDEX) ou par
courriel à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.

Dates - Heures - Lieux

Lundi 15 septembre 2025 - 9H – 12H - Verberie Salle en
Mairie

Samedi 27 septembre 2025 - 9H – 12H - Clairoux Salle en
Mairie

Jeudi 9 octobre 2025 - 14H30 – 17H30 - Le Meux Salle en
Mairie

Mercredi 15 octobre 2025 - 14H – 17H - Compiègne Place
de l'Hôtel de Ville Salle des pas perdus

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site <https://services.lesechosleparisien.fr/>

Les Echos Le Parisien Services est habilité à attester des parutions prévues dans le journal pré-cité (*).



est la marque commerciale de

PICARDIE MÉDIAS PUBLICITÉ

5 boulevard du Port d'Aval
CS 41021 - 80010 AMIENS Cedex 1

SAS au capital de 40 000€
N° SIRET : 315 199 372 000 63
Code NAF : 7312 Z
RCS Amiens - N° TVA : FR 3031 5199 372

CIC NORD OUEST

IBAN : FR76 3002 7172 1800 0200 1570 156
BIC : CMCIFRPP

Date :

15/09/2025 16:32:27

ARC

Madame Stanca LAZARESCU
29 PL DE L'HOTEL DE VILLE
60200 COMPIEGNE
FRANCE

Contact commercial

Angel Leteve

Tél: 0 820 67 41 41

@: serviceclientslegales@rosselconseil.fr

Client : 96050474

Référence de la commande :

Libellé commande: ENQUETE PUBLIQUE - RELATIVE A LA REVISION ALLEGEE N°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT
PROGRAMME LOCAL DE L'HABITA

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous les éléments relatifs à votre attestation de parution d'annonce légale.

L'annonce qui suit est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage dans nos titres et supports :

Date de parution : 18/09/2025

Edition : Courrier Picard - Oise

Annonce n° 4803820 - 2002415279

Le directeur de publication



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION ALLEE N°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL
DE L'HABITAT (PLUIH)
Du 15 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE 2025

Par arrêté n°42-2025 en date du 20 août 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH), pour une durée de 31 jours consécutifs, **soit du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025 inclus.**

Par décision n° E25000077/80 du 16/06/2025, Monsieur Stéphane DENIZART a été désigné par la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en tant que commissaire enquêteur et Monsieur Régis BAY en tant que commissaire enquêteur suppléant. 4 lieux d'enquête publique répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent au public de prendre connaissance du dossier dans une version papier, et de rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le dossier sera également disponible en version dématérialisée: <https://www.agglo-compiegne.fr>. Le public pourra formuler ses observations sur les registres d'enquête publique ou bien les transmettre au commissaire enquêteur, par voie postale (Place de l'Hôtel de Ville - CS 10007 - 60321 COMPIEGNE CEDEX) ou par courriel à l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiegne.fr.

- Lundi 15 septembre 2025

9H - 12H - Verberie Salle en Mairie

- Samedi 27 septembre 2025

9H - 12H - Clairoix Salle en Mairie

- Jeudi 9 octobre 2025

14H30 - 17H30 - Le Meux Salle en Mairie

- Mercredi 15 octobre 2025

14H - 17H - Compiègne - Place de l'Hôtel de Ville Salle des pas perdus

● ANNONCES

COURRIER PICARD
Vendredi 29 août 2025

17

Annuaire FUNÉRAIRE

Vous souhaitez passer dans cette rubrique, contactez-nous au

0 811 900 901

Service 0,06 €/min
+ prix appel

POMPES FUNÈBRES

VAN DE SYPE-MARTIN

03 44 83 02 79

PERMANENCE DÉCÈS
7J/7 & 24H/24



Votre agence de proximité

MARGNY-LÈS-COMPIÈGNE

www.van-de-sype-martin.fr

Pompes funèbres

FLORIAN LECLERC

03 44 86 58 88

PERMANENCE DÉCÈS
7J/7 & 24H/24



Votre agence de proximité

COMPIÈGNE

www.compiègne-sfleclerc.fr

POMPES FUNÈBRES

DELORMEL ET FILS

03 44 78 76 51
03 44 41 30 74

PERMANENCE DÉCÈS
7J/7 & 24H/24



Vos agences de proximité

ST JUST EN CHAUSSEE
ESTRÉES SAINT DENIS

delormel-pompes-funebres-marbrerie.com

POMPES FUNÈBRES

LANGLOIS

03 44 40 08 42

PERMANENCE DÉCÈS
7J/7 & 24H/24



Vos agences de proximité

COMPIÈGNE
TRACY-LE-MONT - NOYON
CUISE LA MOTTE

www.pf-blase-langlois.com

Le saviez-vous ?

Pour **66%** d'entre vous,

Le journal **CourrierPicard**
est le moyen le plus utilisé
pour faire connaître
le décès d'un proche.

Source : Etude menée par IPS/O 2024

LE CARNET



Scannez ce QR code pour découvrir
l'intégralité du contenu **DU CARNET**
serviceneurologie@rosseladvertising.fr

0811900901

Service 0,06 €/min
+ prix appel

REMERCIEMENTS

COMPIÈGNE, MARGNY, ACY-EN-MULTIEN

Sylviane et Marc PARIZÉ, ses enfants,
Benoît et Sophie, Julien et Annabelle, ses petits-enfants,
Louise et Ilana, ses arrière-petites-filles,

profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été
témoignées lors des obsèques de

Madame France CABRY née PLESSIER

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine,
par leur présence, leurs envois de fleurs, dons et messages
de condoléances, en particulier la direction et l'ensemble du personnel
de l'EHPAD Saint-Jacques de Compiègne.

Pompes Funèbres VAN DE SYPE MARTIN
MARGNY LÈS-COMPIÈGNE - VENETTE 03.44.83.02.79

BULLES

Michèle ESPALIEU née LEFEVRE, son épouse,
Vincent et Mylène,
Virginie et Jean-Luc, ses enfants,
ses petits-enfants,
toute la famille,

profondément touchés des marques de sympathie qui leur
ont été témoignées lors des obsèques de

Monsieur Jean-Claude ESPALIEU

dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les
personnes qui ont pris part à leur peine par leur présence, soutien et
messages, vous exprimant leurs sincères remerciements ainsi
que la fanfare de Bulles, les sapeurs-pompiers, la mairie, les
associations locales, ses infirmières libérales et le service des
soins palliatifs de Beauvais.

PF DELORMEL et Fils 60130 SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE
☎ 03.44.78.76.51

Pourquoi publier un avis de décès dans votre journal ?

- Communiquer des informations sur les funérailles (lieux, horaires, funérarium...).
- Conserver une trace matérielle, par tradition.
- Utiliser un moyen rapide de diffusion, pour informer d'un décès.
- Toucher toutes les personnes proches du défunt qui auraient voulu savoir : contacts professionnels et associatifs, amis, etc....



CourrierPicard

Numéros
d'appel
d'urgence

15
SAMU
Service Urgence
Médicale

17
POLICE
SECOURS

18
POMPIERS

112
Service Urgence
Européen

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités
de publication des annonces judiciaires et légales.



Scannez ce QR code pour découvrir
l'intégralité du contenu **DES LÉGALES**
serviceclientslegales@rosselconseil.fr

09 70 80 86 12

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION ALLEE N°2 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT
(PLUIH)

Du 15 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE 2025

Par arrêté n°42-2025 en date du 20 août 2025, Monsieur le Président de l'Agglomération
de la Région de Compiègne a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le
projet de Révision allée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, valant
Programme Local de l'Habitat (PLUIH), pour une durée de 31 jours consécutifs, soit du 15
septembre 2025 au 15 octobre 2025 inclus.

Par décision n° E25000077/80 du 19/08/2025, Monsieur Stéphane DENZART a été
désigné par le Président du Tribunal Administratif d'Amiens en tant que commissaire
enquêteur et Monsieur Régis BAY en tant que commissaire enquêteur suppléant. 4 lieux
d'enquête publique répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération permettent au
public de prendre connaissance du dossier dans une version papier, et de rencontrer le
commissaire enquêteur lors de ses permanences indiquées ci-dessous.

Le dossier sera également disponible en version dématérialisée :
https://www.agglo-compiègne.fr. Le public pourra formuler ses observations sur les
registres d'enquête publique ou bien les transmettre au commissaire enquêteur, par voie
postale (Place de l'Hôtel de Ville - CS 10007 - 60321 COMPIÈGNE CEDEX) ou par courriel à
l'adresse suivante : enquetepublique@agglo-compiègne.fr.

Dates/Heures/Lieux
Lundi 15 septembre 2025 9H - 12H Verberie Salle en Mairie
Samedi 27 septembre 2025 9H - 12H Clairoux Salle en Mairie
Joué 9 octobre 2025 14H30 - 17H30 Le Meux Salle en Mairie
Mercredi 15 octobre 2025 14H - 17H Compiègne Place de l'Hôtel de Ville Salle des
pas perdus

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

CRÉATIONS/CONSTITUTIONS

SCI DS2L

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Thibault BERNARD, notaire à COMPIÈGNE (Oise), 114 rue Saint
Lazare, le 29 juillet 2025, il a été constitué :

La société civile dénommée « SCI DS2L » au capital de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €),
dont le siège est à REMY (Oise), 10 Impasse Abraham Ravaud.

Ayant pour objet :

- l'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, de
tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés,
- la prise de participation dans toutes sociétés immobilières,
- l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans
garanties hypothécaires destinées au financement des acquisitions ou au paiement des
coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société.

Elle gèrera toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à
l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient
pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Apports : En totalité en numéraire.

Gérance : Monsieur Dominique MERCIER demeurant à REMY (Oise) 10 Impasse Abraham
Ravaud et Madame Sandra PROISY demeurant à REMY (Oise) 10 Impasse Abraham
Ravaud.

Cession de parts sociales - agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés,
entre ascendants et descendants ; toutes les autres mutations entre vifs, à titre gratuit ou
onéreux, de parts sociales sont soumises à l'agrément. L'agrément est de la compétence
de la collectivité des associés se prononçant par décision de l'assemblée générale
extraordinaire.

La société sera immatriculée au RCS de COMPIÈGNE (Oise)

Pour avis, la gérance



CourrierPicard

ACHETEURS PUBLICS

Dématématisez vos marchés publics en
quelques minutes !

avec

PROXI
LÉGALES

Contactez-nous

serviceclientslegales@rosselconseil.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE / DÉPARTEMENT

COMMUNE

018
AGGLOMÉRATION DE COMPIÈGNE

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.) **1H**
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à :

clairon

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUIH) ET ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 42-2025 en date du 20 AOÛT 2025 de

☒ M. le Maire de : M. le Président de l'Agglomération de Compiègne
☐ M. le Préfet de :

Président de la commission d'enquête — Commissaire enquêteur :

Membres titulaires :	M. <u>Stephane DENIZART</u>	qualité	<u>COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</u>
	M. _____	qualité	_____
	M. _____	qualité	_____
	M. _____	qualité	_____
Membres suppléants :	M. <u>Régis BAY</u>	qualité	<u>COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</u>
	M. _____	qualité	_____
	M. _____	qualité	_____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du 15/09/2025 au 15/10/2025

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : HÔTEL DE VILLE DE COMPIÈGNE

Autres lieux de consultation du dossier : MAIRIES DE : CLAIRIX, LE MEUX, VERBERIE.

Registre d'enquête :

comportant 22 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : sit internet de l'ARC

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les	<u>Lundi 15/09/2025-VERBERIE</u>	de	<u>9H</u>	à	<u>12H</u>	et de	<u>-</u>	à	<u>-</u>
les	<u>Samedi 27/09/2025-CLAIRIX</u>	de	<u>9H</u>	à	<u>12H</u>	et de	<u>-</u>	à	<u>-</u>
les	<u>Jeudi 09/10/2025-LE MEUX</u>	de	<u>14H30</u>	à	<u>17H30</u>	et de	<u>-</u>	à	<u>-</u>
les	<u>Mardi 15/10/2025-COMPIÈGNE</u>	de	<u>14H</u>	à	<u>17H</u>	et de	<u>-</u>	à	<u>-</u>
les	_____	de	_____	à	_____	et de	_____	à	_____
les	_____	de	_____	à	_____	et de	_____	à	_____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 27 SEPTEMBRE 2025 de 09^h heures à 12^h heures

Observations de M⁽¹⁾

J'ai reçu 1 visite à la permanence

- ① Monsieur DHILLY Charles est venu consulter et prendre connaissance du dossier de SAINT-JEAN-AU-BOIS

Permanence Terminée à 12^h



⁽¹⁾ Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.



2

Une incohérence a été relevée au sein du règlement de la zone UC6.1, au chapitre 2 :
« Qualité architecturale, environnementale et paysagère », à la rubrique « toitures ».

Il convient donc de corriger ainsi le règlement :

Les couvertures de toutes les constructions principales doivent être réalisées :

- soit en terre cuite (tuile plate petit moule = 80/m² environ, ou tuile mécanique sans côtes verticales apparentes = 22/m² environ présentant le même aspect que la tuile plate petit moule, d'une teinte rouge ou brune (la tuile ardoisée est interdite) ;
- soit en ardoise naturelle (30 x 20 cm environ, en pose droite) ;
- soit en tuile à côtes de Beauvais, si le caractère et l'époque de construction du bâtiment le justifient.

Elairoux,
Le 15 octobre 2025
Le Maire,

Laurent PORTEBOIS



REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.) *in*
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à :

Compiègne

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLU/H) ET
LE ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 42 - 2025 en date du 20 AOÛT 2025 de

☒ M. le Maire de : M. LE PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION DE COMPIÈGNE

☐ M. le Préfet de :

Président de la commission d'enquête — Commissaire enquêteur :

M. STEPHANE DENIZART qualité COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Membres titulaires : M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Membres suppléants : M. Régis BAY qualité COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du 15/09/2025 au 15/10/2025

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : HÔTEL DE VILLE DE COMPIÈGNE

Autres lieux de consultation du dossier : MAIRES DE: CLAIROIX, LE MEUX, VERBERIE.

Registre d'enquête :

comportant 22 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : SITE INTERNET DE L'ARC

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les Lundi 15/09/2025 - VERBERIE de 9 H à 12 H et de _____ à _____

les Samedi 27/09/2025 - CLAIROIX de 9 H à 12 H et de _____ à _____

les Jeudi 09/10/2025 - LE MEUX de 14 H 30 à 17 H 30 et de _____ à _____

les Mardi 15/10/2025 - COMPIÈGNE de 14 H à 17 H et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 15 OCTOBRE 2025 de 14 heures 00 à 17 heures 00

J'ai reçu 7 Visites à la permanence

Observations de M⁽¹⁾

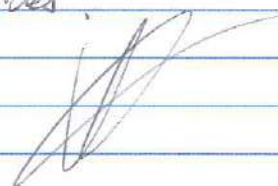
Anne SOLEIL 4,6 avenue de l'Armistice 60200 Compiègne

①

Je ne souhaite pas que la parcelle en herbe au niveau du stade Paul Petitpisson soit constructible. En effet l'entrée de ville de ce côté est très progressive et esthétiquement passant de la forêt à des espaces verts puis des constructions de plus en plus inhabituelles. Des constructions à ce niveau viendraient gâcher la perspective existante.

Par ailleurs, je suis certain que des constructions dans une enceinte dédiée aux sports n'entraînera que des désagréments pour les habitants et pour les sportifs. Le stade Paul Petitpisson accueille de très nombreuses manifestations sportives d'importance. Beaucoup d'habitants se plaignent déjà des nuisances, construire rajouterait des mécontentements!

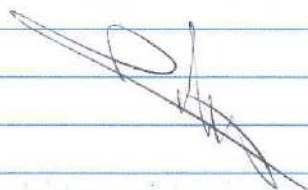
Enfin doit-on vraiment construire sur un espace vert à côté d'équipements sportifs? Le stade Paul Petitpisson et les associations qui l'occupent pourraient dans l'avenir avoir des projets liés aux activités sportives.



②


M⁽¹⁾ JOBERT Francis 18 Rue du camp de Compiègne 60200 Compiègne

Je ne souhaite pas que la parcelle en herbe au niveau du stade Paul Petitpisson soit constructible. d'une part pas à côté du cimetière. Les proches reposent le long de ce mur et cela dénaturerait cette zone.




Benoit Cordoumier, 8, rue des fossés - Compiègne
Objet : modification de la protection de la parcelle
BM 50 (p 38 de la réimpression)

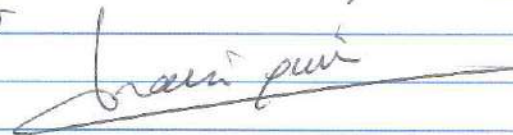
Council transmis le 14 octobre à ce sujet au
commissaire enquêteur ainsi que document
③ s'est remis en main propre à l'hôtel de ville,
ce mercredi 15 octobre.

A Compiègne le 15 octobre 2025 

Pierre et Françoise DRAIN 5 rue vermenton - Compiègne
④ Objet : parcelle BM 50 (p 38)

Council transmis le 15/10/25 au commissaire enquêteur
et lettre identique déposée le 15/10/25

A Compiègne le 15/10/25

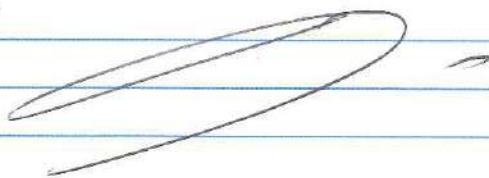


⑤ Guy DEBIAUX / Tajah GIRARD
9 Rue des Fossés

60200 COMPIEGNE

Council transmis le 15/10/25 et Council remis en main
propre déposée le 15/10/25.

Compiègne le 15/10/25



⑥ René CORBEAUX ATELIER D'ARCHITECTURE - MAÎTRISE D'OEUVRE
60 RUE ST LAZARE 60200 COMPIEGNE

En tant que professionnel de l'architecture exerçant sur
le secteur géographique de Compiègne et son agglomé-
-ration, je suis régulièrement amené à élaborer des projets
construction soumis aux exigences du PLU qui fait
l'objet de cette modification simplifiée.

J'ai régulièrement été confronté à un article en parti-
-culier qui, selon moi, restreint de manière excessive
la possibilité d'extension de constructions existantes
dans le quartier des faubourgs de la ville de Compiègne.



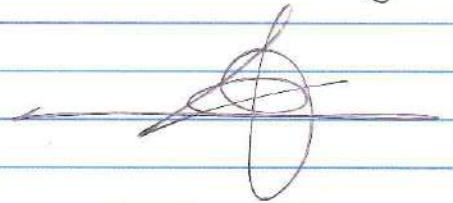
Cet article va, selon moi, à l'encontre d'une volonté générale de densification urbaine et favorise l'étalement. En effet, en secteur UC.1.1 du PLU(H), l'extension, limitée à 10% de la surface existante, n'est autorisée au-delà de la bande de constructibilité des 30 m que pour un logement existant.

Or, j'ai eu de nombreuses réponses conciliantes dans mes études et élaborations de projets qui'il serait préférable et cohérent avec la demande actuelle que cette possibilité d'extension réduite à 10% de la surface existante s'applique à tous les types de constructions et affectations. De nombreuses constructions existantes, à usage de bureaux, de services au mieux de locaux à usage d'habitat général se trouvent dans l'incapacité de se développer sans avoir à envisager un déminagement.

(voir article page 307 du PLU(H))

le 15 octobre 2025

Rémi Cebroux



⑦ ST JEAN AUX BOIS / Parcelle 617

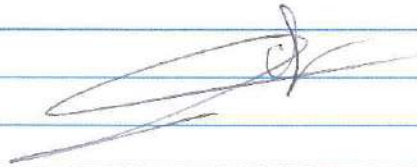
Remarques: La procédure de déclassement du terrain apporte beaucoup de remarques - Argumentaire: terrain construit linéaire donc la difficulté de viabilisation semble peut justifiable pour ce terrain qui jouxte. Le PLU(H) autorise des constructions à emprise de 20% de l'unité foncière donc la construction de "pts" villas semble bien non possible et ne peut justifier un déclassement comme l'accès (le terrain construit linéaire est accessible et d'autres contraintes). La publicité de l'enquête et la diffusion de schémas illisibles sur les compte-rendus du conseil municipal, en ligne est aussi remarquable. Je ne vois pas comment des propriétaires peuvent être informés à distance de cette demande, ni même les concitoyens qui

peuvent avoir un avis aussi -
Ce terrain est issu d'une succession
sur lequel il a été payé des droits pour
un terrain constructible dont le prix
et donc les droits ont été à la hauteur
de la valeur présente en tant que
terrain en zone UVA.2, donc bien
urbanisée et destinée à l'habitation.
(voir le règlement en cours)

(trop légère...)
- la même procédure est utilisée pour
une modification de tracé d'espace boisé
classé à St Pierre (la commune).

le 15 OCTOBRE 2025

Permanence Terminée à 17h00



REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.) *in*
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à :

Compiègne

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLU/H) ET
LE ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 42 - 2025 en date du 20 AOÛT 2025 de

☒ M. le Maire de : M. LE PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION DE COMPIÈGNE

☐ M. le Préfet de :

Président de la commission d'enquête — Commissaire enquêteur :

M. STEPHANE DENIZART qualité COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Membres titulaires : M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Membres suppléants : M. Régis BAY qualité COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

M. _____ qualité _____

M. _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du 15/09/2025 au 15/10/2025

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : HÔTEL DE VILLE DE COMPIÈGNE

Autres lieux de consultation du dossier : MAIRES DE: CLAIROIX, LE MEUX, VERBERIE.

Registre d'enquête :

comportant 22 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : SITE INTERNET DE L'ARC

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les Lundi 15/09/2025 - VERBERIE de 9 H à 12 H et de _____ à _____

les Samedi 27/09/2025 - CLAIROIX de 9 H à 12 H et de _____ à _____

les Jeudi 09/10/2025 - LE MEUX de 14 H 30 à 17 H 30 et de _____ à _____

les Mardi 15/10/2025 - COMPIÈGNE de 14 H à 17 H et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 15 OCTOBRE 2025 de 14 heures 00 à 17 heures 00

J'ai reçu 7 Visites à la permanence

Observations de M⁽¹⁾

Anne SOLEIL 4,6 avenue de l'Armistice 60200 Compiègne

①

Je ne souhaite pas que la parcelle en herbe au niveau du stade Paul Petitpisson soit constructible. En effet l'entrée de ville de ce côté est très progressive et esthétiquement passant de la forêt à des espaces verts puis des constructions de plus en plus inhabituelles. Des constructions à ce niveau viendraient gâcher la perspective existante.

Par ailleurs, je suis certain que des constructions dans une enceinte dédiée aux sports n'entraînera que des désagréments pour les habitants et pour les sportifs. Le stade Paul Petitpisson accueille de très nombreuses manifestations sportives d'importance. Beaucoup d'habitants se plaignent déjà des nuisances, construire rajouterait des mécontentements!

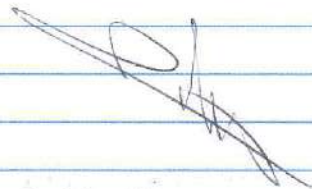
Enfin doit-on vraiment construire sur un espace vert à côté d'équipements sportifs? Le stade Paul Petitpisson et les associations qui l'occupent pourraient dans l'avenir avoir des projets liés aux activités sportives.



②


M⁽¹⁾ JOBERT Francis 18 Rue du camp de Compiègne 60200 Compiègne

Je ne souhaite pas que la parcelle en herbe au niveau du stade Paul Petitpisson soit constructible. d'une part pas à côté du cimetière. Les proches reposent le long de ce mur et cela dénaturerait cette zone.




Benoit Cordoumier, 8, rue des fossés - Compiègne
Objet : modification de la protection de la parcelle
BM 50 (p 38 de la rémission)

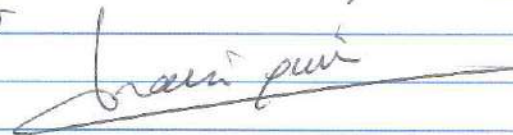
Council transmis le 14 octobre à ce sujet au
commissaire enquêteur ainsi que document
③ s'est remis en main propre à l'hôtel de ville,
ce mercredi 15 octobre.

A Compiègne le 15 octobre 2025 

Pierre et Françoise DRAIN 5 rue vermenton - Compiègne
④ Objet : parcelle BM 50 (p 38)

Council transmis le 15/10/25 au commissaire enquêteur
et lettre identique déposée le 15/10/25

A Compiègne le 15/10/25

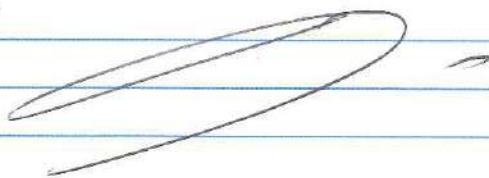


⑤ Guy DEBIAUX / Tajah GIRARD
9 Rue des Fossés

60200 COMPIEGNE

Council transmis le 15/10/25 et Council remis en main
propre déposée le 15/10/25.

Compiègne le 15/10/25



⑥ René CORBEAUX ATELIER D'ARCHITECTURE - MAÎTRISE D'OEUVRE
60 RUE ST LAZARE 60200 COMPIEGNE

En tant que professionnel de l'architecture exerçant sur
le secteur géographique de Compiègne et son agglomé-
-ration, je suis régulièrement amené à élaborer des projets
construction soumis aux exigences du PLU qui fait
l'objet de cette modification simplifiée.

J'ai régulièrement été confronté à un article en parti-
-culier qui, selon moi, restreint de manière excessive
la possibilité d'extension de constructions existantes
dans le quartier des faubourgs de la ville de Compiègne.



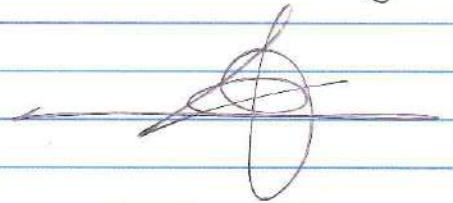
Cet article va, selon moi, à l'encontre d'une volonté générale de densification urbaine et favorise l'étalement. En effet, en secteur UC.1.1 du PLU(H), l'extension, limitée à 10% de la surface existante, n'est autorisée au-delà de la bande de constructibilité des 30 m que pour un logement existant.

Or, j'ai eu de nombreuses réponses contraires dans mes études et élaborations de projets qu'il serait préférable et cohérent avec la demande actuelle que cette possibilité d'extension réduite à 10% de la surface existante s'applique à tous les types de constructions et affectations. De nombreuses constructions existantes, à usage de bureaux, de services au public ou de locaux à usage d'intérêt général se trouvent dans l'incapacité de se développer sans avoir à envisager un déminagement.

(voir article page 307 du PLU(H))

le 15 octobre 2025

Rémi Cebroux



⑦ ST JEAN AUX BOIS / Parcelle 617

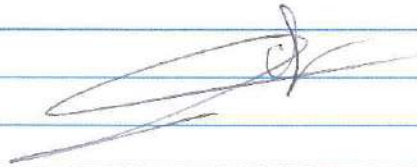
Remarques: La procédure de déclassement du terrain apporte beaucoup de remarques - Argumentaire: terrain construit linéaire donc la difficulté de viabilisation semble peut justifiable pour ce terrain qui jouxte. Le PLU(H) autorise des constructions à emprise de 20% de l'unité foncière donc la construction de "pts" villas semble bien non possible et ne peut justifier un déclassement comme l'accès (le terrain construit linéaire est accessible) et autres contraintes. La publicité de l'enquête et la diffusion de schémas illisibles sur les compte-rendus du conseil municipal, en ligne est aussi remarquable. Je ne vois pas comment des propriétaires peuvent être informés à distance de cette demande, ni même les citoyens qui

peuvent avoir un avis aussi -
Ce terrain est issu d'une succession
sur lequel il a été payé des droits pour
un terrain constructible dont le prix
et donc les droits ont été à la hauteur
de la valeur présente en tant que
terrain en zone UVA.2, donc bien
urbanisée et destinée à l'habitation.
(voir le règlement en cours)

(trop légère...)
- la même procédure est utilisée pour
une modification de tracé d'espace boisé
classé à St Pierre (la commune).

le 15 OCTOBRE 2025

Permanence Terminée à 17h00



REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.) *in*
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à :

Verberie

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLU/H)
ET ZONAGE PLUVIAL DE L'ARC

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 48-2025 en date du 20 AOÛT 2025 de

☒ M. le Maire de : M. LE PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION DE COMPIEGNE

☐ M. le Préfet de : _____

Président de la commission d'enquête — Commissaire enquêteur :

Membres titulaires : M Stéphane DENICART qualité Commissaire Enquêteur

M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

Membres suppléants : M Régis BAY qualité Commissaire Enquêteur

M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du 15/09/2025 au 15/10/2025

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : HÔTEL DE VILLE DE COMPIEGNE

Autres lieux de consultation du dossier : COMMUNES : CLAIROIX, LE MEUX, VERRIERE.

Registre d'enquête :

comportant 22 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : site internet de l'ARC

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les LUNDI 15/09/2025 - VERRIERE de 9H à 12H et de _____ à _____

les SAUNDI 27/09/2025 - CLAIROIX de 9H à 12H et de _____ à _____

les JEUDI 09/10/2025 - LE MEUX de 14H30 à 17H30 et de _____ à _____

les MERcredi 15/10/2025 - COMPIEGNE de 14H à 17H et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.



PREMIÈRE JOURNÉE

Les 15 Septembre 2025 de 09H00 heures à 12H heures 00

J'ai reçu 2 visites à la permanence.

Observations de M⁽¹⁾

M^r Bonmivard Brent

① 191, rue de l'Écluse

60280 Venette

Situé dans la zone UC4.2

Parcelle 89-90-91

à savoir si la qualité du terrain est constructible

② R. Michel ARSOUL

13 rue Tubicte APT

49010 à l'urbanisme de Verberie

① Parc Résidentiel de loisirs

Ce projet est primordial pour la commune qui ne dispose plus de terrain pour étudier la activité économique.

Le changement de zonage est absolument indispensable à l'aboutissement de ce projet.

② Le changement de zonage de UR23 en zone Naturelle de la parcelle AC156 est inéquitable motivé par l'absence de résidentiel.

⁽¹⁾ Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.

Permanere Terminé à 12400

[Signature]

RECEPISSE DE DEPOT D'OFFRE

Date et heure limite de réception des plis :

Date et heure de réception de l'offre du candidat :

23 OCT. 2025 à 15h30

Nom du candidat : M^r DENIZART Stéphane

Personne ayant reçu 4 registres (Verberie, Clairoux Le Rou Compiègne)
Nom : AANGBA Prénom : Raja
Qualité :

A Compiègne, le 23 OCT. 2025

Signature :



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE BIENVILLE

O-O-O

Séance du 27 juin 2025

Report du Conseil Municipal prévu le mardi 24 juin 2025 faute de quorum.

Date convocation : le 26 juin 2025

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie, le vingt-sept juin deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, sous la présidence du Maire Adjoint, Philippe QUILLET

- Nombre de membres afférents au Conseil Municipal. : 10
- Nombre de membres en activité : 10
- Nombre de membres ayant pris part à la délibération : 5
-

Étaient présents : MM. Philippe QUILLET, Guy DUFOSSÉ, Christophe DEMANGEOT, Marcel HECQUET et Mme Muriel DOUBET.

Absents : M. Sébastien CARRARA, Patrick LEROUX, Rachid KALAI, et Mmes Pascale BONHOMME, Catherine TAVARES.

Secrétaire de séance : Mme Muriel DOUBET.

DÉLIBÉRATION N°13-2025: PROJET DE DÉLIBÉRATION AVIS DES COMMUNES SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N° 2 DU PLUIH

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;

- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLÉGÉE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune de Bienville sont les suivantes :

- **RÈGLEMENT ÉCRIT**

○ **Dispositions Générales :**

- rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement

○ **Lexique :**

- mise à jour les définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
- précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET

○ **Adaptation réglementaires relatives aux zones dites « communes » - ne retenir que celles qui concernent des zones dites « communes » présentes sur votre territoire :**

- Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;

- Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone NI1 et NI2 ;
 - Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
 - Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
 - Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
-
- **Adaptation règlementaires spécifiques à la commune de Bienville**
 - **REGLEMENT GRAPHIQUE**
 - **À énumérer s'il y en a sur votre commune**
 - **ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION**
 - **À compléter si vous êtes concernés par cette partie**
 - **MISE A JOUR DES ANNEXES**
-
- Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC
 - Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, est également joint au présent rapport.

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes publiques associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

OBSERVATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par Monsieur le Maire Adjoint, Philippe QUILLET

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

A reçu un avis favorable en commission Urbanisme

Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité

De formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

PRÉCISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.


Philippe QUILLET, Maire Adjoint de Bienville



DEPARTEMENT DE L'OISE
ARRONDISSEMENT DE COMPIEGNE
CANTON DE COMPIEGNE 2

COMMUNE DE JAUX

Envoyé en préfecture le 12/06/2025
Reçu en préfecture le 12/06/2025
Publié le
ID : 060-216003228-20250610-DELIB20250603-DE



**- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL -**

Date de la Convocation : 04 Juin 2025 Date d'affichage de l'avis : 4 juin 2025

NOMBRE DE CONSEILLERS : EN EXERCICE : 19 PRESENTS : 13 VOTANTS : 14

L'an **deux-mil-vingt-cinq**, le **dix juin**, à **vingt heures**, le Conseil Municipal s'est réuni, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame le Maire.

ETAIENT PRESENTS : Sidonie MUSELET, Philippe DEBLOIS, Alexia LEGRAND, Laurent DEVILLERS, Freddy GROSZEK, Damien BAUDOUIN, Frédéric BLIN, Agnès RENAULT, Robert HARDIVILLIER, Dominique REGNAULT, Sylvie DE GUILLEBON, Delphine BERTIN, Laëtitia BOUET

ETAIENT ABSENTS :

Lucie GRUEZ, Claudine DUMEZ, Serge PICOT, Sylvie GIBERT, Pascal BOISNEAULT, Gordana KULUNDZIC

03. REVISION ALLEGEE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUIH) – AVIS DE LA COMMUNE

Rapporteur : Laurent DEVILLERS

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEGEE N°2 :

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune de Jaux sont les suivantes :

- REGLEMENT ECRIT

○ **Dispositions Générales :**

- rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

○ **Lexique :**

- mise à jour les définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
- précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, 1AUEc, UEt et 1AUEt.

○ **Adaptation règlementaires relatives aux zones dites « communes » - :**

- Règlement zone Ap : ajout des centres de congrès et d'exposition ;
- Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
- Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
- Ajout de dérogations au sein de la zone UE en matière d'emprise au sol et de stationnement - Création d'un cas particulier au Parc Technologique des Rives de l'Oise, compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur cette zone d'activité ;

- Précision des usages et affectations des sols, autorisées sous conditions au sein de la zone N
- Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et IAUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;
- Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
- Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
- Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
- Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).

○ **Adaptation règlementaires spécifiques à la commune de Jaux :**

- Adaptation des règles d'implantation

- REGLEMENT GRAPHIQUE

- Intégration des périmètres des zones humides avérées des deux SAGE au règlement graphique en tant qu'informations jugées utiles
- Ajustements/modifications de zonage
- Création/suppression ou modification d'Emplacements Réservés (ER)
- Création d'EBC (Espace Boisé Classé)

- ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

- Création d'une OAP en lien avec le projet de requalification du centre bourg à Jaux,

- MISE A JOUR DES ANNEXES

- Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC
- Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, est également joint au présent rapport.

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes publiques associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

OBSERVATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal souhaite préciser la formulation du règlement, à savoir « sont admises, les serres réversibles, qu'elles soient à usage agricole ou domestique, sauf en cas de terrain présentant une topographie accidentée afin d'éviter et de ne pas aggraver le risque de ruissellement ».

Le Conseil Municipal propose la formulation suivante : Sont admises les serres réversibles, à usage agricole ou domestique, sauf sur des terrains pentus où l'implantation de structures couvertes, dont l'emprise au sol imperméabilisée réduit l'infiltration naturelle, est susceptible d'augmenter le ruissellement des eaux de pluie, de favoriser l'érosion des terrains et d'exposer ainsi les zones en contrebas à des risques de dégradation.

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par Monsieur Laurent DEVILLERS,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE

De formuler **un avis favorable** sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH **sous réserve de la prise en compte de l'observation formulée ci-dessus sur la zone N.**

PRECISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

A JAUX, LE 10 juin 2025,



Le Maire,

Sidonic MUSELET.

L'an deux mille vingt-cinq, le 24 juin, à dix-neuf heures.

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Madame Evelyne LE CHAPPELLIER, Maire.

Présents :

LE CHAPPELLIER Evelyne	SCHAMBERT José	BLANCHARD Luc	BLANC Florence	CHARTRES Pascal
CLOUET Marie-Ange	FURST Catherine	GOUBIN Didier	JARNO Marcel	LANAUD Magali
VASELLI Séverine				

Absents excusés : ARLAT Roseline, BINET Denis, JEANDEL Karine, LECORNEC Laurent, MELOTTE Christine, MERCIER Elise, TISNE Philippe, VALLEE Nicolas

Pouvoirs : ARLAT Roseline a donné pouvoir à CHARTRES Pascal

BINET Denis a donné pouvoir à SCHAMBERT José

JEANDEL Karine a donné pouvoir à CLOUET Marie-Ange

MELOTTE Christine a donné pouvoir à BLANC Florence

TISNE Philippe a donné pouvoir à FURST Catherine



URBANISME – AVIS DES COMMUNES SUR LA REVISION ALLEGEE N 2 DU PLUIH

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 2 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEGEE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUIH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune sont les suivantes :

- REGLEMENT ECRIT

o Dispositions Générales :

* rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².

* rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

o Lexique :

- * mise à jour les définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
- * précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUEt.

o Adaptations règlementaires relatives aux zones dites « communes »

- * Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
- * Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- * Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
- * Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et 1AUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;
- * Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- * Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- * Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
- * Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
- * Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
- * Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).

- MISE A JOUR DES ANNEXES

o Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, est également joint au présent rapport.

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes Publiques Associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par Monsieur Luc BLANCHARD

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE de formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

PRECISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

FAIT ET DELIBERE LE VINGT-QUATRE JUIN DEUX-MILLE VINGT-CINQ


Le Maire,
Evelyne LE CHAPPELLIER

DATE DE CONVOCATION :

06/06/2025

DATE D'AFFICHAGE :

06/06/2025

Nbre de membres en exercice : 19

Nbre de membres présents : 11

Nbre de votants : 16



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Membres		
En exercice	Présents	Votants
29	18	24

Date de la convocation
04 juin 2025

Séance du
11 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur HELLAL, le Maire.

Etaient présents : Mesdames CHOISNE, GILBERT, DAUZAT, AUDINET, LAVRILLEUX, BLANC, BOURGNEUF, VIERIN, DE PAUW, GUILLAUME-MONNERY.

Messieurs HELLAL, DIAB, PERNOT DU BREUIL, RECTON, DE MYTTENAERE, CAPRON, PERON, NORTON.

Etaient représentés : M. JOANNIN par M. NORTON, Mme BENHERRAT par M. PERON, Mme HOUSIEAUX par M. DIAB, Mme LAMRHARI par M. PERNOT DU BREUIL, Mme MAURY par Mme AUDINET, M. TILLY par Mme GUILLAUME-MONNERY.

Etaient absentes ou excusées : Madame LHADI et Messieurs CABADET, CRONIER, LEONARD, ERNULT.

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, Monsieur PERON a été désigné secrétaire de séance conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délibération 2025-06-11-12

Avis de la Commune sur la révision allégée n°2 du PLUiH

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :
- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;

- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023, il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEGEE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les Communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 Communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la Commune de Margny-lès-Compiègne sont les suivantes :

- REGLEMENT ECRIT

o Dispositions Générales :

- Rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- Rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

o Lexique :

- Mise à jour des définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)

- Précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET).

○ **Adaptation réglementaires relatives aux zones dites « communes » :**

- Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
- Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
- Ajout de dérogations au sein de la zone UE en matière d'emprise au sol et de stationnement - Création d'un cas particulier au Parc Technologique des Rives de l'Oise, compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur cette zone d'activité ;
- Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone NI1 et NI2 ;
- Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et 1AUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;
- Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
- Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
- Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
- Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).

○ **Adaptation réglementaires spécifiques à la Commune de Margny-lès-Compiègne**

- **REGLEMENT GRAPHIQUE**

- Intégration des périmètres des zones humides avérées des deux SAGE au règlement graphique en tant qu'informations jugées utiles,

- Reclassement de certaines zones 1AU en zones U, compte tenu de leur aménagement/urbanisation
 - Ajustements/modifications de zonage
 - Création/suppression ou modification d'Emplacements Réservés (ER)
- **ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION**
- Modification de l'OAP C3_OAP_n° 5 Les Barbeaux afin de tenir compte des contraintes liées à la présence de la ligne Haute tension
 - Création d'une nouvelle OAP sur un terrain en friche (ancien site VERDEZ), en vue de sa requalification à travers une opération d'habitat (béguinage) ; l'ensemble des modifications apportées aux différentes pièces est présenté dans la notice de présentation
- **MISE A JOUR DES ANNEXES**
- Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC
 - Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les Communes de Jaux et Venette

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes Publiques Associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par Madame Zadiyé BLANC, Adjointe au Maire chargée de l'Urbanisme et du Développement Économique

Après en avoir délibéré, 22 votes pour et 2 abstentions

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

A reçu un avis favorable en commission Urbanisme

Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE

De formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

PRÉCISE QUE :

- Le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies

des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé les membres présents,

**Pour copie conforme
Le Maire,**

Bernard HELLAL

Signé électroniquement par :
Bernard HELLAL

Accusé de réception en préfecture
060-216003798-20250611-2025-06-11-12-DE
Date de réception préfecture : 13/06/2025

Commune de Saintines

Délibération du Conseil Municipal Séance du 30 juin 2025

Date de convocation : 23/06/2025

Date de publication : 23/06/2025

Membres en exercice : 15

Présents : 12

Votants : 14

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi trente juin, à dix-neuf heures, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances, les membres du Conseil Municipal de la commune de Saintines, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre DESMOULINS, Maire, dûment convoqués le 23/06/2025.

Présents : DESMOULINS Jean-Pierre, ANDRÉ Sébastien, DEBRAY Delphine, RIBOULEAU Geneviève, CONNELL Sandrine, COPIGNY Jeanine, DUQUENNE Julien, FERRET Isabel, GAROFALO Marco, GOESSENS Philippe, GOULAS Jean-Christophe, PERDU Fabien

Absents représentés : THIEUX Didier a donné pouvoir à RIBOULEAU Geneviève, LEDUC Jessica a donné pouvoir à COPIGNY Jeanine

Absente : TAGHON Aurélie

Secrétaire de séance : ANDRÉ Sébastien

OBJET : Avis de la commune sur la révision allégée n°2 du PLUiH
Délibération n°2025-18

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune de Saintines sont les suivantes :

- **REGLEMENT ECRIT**

○ **Dispositions Générales :**

- Rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- Rappel de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

○ **Lexique :**

- Mise à jour des définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
- Précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa2, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET).

○ **Adaptation règlementaires relatives aux zones dites « communes » :**

- Règlement zone Ap : ajout des centres de congrès et d'exposition ;
- Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
- Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
- Ajout de dérogations au sein de la zone UE en matière d'emprise au sol et de stationnement - Création d'un cas particulier au Parc Technologique des Rives de l'Oise, compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur cette zone d'activité ;
- Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone NI1 et NI2 ;
- Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et 1AUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et

services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;

- Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
- Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
- Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
- Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).

- **Adaptation règlementaires spécifiques à la commune de SAINTINES** : modification de la règle relative aux clôtures au sein de la zone UV2

- **REGLEMENT GRAPHIQUE**

- Non concerné

- **ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION**

- Non concerné

- **MISE A JOUR DES ANNEXES**

- Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC
- Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, est également joint au présent rapport.

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes publiques associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

Le Conseil Municipal n'a émis aucune observation.

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par M. le Maire

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE De formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

PRECISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,

Le Maire

Jean-Pierre DESMOULINS



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE SAINT-JEAN-AUX-BOIS (60350)
SEANCE DU 23/06/2025**

N° 13/2025

- Date de convocation : 16/06/2025
- Date d'affichage: 16/06/2025

Nombre de Membres :

- En exercice : 10
- Présents : 9
- Votants : 10

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-trois juin, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre LEBOEUF, Maire.

Étaient présents : Monsieur François BOUCHEZ, Madame Mireille COQUELLE, Madame Béatrice ESTEBAN, Madame Dominique DE GRIFFOLET, Monsieur Jean-Pierre LEBOEUF, Monsieur Franck MANNESSIER-PARSY, Monsieur Philippe NIEPOROWSKI, Madame Odile ROBINET, Monsieur Romaric SPIRE.

Était absent : Monsieur Sébastien PIATKOWSKI a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre LEBOEUF.

Est nommé secrétaire de séance : Madame Odile ROBINET

DELIBERATION 13/2025 : Avis des communes sur la révision allégée n°02 du PLUiH

Rapporteur : M. Jean-Pierre LEBOEUF

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets

existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune de Saint-Jean-aux-Bois sont les suivantes :

- **REGLEMENT ECRIT**

○ **Dispositions Générales :**

- rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

○ **Lexique :**

- mise à jour les définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
- précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET).

○ **Adaptation règlementaires relatives aux zones dites « communes » :**

- Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
- Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
- Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
- Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone NI1 et NI2 ;
- Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;

- Adaptation règlementaires spécifiques à la commune de Saint-Jean-aux-Bois :

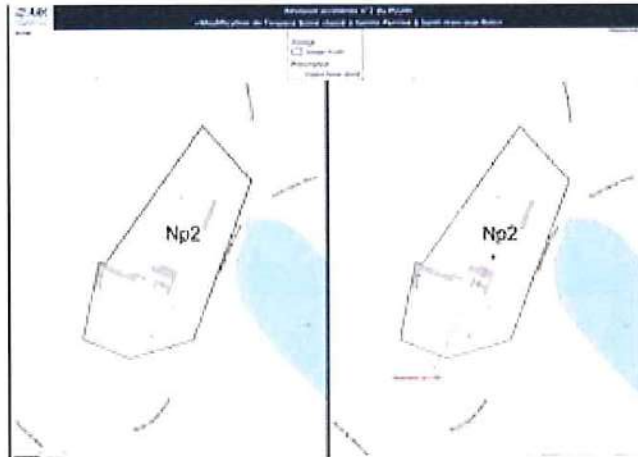
- REGLEMENT GRAPHIQUE

Modification du tracé de l'Espace Boisé Classé (parcelle A362 – maison forestière Ste Perrine) à SAINT-JEAN-AUX-BOIS.

Réalisation : Agglomération de la Région de Compiègne

Révision allégée n°2_2025

58



- ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

- Non concerné

- MISE A JOUR DES ANNEXES

- Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC
- Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, est également joint au présent rapport.

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes publiques associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

OBSERVATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL :

Actuellement :



Projet : mettre la zone rouge, Parcelle B 617, en Zone Naturelle étant donné que cette zone n'est pas accessible en véhicule ni engins (pas de voirie) avec le pont fragile et sans défense incendie. Non viabilisée.



(Actuellement en Zone UV11.2)



Parcelle B 617 à passer en zone Naturelle



Zone Déjà Naturelle

Le Conseil Municipal,

Entendu le rapport présenté par Monsieur Jean-Pierre **LEBOEUF**

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

De formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH., prenant en considération les observations du conseil municipal,

PRECISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

ADOPTÉ à l'unanimité par le Conseil Municipal

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Jean-Pierre LEBOEUF





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 juin 2025

N° 25/06/25-02.

OBJET : Avis des membres du conseil municipal sur le projet de révision allégée n°2 du PLUiH.

Date de convocation : 16/06/2025

Membres en exercice : 23

Date de publication : 30/06/2025

Présents : 15

Votants : 19

L'an deux mille vingt-cinq,

Le vingt-cinq juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni dans la salle des fêtes de Venette, sous la présidence de M Romuald SEELS, Maire de Venette.

Présents : BERNARDIE Aurélien, CARLUER Sophie, DEFOULOUY Rodolphe, DELIQUE Elisabeth, DEZERT Nathalie, GAOUA Djamila, JOLY Sarah, LANGLET André, LEFORT Didier, LISTOIR Thierry, PARDON Sandra, SEELS Romuald, THIBULT Gérard, VAN DE SYPE Claudine, WESOLEK Thérèse.

Absents : BILLARD David, BOUCHEZ Martine, CASSAN Marie-Françoise, CORMERAIS Coraline, FORTES José Antonio, FRANTZ Caroline, MARTIN Yoan, PAGLIALONGA JérémY.

Ont donné procuration : BOUCHEZ Martine à LISTOIR Thierry, CASSAN Marie-Françoise à VAN DE SYPE Claudine, CORMERAIS Coraline à WESOLEK Thérèse, FORTES José Antonio à LEFORT Didier.

Secrétaire de séance : CARLUER Sophie.

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,

Considérant que la révision allégée n°2 vise à apporter quelques **ajustements** et **précisions** au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également **l'intégration** aux annexes du PLUiH du **nouveau zonage pluvial**.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Entendu l'exposé de M le Maire, Sur la proposition de Monsieur le Maire, Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

1. APPROUVE les modifications suivantes sur le territoire de la commune de VENETTE.

▪ **REGLEMENT ECRIT**

• **Dispositions Générales** :

- Rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
- Rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.

- **Lexique :**
 - Mise à jour des définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
 - Précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET).
- **Adaptation règlementaires relatives aux zones dites « communes »**
 - Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
 - Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
 - Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
 - Ajout de dérogations au sein de la zone UE en matière d'emprise au sol et de stationnement - Création d'un cas particulier au Parc Technologique des Rives de l'Oise, compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur cette zone d'activité ;
 - Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone NI1 et NI2 ;
 - Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et 1AUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;
 - Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
 - Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
 - Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
 - Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
 - Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
 - Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).
- **Adaptation règlementaires spécifiques à la commune de VENETTE**
 - **REGLEMENT ECRIT :**
Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UC4.1 à VENETTE, relativement aux panneaux solaires ou photovoltaïques.
 - **REGLEMENT GRAPHIQUE**
- Intégration des périmètres des zones humides avérées des deux SAGE au règlement graphique en tant qu'informations jugées utiles.
- Inversion des zonages N et UE pour le parc Technologique des rives de l'Oise à VENETTE.
- Création d'une servitude au titre de l'article L. 151-41-5 du code de l'urbanisme à VENETTE dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global (PAPAG).
-

- Modification de zonage au sein de la ZAC du Bois de Plaisance à VENETTE : reclassement des secteurs déjà aménagés et en partie construits en zone urbaine (UE) au lieu de zone à urbaniser (1AUE).

▪ **MISE A JOUR DES ANNEXES**

- Intégration aux annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC.
- Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

OBSERVATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil municipal de Venette souhaite ajouter la règle suivante dans les zones UC4 1 et UC4 2 :

« Les accès privés destinés à desservir une construction implantée sur un terrain en arrière du front bâti en façade de rue (deuxième rideau) devront avoir une largeur minimum de 4 mètres complétée par un paysagement végétal d'une largeur au moins égale. »

2. REND un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

3. PRECISE QUE :

- Le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,
Et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Romuald SEELS.



La secrétaire de séance
Sophie CARLUER

282025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VIEUX-MOULIN (Oise)

Nombre de Membres

- Afférents au Conseil Municipal	15
- En exercice	15
- Qui ont pris part aux délibérations	05
- Nombre de voix exprimées	09

Date de la convocation : 30 juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le quatre juillet à onze heures, le Conseil Municipal de cette Commune, convoqué régulièrement, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi.

Madame Martin, le Maire, préside la séance.

Présents : Béatrice Martin, Fabrice Chassaing, Christian Marsigny, Anne-Marie Zambetti, Pierre Dodeman,

Absents : Sophie Vaillant, Adrien Bouvel Balissat, Jean-Claude Toudy, Grégory Lacombe, Stéphane Moniot, Cécile Gassan,

Florence Hautin, Laurette Guillerm. Christophe Bellanger, Mathieu Vaillant.

Secrétaire de séance : Madame Anne-Marie Zambetti. Pouvoirs : Grégory LACOMBE à Béatrice MARTIN, Adrien BOUVEL

BALISSAT à Fabrice CHASSAING, Christophe BELLANGER à Pierre DODEMAN, Sophie VAILLANT à Christian MARSIGNY.

Délibération : Révision du PLUiH.

AVIS DES COMMUNES SUR LA REVISION ALLEGEE N 2 DU PLUIH

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat de l'ARC a été approuvé le 14 novembre 2019. Le code de l'urbanisme rend possible son évolution par la voie d'une révision allégée, au titre des articles L.153-31 et suivants.

Depuis son approbation, Le document a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 approuvée le 12 mars 2020 par le Conseil d'Agglomération de l'ARC ;
- Une mise à jour n°1 du document d'urbanisme actée par arrêté du Président de l'ARC en date du 22 juin 2020 afin d'intégrer l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la ville de Compiègne, une servitude d'utilité publique remplaçant la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la ville de Compiègne approuvée le 8 décembre 2005 ;
- Une Modification simplifiée n°2 approuvée le 18 février 2021 ;
- Une Modification simplifiée n°3 approuvée le 1er juillet 2021 ;
- Une Révision accélérée n°1 approuvée le 15 décembre 2021 ;
- Une Modification de droit commun (n°1) approuvée le 15 décembre 2022 ;
- Une Modification simplifiée (n°4) approuvée le 20 juin 2024.

Par délibération en date du 02 mars 2023 il a été procédé au lancement d'une procédure de révision accélérée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de l'ARC.

OBJET DE LA REVISION ALLEGEE N°2

La révision allégée n°2 vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit et graphique, au Rapport de Présentation et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans un souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités des projets existants sur le territoire. Elle permettra également l'intégration aux Annexes du PLUiH du nouveau zonage pluvial.

Les communes concernées par le projet de modification sont :

Règlement écrit : de l'ensemble des 22 communes, les Dispositions générales, et le Lexique.

Règlement graphique : BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY SAINT PIERRE, BIENVILLE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, JONQUIERES, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, MARGNY-LES-COMPIEGNE, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VENETTE, VERBERIE et VIEUX-MOULIN.

Orientations d'Aménagement et de Programmation : BETHISY SAINT PIERRE, CLAIROIX, COMPIEGNE, JAUX, LA CROIX-SAINT-OUEN et MARGNY-LES-COMPIEGNE.

Les modifications proposées sur le territoire de la commune de Vieux-Moulin sont les suivantes :

- REGLEMENT ECRIT
 - o Dispositions Générales :
 - ⊗ rappel des dispositions de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme relatif aux obligations de solarisation et ou végétalisation de certains parcs de stationnement supérieurs à 500 m².
 - ⊗ rappel de l'article de l'article L. 421-8 du CDU : même les travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L. 421-6 », dont notamment aux règles de stationnement.
 - o Lexique :
 - ⊗ mise à jour les définitions des destinations et sous-destinations (dont les résidences étudiantes, les meublés de tourisme/gîtes ...)
 - ⊗ précision de l'article 1 des zones d'activités économiques interdisant les constructions relevant de la sous-destination « commerce de détail et artisanat » (UEa1 et UEa1, 1AUEa1 et 1AUEa2, UE et 1AUE, UEs et 1AUEs, UEt et 1AUET.
 - o Adaptation règlementaires relatives aux zones dites « communes » - ne retenir que celles qui concernent des zones dites « communes » présentes sur votre territoire :
 - ⊗ Règlement zone Ap : ajout des centres de congrès et d'exposition ;
 - ⊗ Ajout de dérogations dans les zones d'activités économiques concernant les constructions et installations autorisées sous condition ;
 - ⊗ Ajout des autorisations des équipements publics ou installation d'intérêt collectif au sein des zones économiques, agricoles et naturelles ;
 - ⊗ Ajout des dérogations des règles d'implantation pour des équipements publics ou installation d'intérêt collectif ;
 - ⊗ Ajout de dérogations au sein de la zone UE en matière d'emprise au sol et de stationnement - Création d'un cas particulier au Parc Technologique des Rives de l'Oise, compte tenu de la maîtrise foncière de l'ARC sur cette zone d'activité ;
 - ⊗ Précision des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées sous conditions au sein de la zone N11 et N12 ;

- ④ Ajout d'un paragraphe à l'article 2 – chapitre 1 des zones UE et 1AUE permettant les constructions et installations à vocation d'équipement d'intérêt collectif et services publics en harmonie avec la rédaction présente dans les autres règlements des zones d'activités économiques ;
- ④ Suppression d'une erreur matérielle en zonage Nh (phrase en doublon) ;
- ④ Précision des règles relatives aux interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (article 1 du chapitre 1) et des autorisations de certains usages et affectation des sols, constructions et activités sous conditions (article 2 du chapitre 1) de l'ensemble des zones du PLUiH en lien avec le travail de mise à cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme ;
- ④ Mise en cohérence des règles de stationnement par rapport aux destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme dans l'ensemble des zones du PLUiH ;
- ④ Précision des règles relatives au stationnement de deux roues dans l'ensemble des règlements (ajout d'une colonne relative au seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés) ;
- ④ Préciser dans le caractère de l'ensemble des zones économiques l'autorisation des logements de gardiennage (à l'instar de la zone UE) ;
- ④ Correction d'une erreur matérielle au sein de la zone UE, les équipements sportifs étant à la fois interdits et autorisés sous conditions (de manière à les interdire).

• **Adaptation réglementaires spécifiques à la commune de Vieux-Moulin :**

L'ensemble des pièces modifiées ci-dessus listées, et constituant le dossier d'arrêt de projet, a été transmis par voie de mail à l'ensemble des élus le 03 juin 2025. Madame le Maire explique des ajouts de réglementation notamment sur les piscines, les pompes à chaleur, des obligations de distance, des obligations de création de places de parking sur les parcelles, le reclassement de la zone N en Ne (haute qualité environnementale) ...

• Modification de la règle d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques au sein de la zone UV5.2 à VIEUX-MOULIN.

• Modification de la règle d'implantation par rapport aux limites séparatives au sein de la zone UV5.2 à VIEUX-MOULIN.

Reclassement N en Ne Vieux-Moulin 9,11ha document modifié Zonage

- REGLEMENT GRAPHIQUE

o Planche n°39

- ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

o A compléter si vous êtes concernés par cette partie

- MISE A JOUR DES ANNEXES

o Intégration aux Annexes du PLUiH (partie Servitudes d'Utilités Publique) du nouveau Zonage pluvial établi dans le cadre du Schéma de Gestion des Eaux pluviales de l'ARC

o Intégration d'un nouveau Secteur d'information des Sols (SIS) sur les communes de Jaux et Venette

Le projet de Révision allégée n°2 a fait l'objet d'une étude environnementale, jointe au dossier d'arrêt de projet.

Il est également soumis aux Personnes publiques associées (PPA), et fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera en septembre/octobre 2025.

OBSERVATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL : le PVC est complètement interdit, l'aluminium et le bois sont autorisés.

Le Conseil Municipal,
Entendu le rapport présenté par madame Béatrice MARTIN,
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21,
Et après en avoir délibéré,
DECIDE, à l'unanimité.

De formuler un avis favorable sur le projet de Révision allégée n°2 du PLUiH.

PRECISE QUE :

- le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et sera soumis à l'avis de l'Autorité environnementale et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant l'organisation d'une enquête publique courant septembre/octobre prochain,
- conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'ARC et dans toutes les mairies des Communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée sous forme électronique sur le portail de publicité des actes de l'ARC.

Le Maire
Béatrice MARTIN



Avis de la commission départementale de la préservation
des espaces naturels, agricoles et forestiers

Révision allégée n° 2 du PLUiH de l'Agglomération de la Région de Compiègne
Consultation au titre des articles L.151-13, L 142-4 & 5 et L 153-16 du code de l'urbanisme

- Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.151-13, L 142-4 & 5 et L 153-16 ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles R.133-3 à R 133-15 ;
- Vu** le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;
- Vu** le décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;
- Vu** l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 10 novembre 2023 nommant M. David WITT, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. David WITT, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2025 donnant subdélégation de signature de M. David WITT à M. Jérémie HETZEL, directeur départemental adjoint des Territoires de l'Oise ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2021 relatif au renouvellement de la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, modifié en date du 16 janvier 2024 et du 27 mai 2024 ;
- Vu** la saisine de la CDPENAF par l'Agglomération de la Région de Compiègne le 27 mai 2025 ;
- Vu** la consultation des membres en date du 4 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- les 22 communes font partie de l'Agglomération de la Région de Compiègne ;
- l'Agglomération de la Région de Compiègne est couverte par le SCoT de l'Agglomération de la Région de Compiègne, à l'exception des communes situées en « zone blanche » (Béthisy-Saint-Pierre, Béthisy-St-Martin, Néry, Lachelle, Saint-Vaast-de-Longmont, Saintines et Verberie) ;

- au titre de l'article L.151-13 :

Le règlement délimite 4 types de STECAL :

- les NI2 dédiés *aux équipements et aires récréatives, de loisirs et de sports, notamment de plein air, aux équipements nécessaires au fonctionnement des centres équestres, aux bâtiments à destination de tourisme, d'hébergement et de restauration ainsi qu'aux équipements à destination de l'observation de la nature et du tourisme vert.*
- les Nj dédiés *aux jardins familiaux partagés, terrains cultivés et fonds de jardin de grande taille protégés pour la biodiversité.*
- les Np2 dédiés *aux maisons forestières à vocation patrimoniale, et tout autre bâtiment à destination de la gestion, l'entretien et l'animation de la forêt, au patrimoine, inscrit, classé ou non, aux monuments historiques, ou repéré au titre de l'article L151-19, ainsi qu'aux installations liés à un patrimoine destiné à accueillir de l'équipement (éducatif, médico-social, ...).*
- les Nh dédiés *à de l'habitat isolé existant, dont les maisons forestières habitées ou occupées.*

- au titre de l'article L.153-16 :

L'avis de la CDPENAF ne porte que sur les communes situées en « zone blanche ».

Le projet est économe puisqu'il y a une consommation seulement sur la commune de Verberie avec une consommation d'espaces agricoles de 0,36 ha et d'espaces naturels de 0,03 ha.

- au titre des articles L.142-4 & 5 :

L'avis de la CDPENAF ne porte que sur les communes situées en « zone blanche ».

La demande porte sur l'ouverture à l'urbanisation limitée d'une zone UR2.3 de 0,39 ha dans le cadre de la future ZAC du quartier des Moulins sur la commune de Verberie.

Avis de la CDPENAF

Au titre de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, la commission émet un avis défavorable concernant le STECAL NI2 de 13 ha 70 a sur la commune de Verberie considérant que la densité est celle d'une zone urbaine ou à urbaniser et non d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées permettant l'implantation de quelques constructions en secteur naturel.

Concernant le STECAL de Compiègne de 2 ha qui passe de N et UC1.3 en NI2, il devra être limité aux aménagements projetés et la partie boisée remise en zone N.

Les autres STECAL n'appellent pas de remarques particulières.

Au titre de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, la commission émet un avis favorable sur la révision allégée n°2 du PLUiH relative à la consommation d'espaces agricoles et naturels sur la commune de Verberie située en « zone blanche » du SCoT approuvé de l'ARC.

Le SCoT de l'ARC étant en cours de révision, cette consommation d'espaces devra être prise en compte dans le nouveau SCoT afin d'être conforme au SRADDET.

La collectivité est invitée à porter une attention particulière aux trames vertes et bleues.

Au titre des articles L.142-4 & 5 du code de l'urbanisme, la commission émet un avis favorable considérant le faible impact de la révision allégée n°2 du PLUiH sur la consommation d'espaces agricoles et naturels sur la commune de Verberie située en « zone blanche » du SCoT approuvé de l'ARC.

Beauvais, le 4 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur Départemental adjoint des
Territoires



Jérémie HETZEL

Beauvais, le 10 juin 2025

Monsieur Benjamin OURY,
Vice-Président en charge de l'Aménagement
et de l'Urbanisme,
Agglomération de la Région de Compiègne
Place de l'Hotel de ville – CS 10007
60321 COMPIEGNE CEDEX

Suivi du dossier :

Fabrice COUVREUR – fabrice.couvreur@oise.chambagri.fr

N/Réf. LS/JL/FC/urba_25-06006

Objet : révision allégée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Agglomération de la Région de Compiègne

Monsieur le Vice-Président,

Nous avons reçu, le 02 juin dernier, par voies électronique et postale, la notification du dossier d'arrêt de projet de la Révision Allégée n°2 du PLUiH de l'ARC, et nous vous remercions pour cet envoi.

La quasi-totalité des ajustements, adaptations, et corrections n'appelle pas de remarques particulières de notre part.

Cependant, l'une des modifications nous amène à vous formuler une observation.

Le projet de révision allégée n°2 du PLUiH prévoit en effet une modification de zonage de A vers Nr, à Lachelle, en lien avec un projet de production d'énergies renouvelables.

Les surfaces concernées représentent environ 13,50 ha, dont une grande partie est actuellement valorisée à des fins agricoles.

Le règlement de ladite zone Nr interdit toute construction et installation autre que celles nécessaires aux activités de production d'énergie renouvelable.

Nous estimons que le projet de règlement associé à ce secteur Nr est trop restrictif, dans la mesure où il ne permet ni les constructions et installations agricoles pouvant être voisines aux installations de production d'énergies renouvelables, ni même les constructions et installations agricoles nécessaires à la mise en place d'une activité liée à l'agrivoltaïsme. Le règlement est donc, à notre sens, trop strict.

Selon nous, les structures en lien avec la production d'énergies renouvelables ne doivent pas être consommatrices d'espaces agricoles, comme elles pourraient le devenir, en l'état actuel de votre projet de révision allégée du PLUiH de l'ARC.

Nous sommes **défavorables à cette disposition**, et vous proposons de reclasser le secteur concerné en zone A, voire « Ar », permettant éventuellement des installations liées à l'agrivoltaïsme mais maintenant aussi et avant tout la possibilité de construire des bâtiments et installations agricoles.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire, et vous prions de recevoir, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de nos salutations distinguées.

Le Président,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

LUC SMESSAERT



25 AOÛT 2025

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
AMENAGEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET MOBILITE**
Direction des Infrastructures et des Transports
Direction Adjointe à la Conduite d'Opérations
Service Foncier, Aménagement Rural et Urbanisme

Affaire suivie par : Solène TARDIEU
Mél : solene.tardieu@oise.fr
Tél. : 03.44.10.70.24

MONSIEUR PHILIPPE MARINI
PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE LA REGION DE
COMPIEGNE
PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
60321 COMPIEGNE CEDEX – CS 10007

Beauvais, le

19 AOÛT 2025

Objet : PLUiH Révision Allégée n°2 / Notification

Monsieur le Président,

Par un courrier reçu le 28 mai 2025, vous avez bien voulu me consulter sur votre projet de Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'Habitat (PLUiH) qui a été arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 22 mai 2025 et je vous en remercie.

Après une étude attentive de votre dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des observations ci-dessous.

REMARQUES GENERALES

Le dossier soumis à avis aurait gagné en clarté et en lisibilité si la notice de présentation avait justifié les choix des modifications apportées au PLUiH. Pour plusieurs secteurs concernés, la notice se limite à exposer les modifications envisagées, accompagnées d'un extrait cartographique, sans apporter d'explication sur les motivations, les enjeux ou les objectifs poursuivis. Une mise en contexte plus précise pour chaque évolution projetée aurait permis une meilleure compréhension des orientations retenues et facilité l'analyse du projet.

CONSOMMATION D'ESPACE

Le point 10 de la notice de présentation, intitulé "*Consommation foncière et évolution des surfaces*", détaille les surfaces reclassées entre les différentes zones du PLU. Si cette présentation permet de visualiser les évolutions de zonage, elle reste principalement descriptive.

Un développement complémentaire sur la compatibilité de la procédure de révision allégée avec les objectifs de réduction de la consommation d'espace, tels que définis par le SRADDET Hauts-de-France, aurait été opportun. Une telle analyse aurait permis de mieux situer cette révision dans la trajectoire globale du territoire communautaire en matière de sobriété foncière, et d'apprécier la cohérence de la démarche au regard des objectifs régionaux.

SERVITUDES

VENETTE – Création d'une servitude au titre de l'article L.151-41-5 du Code de l'urbanisme dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global (PAPAG)

La zone est située le long de la RD932 en agglomération. À ce stade, aucune observation particulière n'est formulée en matière de sécurité routière. Néanmoins, il semble opportun que le Conseil Départemental soit associé à la démarche du futur projet d'aménagement global de ce secteur.

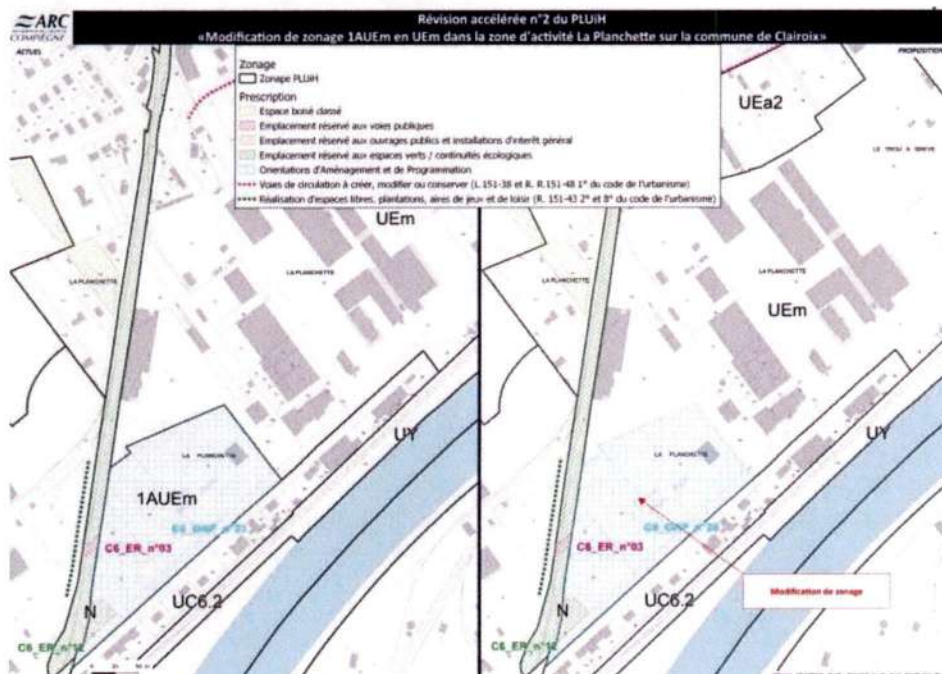
MODIFICATIONS DU ZONAGE

Certaines modifications de zonage prévues dans la procédure apparaissent comme susceptibles d'avoir un impact sur le domaine public routier départemental. Ces évolutions appellent les remarques suivantes :

CLAIROIX – Modification de la zone d'activité de la Planchette (rue de la République)

La modification de zonage concerne le secteur situé rue de la République, au sein de la zone d'activité de la Planchette, avec le reclassement de la zone à urbaniser 1AUEm, en zone urbaine UEm. Ce secteur est localisé le long de la RD 932, en agglomération.

À ce stade, aucune observation particulière n'est formulée en matière de sécurité routière. Toutefois, si de nouveaux accès étaient projetés sur la RD 932, ceux-ci devront faire l'objet d'une demande de permission de voirie.



VERBERIE – Extension du zonage NL2 en lien avec le projet de Parc résidentiel de loisirs qui porte sur l'installation d'environ 275 habitations légères de loisirs

La zone concernée est située le long de la RD 932A, hors agglomération. Le Conseil Départemental a connaissance d'un projet qui implique un aménagement spécifique sur cette voie. Une réflexion est actuellement en cours concernant l'ouverture de l'îlot central ainsi que la création d'un tourne-à-gauche. Cet aménagement nécessitera l'accord technique du Département et éventuellement la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage entre le maître d'ouvrage (commune ou ARCB) et le Département.

EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

Je constate que la procédure de révision allégée a pour effet de créer ou de modifier des Emplacements Réservés ; toutefois, le dossier ne comprend pas d'annexe spécifique actualisant la liste des Emplacements Réservés à l'échelle du territoire, ce qui limite la lisibilité et l'évaluation globale des modifications ou suppressions proposées.

Pour les données issues de la notice de présentation, les Emplacements Réservés suivants font l'objet d'observations spécifiques de la part du Département :

Commune de JAUX

ER 5 :

L'Emplacement Réservé n°5 est modifié pour intégrer la parcelle cadastrée Section AL n°40. Cet ER est situé le long de la RD 13 en agglomération, mais n'appelle pas d'observations en termes de sécurité routière à ce stade.

ER 11 :

La modification de l'Emplacement Réservé n°11, correspondant à l'extension du carrefour sur la parcelle cadastrée Section AO n°45p, qui intervient à la suite de l'acquisition de la parcelle Section AO n°53p par la commune. Cet ER est situé le long de la RD 13 en agglomération. Le dossier ne comporte aucune information quant à la nature exacte de l'aménagement envisagé. A ce stade, aucune observation n'est à formuler concernant la sécurité routière. Cependant, cet aménagement nécessitera l'accord technique du Département et la signature d'une Convention de maîtrise d'ouvrage entre la Commune et le Département.

ER 34 :

La création de l'Emplacement Réservé n°34, au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme, concerne les parcelles cadastrées Section AL n°51, n°52, n°53 et n°80, dans le cadre d'un projet de revitalisation du centre-bourg.

Les observations formulées pour la création d'une OAP en lien avec le projet de requalification du centre-bourg de JAUX sont également applicables ici. A savoir : l'accès sur la RD 13 devra faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Commune de JONQUIERES

ER 4 :

La procédure de révision allégée intègre la création d'un Emplacement Réservé pour la réalisation d'une opération d'habitat sur la parcelle cadastrée Section AB n°168 au bénéfice de l'EPFLO. Cet ER est situé le long de la RD 10 en agglomération. À ce stade, aucune observation particulière n'est formulée en matière de sécurité routière. Toutefois, si des accès venaient à être créés sur la RD 10, ils devront faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Enfin, l'ensemble des dispositifs ou aménagements créés dans l'emprise du domaine public départemental se doivent de répondre aux exigences techniques et réglementaires. Aussi, je vous informe de l'existence du guide stratégique et méthodologique des aménagements de sécurité en agglomération et du règlement de la voirie départementale. Ces documents établis par le Département sont disponibles sur opendata.oise.fr – onglet DONNEES – thématique Transports et Déplacements.

Je vous rappelle que pour les travaux dont l'emprise est susceptible de concerner le domaine public départemental, le maître d'ouvrage devra obligatoirement prendre contact avec les services routiers territoriaux du Département afin de les associer le plus en amont possible aux réflexions portant sur la conception du projet et de solliciter une convention de maîtrise d'ouvrage ou une permission de voirie, suivant les cas.

ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

L'évaluation environnementale mentionne de potentiels impacts sur les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et les Espaces Naturels Sensibles (ENS). Cependant, la synthèse de l'état initial de l'environnement de la révision ne cite aucun ENS, alors que ceux-ci avaient été listés dans l'état initial de l'environnement du PLUiH approuvé.

La Communauté d'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne est concernée par 19 ENS (Annexe 1) qui ne se superposent pas toujours aux ZNIEFF.

En effet, depuis l'arrêt du PLUiH en 2019, le Conseil départemental de l'Oise a approuvé le 4 juillet 2022 son nouveau Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) identifiant 258 ENS dont 134 prioritaires. Aussi, je vous remercie de modifier le rapport de présentation avec les données actualisées du nouveau Schéma et de les intégrer au même titre que les ZNIEFF dans la partie V de la Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement. Mes services peuvent vous envoyer les données SIG correspondantes sur demande.

Pour votre information également, trois Zones de Prémption au titre des ENS (ZPENS) ont été instaurées sur le territoire de l'ARC et de la Basse Automne permettant d'aider les communes concernées à protéger des espaces naturels à enjeux par la maîtrise foncière :

- « Le Mont Ganelon » sur les communes de BIENVILLE, CLAIROIX, COUDUN, GIRAUMONT, JANVILLE et LONGUEIL-ANNEL instaurée le 28 juin 1996 (ENS N_NOY_05) ;
- « Le Mont d'Huette » sur les communes de JAUX et JONCQUIERES instaurée le 5 mars 2001 (ENS N_EST_07);
- « Les Coteaux de l'Automne de Saint-Sauveur à Gilocourt et les Larris » sur la commune de BETHISY-SAINT-MARTIN instaurée le 19 avril 1999 (ENS N_SOI_05 et N_SOI_09).

Ces zones sont réglementaires et pourront évoluer à l'avenir en concertation avec les communes du territoire. De même, mes services peuvent vous envoyer les données SIG correspondantes sur demande.

S'agissant de la ZPENS sur le territoire de BETHISY-SAINT-MARTIN, la modification du zonage Nr en NI2 n'est pas en adéquation avec l'objectif de préservation initial de l'ENS d'intérêt départemental N_SOI_05, d'autant que la parcelle concernée est privée. Au même titre que les autres parcelles classées en ZPENS sur la commune, nous vous invitons à étendre le zonage en Ne sur cette parcelle afin de garantir une protection homogène sur l'ensemble du périmètre ZPENS.

Par ailleurs, nous émettons une réserve au projet d'extension de la zone NI2 au nord de la commune de VERBERIE, le développement d'un parc résidentiel de loisir étant incompatible avec la préservation de l'ENS d'intérêt départemental N_SOI_03 par ailleurs répertorié comme ZNIEFF de type I. Cette zone humide en extension de la Zone de Protection Spéciale « Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamp » est en effet concernée par des espèces de faune et de flore de liste rouge et est menacée par les activités de loisir. Nous notons que ce projet fera l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Enfin, concernant la modification du PADD, il aurait été intéressant d'y intégrer également la démarche initiée par l'Association du Pays Compiégnois (APC). L'APC a lancé en 2021 l'élaboration d'une stratégie accompagnée d'un programme d'actions pour la préservation des forêts du Grand Compiégnois, et ce dans un contexte d'adaptation au changement climatique subi par une forêt compiégnaise fragilisée. La mise en œuvre du programme d'actions est en cours (Annexe 2).

Pour le reste, les modifications ne vont pas à l'encontre de la politique ENS départementale et sont même pour plusieurs d'entre-elles positives pour les continuités écologiques (la création d'une protection au titre de l'article L.151.23 du Code de l'Urbanisme ainsi que la préservation des fonds de jardins, à COMPIEGNE notamment).

000

Les services du Département restent à votre disposition si vous souhaitez obtenir des précisions complémentaires sur les différents points soulevés et les propositions formulées. En tant que Personne Publique Associée, je vous confirme le souhait d'être invitée aux prochaines réunions dédiées au PLUiH. A ce titre, je vous prie de bien vouloir noter l'adresse mail suivante bureau.urbanisme@oise.fr, à utiliser pour les prochaines correspondances.

Je vous remercie également de bien vouloir m'adresser, dès que vous l'aurez approuvé et rendu exécutoire, un exemplaire de votre PLUiH modifié (sur support numérique : ensemble des pièces sous format PDF et données graphiques au standard CNIG), ainsi qu'une attestation confirmant le téléversement du document d'urbanisme approuvé sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour la Présidente du Conseil départemental,
et par délégation,
le Directeur Général des Services,



Sébastien JEANNEST

PJ :

- Annexe 1 : 19 Fiches ENS
- Annexe 2 : Plan d'actions pour le massif du Grand Compiégnois 2022-2026



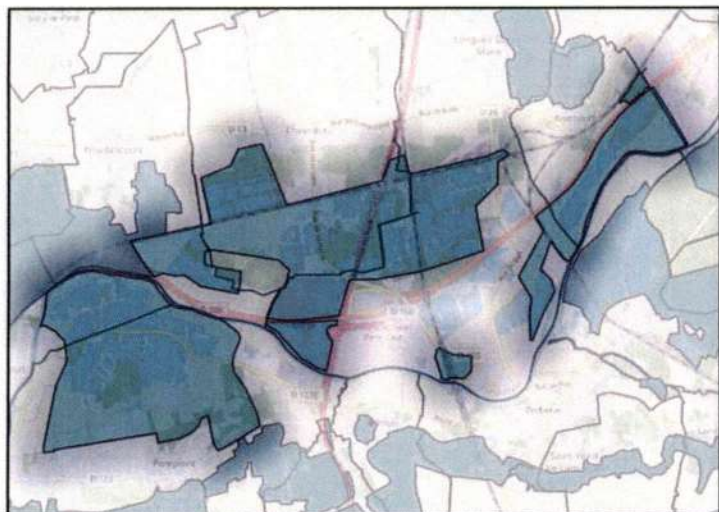
Annexe 1

FICHES

Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Code ENS	Libellé	Priorité	Communes concernées
N_EST_06	Anciennes gravières de l'Oise, de Rivecourt à Pont-Sainte-Maxence	Intérêt Départemental	CHEVRIÈRES, HOUDANCOURT, LE MEUX, LONGUEIL-SAINT-MARIE, PONTPOINT, PONT-SAINT-MAXENCE, RIVECOURT
N_EST_07	Réseau de boisements de la Plaine d'Estrées St-Denis et Pelouse de Pronleroy	Intérêt Local	ARSY, CANLY, JAUX, JONQUIÈRES, LACHELLE, LE MEUX, LONGUEIL-SAINT-MARIE, MOYVILLERS, REMY, VENETTE
N_EST_08	La Montagne de Longueil et la Motte du Moulin	Intérêt Local	LE MEUX, LONGUEIL-SAINT-MARIE, RIVECOURT
N_EST_09	Coulée verte près du Plateau Nord à Venette	Intérêt Local	VENETTE
N_NOY_05	Mont Ganelon	Intérêt Départemental	BIENVILLE, CLAIROIX, COUDUN, GIRAUMONT, JANVILLE, LONGUEIL-ANNEL
N_SOI_01	Vallon de Roberval et Noël-Saint-Martin	Intérêt Départemental	PONTPOINT, RHUIS, ROBERVAL, VERBERIE, VILLENEUVE-SUR-VERBERIE
N_SOI_02	Bois Rond et Bois du Tertre	Intérêt Départemental	SAINTINES, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, VERBERIE
N_SOI_03	Nord-Ouest de la Forêt de Compiègne et Basse et Haute-queue	Intérêt Départemental	LACROIX-SAINT-OUEN, SAINTINES, SAINT-SAUVEUR, VERBERIE
N_SOI_04	Confluence du ru des Planchettes à l'Oise	Intérêt Départemental	LACROIX-SAINT-OUEN
N_SOI_05	Les Larris de Puisères et Béthisy-Saint-Pierre	Intérêt Départemental	BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE, NÉRY
N_SOI_06	Bois de l'Isle	Intérêt Départemental	BÉTHISY-SAINT-PIERRE, SAINT-SAUVEUR
N_SOI_07	Château Impérial de Compiègne	Intérêt Départemental	COMPIÈGNE
N_SOI_08	Haute Vallée du Ru Sainte Marie	Intérêt Départemental	AUGER-SAINT-VINCENT, BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE, CRÉPY-EN-VALOIS, DUVY, GLAINES, NÉRY, ORROUY, ROCQUEMONT, SAINTINES, SAINT-SAUVEUR, SÉRY-MAGNEVAL

N_SOI_09	Coteaux de l'Automne de Saint-Sauveur à Gilocourt	Intérêt Départemental	BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE, GILOCOURT, ORROUY, SAINT-SAUVEUR
N_SOI_10	Etangs du Plessis-Brion et Rives de l'Oise	Intérêt Local	CHOISY-AU-BAC, LE PLESSIS-BRION, LONGUEIL-ANNEL
N_SOI_11	Forêt de Compiègne	Intérêt Départemental	BÉTHISY-SAINT-PIERRE, CHOISY-AU-BAC, COMPIÈGNE, CUISE-LA-MOTTE, GILOCOURT, LACROIX-SAINT-OUEN, MORIENVAL, ORROUY, PIERREFONDS, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-SAUVEUR, TROSLY-BREUIL, VIEUX-MOULIN
N_SOI_14	Cœur de la forêt domaniale de Laigue	Intérêt Départemental	CHOISY-AU-BAC, LE PLESSIS-BRION, MONTMACQ, RETHONDES, SAINT-CRÉPIN-AUX-BOIS, SAINT-LÉGER-AUX-BOIS, TRACY-LE-MONT
N_SOI_18	Lisière Sud de la forêt domaniale de Laigue	Intérêt Départemental	ATTICHY, BERNEUIL-SUR-AISNE, CHOISY-AU-BAC, COMPIÈGNE, RETHONDES, SAINT-CRÉPIN-AUX-BOIS, TRACY-LE-MONT, TROSLY-BREUIL, VIEUX-MOULIN
N_VAL_34	Mont Cornon	Intérêt Local	NÉRY, RULLY, TRUMILLY



Communes :

CHEVRIÈRES, HOUDANCOURT, LE MEUX,
LONGUEIL-SAINTE-MARIE, PONTPONT, PONT-
SAINTE-MAXENCE, RIVECOURT



Biotopes :

Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Boisements secs (forêt,
clairières, lisières), Friches, Mares et étangs, Openfield (labours, chemins,
haies), Prairies humides, Prairies sèches, Rivières (cours d'eau, berges et
ripisylves), Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Aigrette garzette, Bruant des roseaux, Canard chipeau, Canard souchet, Courlis cendré, Filugule milouin, Fuligule morillon, Milan noir, Moineau friquet,
Petit Gravelot, Sarcelle d'hiver, Sterne pierregarin, Tourterelle des bois, Vanneau huppé

Espèces d'intérêt patrimonial :

Martin-pêcheur d'Europe, Mouette mélanocéphale, Pic épeichette, Tadorne de Belon

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

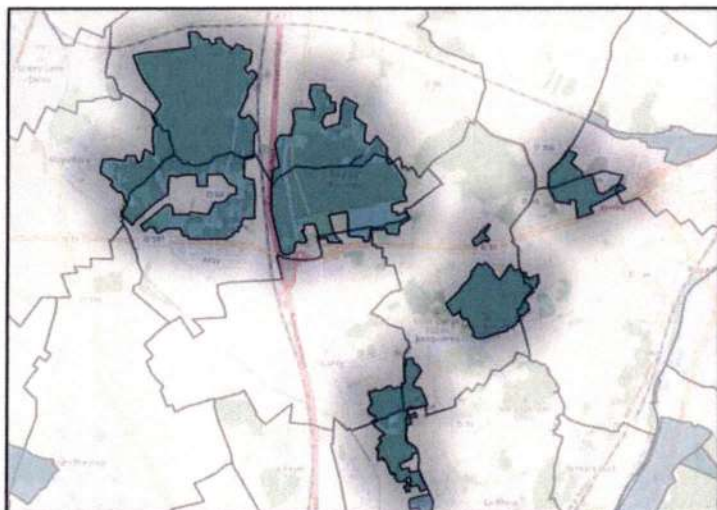
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Baldellie fausse-renoncule (*Baldellia ranunculoides*), Laiteron des marais (*Sonchus palustris*), Marisque (*Cladium mariscus*), Mouron délicat (*Lysimachia
tenella*), Orchis négligé (*Dactylorhiza praetermissa*), Potamot capillaire (*Potamogeton trichoides*), Potamot coloré (*Potamogeton coloratus*), Renoncule en
crosse (*Ranunculus circinatus*), Samole de Valerand (*Samolus valerandi*), Scirpe glauque (*Schoenoplectus tabernaemontani*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Communes :

ARSY, CANLY, JAUX, JONQUIÈRES, LACHELLE, LE MEUX, LONGUEIL-SAINT-MARIE, MOYVILLERS, REMY, VENETTE



Biotopes :

Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Openfield (labours, chemins, haies), Prairies sèches

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Espèces d'intérêt patrimonial :

Bouvreuil pivoine, Bruant jaune, Cidarie enfumée, Cucculie de l'Armoise, Pic noir

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Aigremoine odorante (*Agrimonia procera*), Ail des ours (*Allium ursinum*), Ail maraîcher (*Allium oleraceum*), Cerisier à grappes (*Prunus padus*), Euphrase des bois (*Euphrasia nemorosa*), Genêt des teinturiers (*Genista tinctoria*), Gentiane d'Allemagne (*Gentianella germanica*), Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum*), Laiche à pilules (*Carex pilulifera*), Luzule de Forster (*Luzula forsteri*), Mélampyre des prés (*Melampyrum pratense*), Millepertuis élégant (*Hypericum pulchrum*), Myosotis des Bois (*Myosotis sylvatica*), Narcisse jaune (*Narcissus pseudonarcissus*), Sèneçon des forêts (*Senecio sylvaticus*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Local

Communes :

LE MEUX, LONGUEIL-SAINTE-MARIE, RIVECOURT



Biotopes :

Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Openfield (labours, chemins, haies), Prairies sèches

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Crépide à vésicules (*Crepis vesicaria*), Luzule de Forster (*Luzula forsteri*), Petite-centaurée élégante (*Centaurium pulchellum*), Stellaire des bois (*Stellaria nemorum*), Trèfle intermédiaire (*Trifolium medium*)

Bryophytes de Listes rouges :

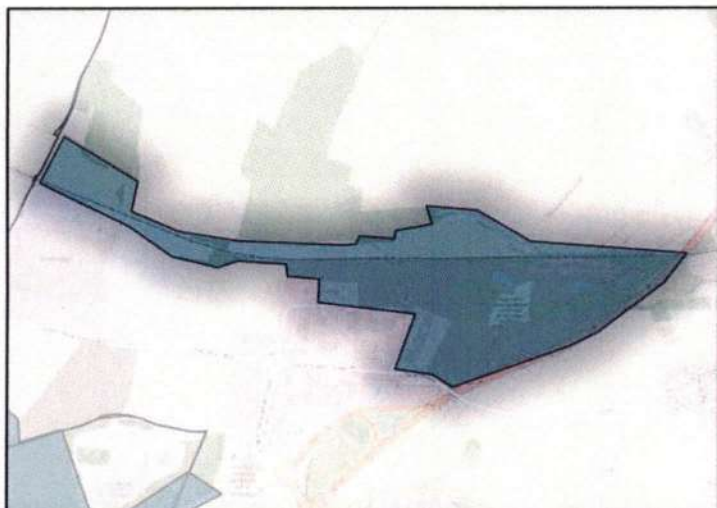
Bryophytes d'intérêt patrimonial :



Intérêt Local

Communes :

VENETTE



Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Espèces d'intérêt patrimonial :

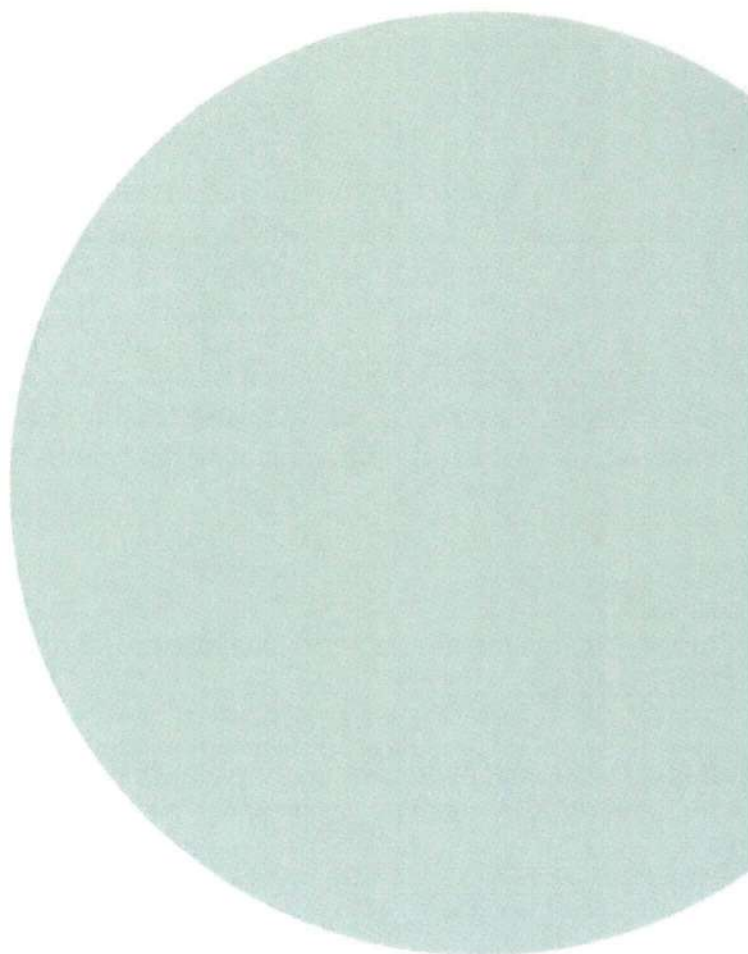
Flore

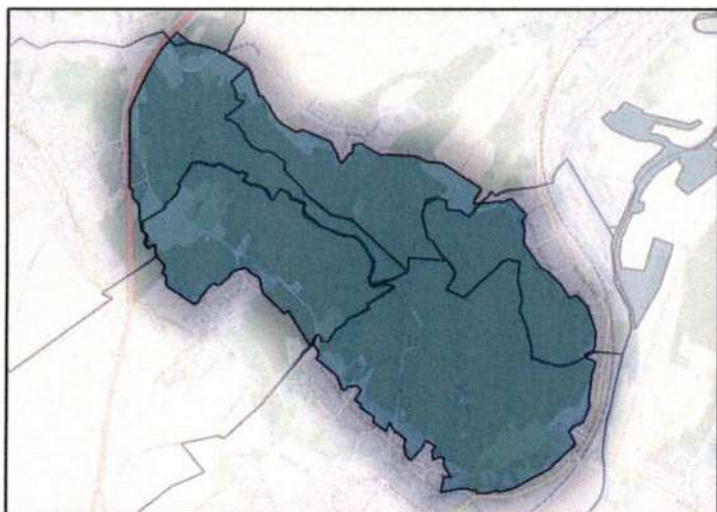
Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Communes :

BIENVILLE, CLAIROIX, COUDUN, GIRAUMONT,
JANVILLE, LONGUEIL-ANNEL



Biotopes :

Sites à chiroptères, Bocage (prairies, mares, haies), Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Openfield (labours, chemins, haies), Pelouses calcaro-sabulicoles, Pelouses et ourlets acidiphiles, Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies humides, Prairies sèches, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Rochers (falaises, éboulis, murs), Sources, Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Grimpereau des bois

Espèces d'intérêt patrimonial :

Bondrée apivore, Noctuelle en deuil, Oreillard roux, Petit Rhinolophe, Pic mar, Pigeon colombin

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Laiche des bruyères (*Carex ericetorum*), Orchis singe (*Orchis simia*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Bugle de Genève (*Ajuga genevensis*), Fragon faux houx (*Ruscus aculeatus*), Galéopsis à feuilles étroites (*Galeopsis angustifolia*), Laiche à utricules divergents (*Carex divulsa*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Monotrope sucepin (*Monotropa hypopitys*), Orobanche pourpre (*Phelipanche purpurea*), Orpin reprise (*Hylotelephium telephium*), Platanthère à deux feuilles (*Platanthera bifolia*), Valériane officinale (*Valeriana officinalis*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Dicrane vert (*Dicranum viride*)





Intérêt Départemental

Communes :

PONTPOINT, RHUIS, ROBERVAL, VERBERIE,
VILLENEUVE-SUR-VERBERIE



Biotopes :

Cavités (sites à chiroptères), Boisements humides (forêt, clairières, lisières),
Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Friches, Openfield (labours,
chemins, haies), Pelouses calcaro-sabulicoles, Prairies humides, Prairies
sèches, Sources, rus intermittents Zones humides ouvertes (roselière,
mégaphorbiaie)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Aeschna isocèle, Coronelle lisse, Grand Murin, Grand Rhinolophe, Milan noir, Murin de Bechstein, Noctule commune, Tourterelle des bois

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Anémone sauvage (*Anemone sylvestris*), Bugrane naine (*Ononis pusilla*), Épine-vinette (*Berberis vulgaris*), Fumana couché (*Fumana procumbens*), Laiche
des bruyères (*Carex ericetorum*), Œillet des chartreux (*Dianthus carthusianorum*), Orchis singe (*Orchis simia*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

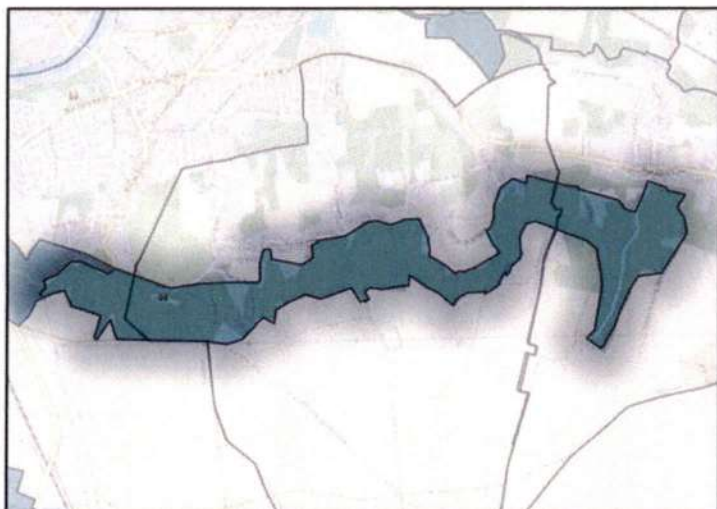
Alysson à calices persistants (*Alyssum alyssoides*), Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Campanule à feuilles de pêcher (*Campanula persicifolia*),
Céleri (*Apium graveolens*), Laiche humble (*Carex humilis*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Lin à feuilles ténues (*Linum tenuifolium*),
Orobanche du gaillet (*Orobancha caryophyllacea*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheereri*), Véronique en épi (*Veronica spicata*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Eucladie verticillée (*Eucladium verticillatum*)





Intérêt Départemental

Communes :

SAINTINES, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT,
VERBERIE



Biotopes :

Cavités (sites à chiroptères), Bocage (prairies, mares, haies), Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies sèches, Rochers (falaises, éboulis, murs)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Grand Rhinolophe, Murin de Bechstein

Espèces d'intérêt patrimonial :

Bouvreuil pivoine, Muscardin, Phalène du tilleul, Triphosa dubitata, Verdier

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Fumana couché (*Fumana procumbens*), Orchis singe (*Orchis simia*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Bugle petit-pin (*Ajuga chamaepitys*), Gentiane d'Allemagne (*Gentianella germanica*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Orobanche du Thym (*Orobancha alba*), Polygala chevelu (*Polygala comosa*), Séséli annuel (*Seseli annuum*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheererii*)

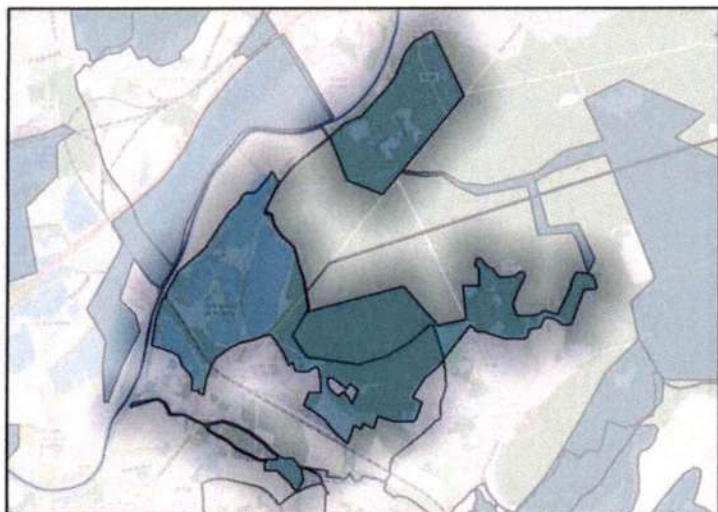
Bryophytes de Listes rouges :

Tresse à feuilles étroites (*Distichium capillaceum*)

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Eucladie verticillée (*Eucladium verticillatum*), Tresse à feuilles étroites (*Distichium capillaceum*)





Communes :

LACROIX-SAINT-OUEN, SAINTINES, SAINT-SAUVÉUR, VERBERIE



Biotopes :

Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Friches urbaines, Landes sèches, Mares et étangs, Pelouses calcaro-sabulicoles, Pelouses et ourlets acidiphiles, Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies humides, Prairies sèches, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Sources, rus intermittents, Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Aigrette garzette, Blongios nain, Bruant des roseaux, Busard Saint-Martin, Criquet des jachères, Criquet des Pins, Grimpereau des bois, Leste dryade, Sterne pierregarin

Espèces d'intérêt patrimonial :

Bondrée apivore, Faucon hobereau, Gomphe très commun, Gomphocère tacheté, Grand mars changeant, Martre, Pic mar, Pic noir

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Salicaire à feuilles d'hyssope (*Lythrum hyssopifolia*)

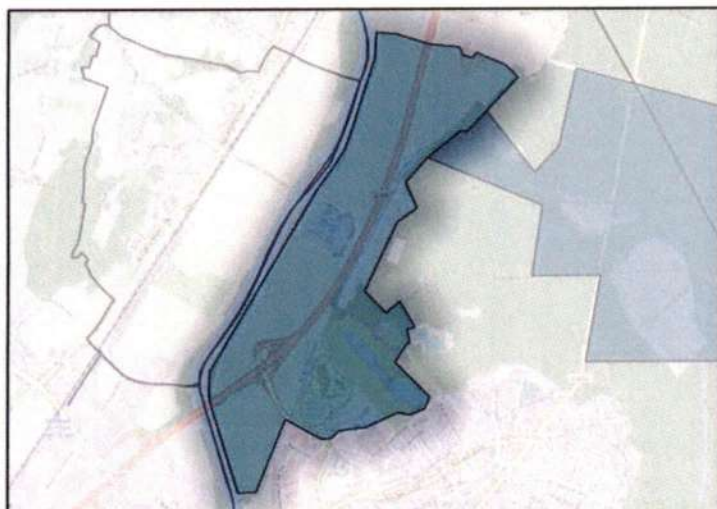
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Corydale à tubercule plein (*Corydalis solida*), Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Jasione des montagnes (*Jasione montana*), Orchis incarnat (*Dactylorhiza incarnata*), Potamogeton fluet (*Potamogeton pusillus*), Saxifrage granulée (*Saxifraga granulata*), Scirpe des lacs (*Schoenoplectus lacustris*), Sèneçon des marais (*Jacobaea paludosa*), Téedalie à tige nue (*Teesdalia nudicaulis*), Utriculaire commune (*Utricularia vulgaris*), Véronique en épi (*Veronica spicata*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Départemental

Communes :

LACROIX-SAINT-OUEN



Biotopes :

Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Friches urbaines, Mares et étangs, Openfield (labours, chemins, haies), Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Espèces d'intérêt patrimonial :

Alouette des champs, Foulque macroule, Martin-pêcheur d'Europe, Pipit Farlouse, Pouillot fitis

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

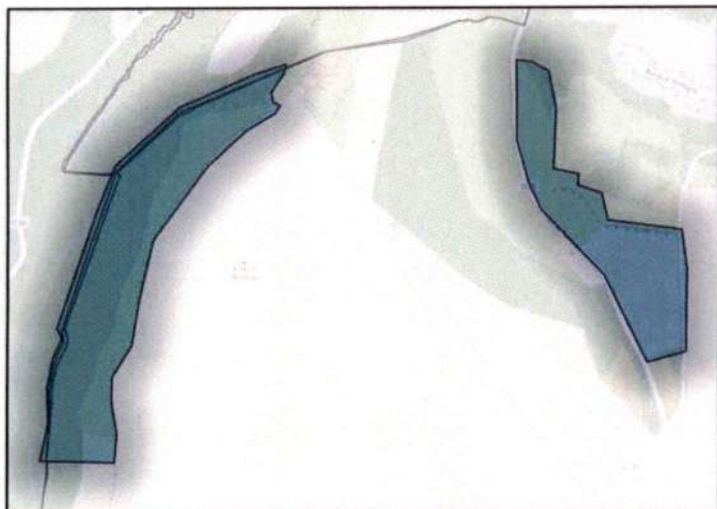
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Pigamon jaune (*Thalictrum flavum*), Potamot luisant (*Potamogeton lucens*), Potamot noueux (*Potamogeton nodosus*), Rubanier émergé (*Sparganium emersum*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Départemental

Communes :

BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE,
NÉRY



Biotopes :

Cavités (sites à chiroptères), Boisements secs (forêt, clairières, lisières),
Friches, Openfield (labours, chemins, haies), Pelouses calcaro-sabulicoles,
Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies humides, Prairies sèches, Rochers
(falaises, éboulis, murs), Sources, rus intermittents

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Lézard vert, Tourterelle des bois

Espèces d'intérêt patrimonial :

Aspilate jaunâtre, Bruant jaune, Criquet noir-ébène, Decticelle chagrinée, Fidonie favorite

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Bugrane naine (*Ononis pusilla*), Fumana couché (*Fumana procumbens*), Orchis homme-pendu (*Orchis anthropophora*), Orchis singe (*Orchis simia*), Silène à oreillettes (*Silene otites*)

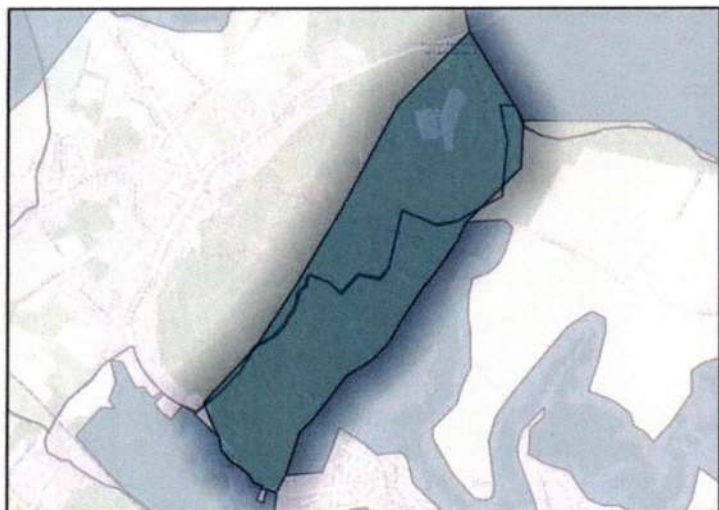
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Gentiane d'Allemagne (*Gentianella germanica*), Ibérus amer (*Iberis amara*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Marrube commun (*Marrubium vulgare*), Ophrys araignée (*Ophrys aranifera*), Orobanche du Thym (*Orobancha alba*), Séséli annuel (*Seseli annuum*), Silène conique (*Silene conica*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheereri*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Criquet des Pins, Lézard vert

Espèces d'intérêt patrimonial :

Petit Rhinolophe, Pic noir, Tétrix des carrières, Triphosa dubitata

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Laiche des bruyères (*Carex ericetorum*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Belladone (*Atropa belladonna*), Calament faux-népéta (*Clinopodium nepeta*), Chêne pubescent (*Quercus pubescens*), Épipactis brun rouge (*Epipactis atrorubens*), Fétuque hétérophylle (*Festuca heterophylla*), Laiche humble (*Carex humilis*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Orobanche de la germandrée (*Orobanche teucrii*), Sceau-de-Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Bois de l'Isle
N_SOI_06

Intérêt Départemental

Communes :

BÉTHISY-SAINT-PIERRE, SAINT-SAUVEUR



Biotopes :

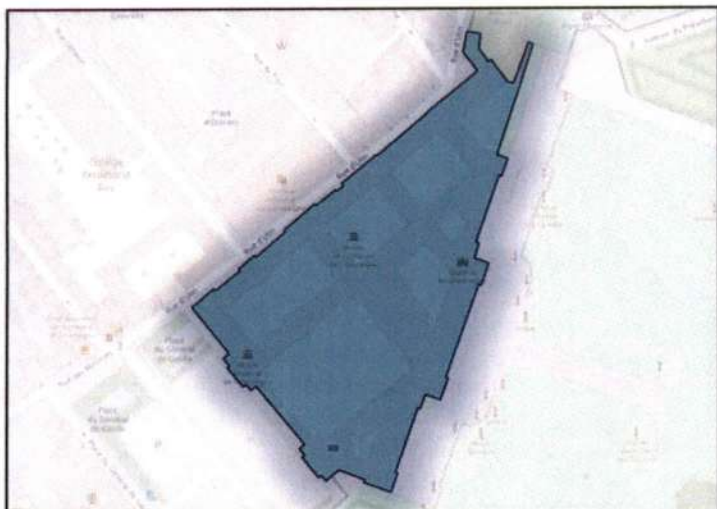
Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Pelouses calcaro-sabulicoles, Pelouses et ourlets calcicoles



Intérêt Départemental

Communes :

COMPIÈGNE



Biotopes :

Bâti (sites à chiroptères),



Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Grand Murin

Espèces d'intérêt patrimonial :

Murin à oreilles échancrées, Oreillard roux, Petit Rhinolophe, Pipistrelle commune, Serin cini

Flore

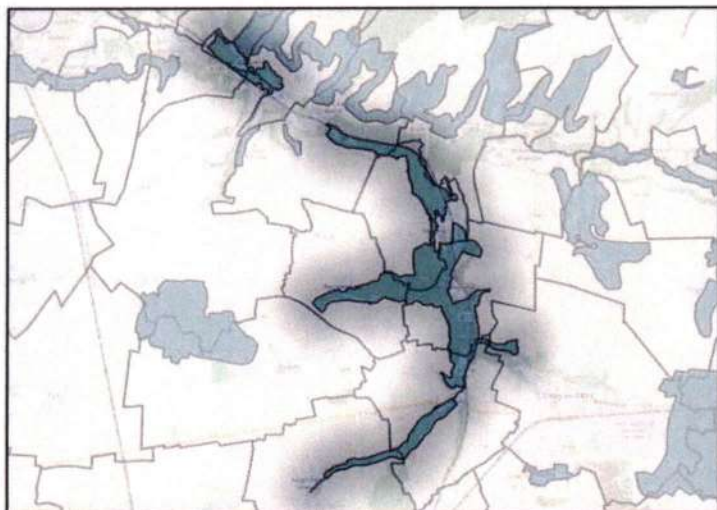
Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Départemental

Communes :

AUGER-SAINT-VINCENT, BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE, CRÉPY-EN-VALOIS, DUVY, GLAIGNES, NÉRY, ORROUY, ROCQUEMONT, SAINTINES, SAINT-SAUVEUR, SÉRY-MAGNEVAL

Biotopes :

Cavités (sites à chiroptères), Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Friches, Mares et étangs, Openfield (labours, chemins, haies), Pelouses calcaro-sabulicoles, Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies humides, Prairies sèches, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Rochers (falaises, éboulis, murs), Sources, rus intermittents, Tourbières et bas-marais, Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)



Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Anguille, Bihoreau gris, Bruant des roseaux, Bruant zizi, Busard des roseaux, Busard Saint-Martin, Cigogne blanche, Conocéphale des Roseaux, Coronelle lisse, Courlis cendré, Courtilière commune, Criquet des jachères, Écrevisse à pieds blancs, Grand Murin, Grand Rhinolophe, Hespérie du chiendent, Lézard vert, Murin de Bechstein, Noctule commune, Rainette verte, Râle d'eau, Serne pierregarin, Tourterelle des bois, Vairon

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Barbon pied-de-poule (*Bothriochloa ischaemum*), Bugrane naine (*Ononis pusilla*), Épine-vinette (*Berberis vulgaris*), Orchis homme-pendu (*Orchis anthropophora*), Orchis singe (*Orchis simia*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Agrostide des sables (*Agrostis vinealis*), Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Gentiane d'Allemagne (*Gentianella germanica*), Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum*), Laïche humble (*Carex humilis*), Laiteron des marais (*Sonchus palustris*), Orpin élégant (*Sedum forsterianum*), Saxifrage granulée (*Saxifraga granulata*), Séséli annuel (*Seseli annuum*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheereri*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Communes :

BÉTHISY-SAINT-MARTIN, BÉTHISY-SAINT-PIERRE,
GILOCOURT, ORROUY, SAINT-SAUVEUR



Biotopes :

Bâti et cavités (sites à chiroptères), Boisements secs (forêt, clairières, lisières),
Friches urbaines et post-culturelles, Openfield (labours, chemins, haies),
Pelouses calcaro-sabulicoles, Pelouses et ourlets calcicoles, Prairies humides,
Prairies sèches, Rochers (falaises, éboulis, murs), Sources, Mares et étangs,
Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Sources, rus intermittents,

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Coronelle lisse, Criquet des Pins, Grand Murin, Grand Rhinolophe, Lézard agile, Lézard vert, Murin de Bechstein, Tourterelle des bois

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Barbon pied-de-poule (*Bothriochloa ischaemum*), Botryche lunaire (*Botrychium lunaria*), Bugrane naine (*Ononis pusilla*), Fumana couché (*Fumana procumbens*), Laiche des bruyères (*Carex ericetorum*), Odontite jaune (*Odontites luteus*), Orchis bouffon (*Anacamptis morio*), Orchis homme-pendu (*Orchis anthropophora*), Orchis singe (*Orchis simia*), Silène à oreillettes (*Silene otites*)

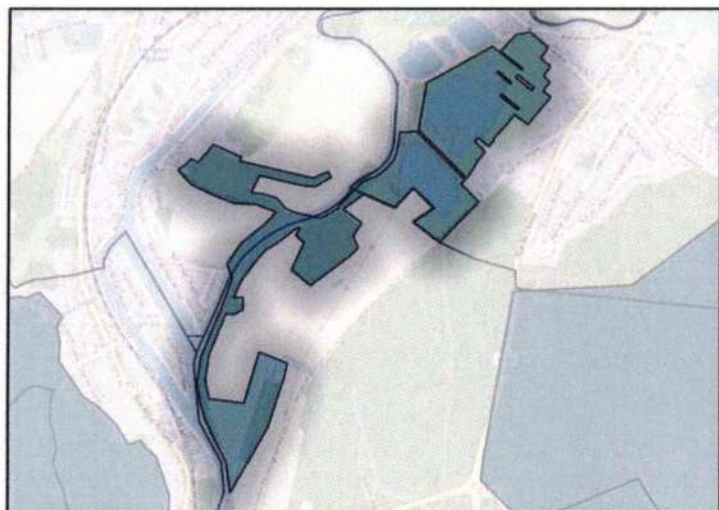
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Alysson à calices persistants (*Alyssum alyssoides*), Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Arabette sagittée (*Arabis sagittata*), Armoise champêtre (*Artemisia campestris*), Campanule à feuilles de pêcher (*Campanula persicifolia*), Gentiane croisette (*Gentiana cruciata*), Laiche humble (*Carex humilis*), Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*), Lin à feuilles ténues (*Linum tenuifolium*), Ophrys araignée (*Ophrys aranifera*), Orobanche du gaillet (*Orobanche caryophyllacea*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheereri*), Véronique en épi (*Veronica spicata*), Vesce à feuilles étroites (*Vicia tenuifolia*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Local

Communes :

CHOISY-AU-BAC, LE PLESSIS-BRION, LONGUEIL-ANNE



Biotopes :

Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Friches urbaines, Mares et étangs, Prairies humides, Prairies sèches, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Rus intermittents et travertins, Tourbières et bas-marais, Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Aigrette garzette, Bécasse des marais, Blongios nain, Bruant des roseaux, Canard souchet, Echasse blanche, Fuligule morillon, Noctule commune, Petit Gravelot, Rainette verte, Râle d'eau, Sterne pierregarin, Vanneau huppé

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Achillée sternutatoire (*Achillea ptarmica*), Cerisier à grappes (*Prunus padus*), Gnaphale des forêts (*Gnaphalium sylvaticum*), Grande naïade (*Najas marina*), Ornithope délicat (*Ornithopus perpusillus*), Peucedan à feuilles de carvi (*Dichoropetalum carvifolia*), Potamot fluet (*Potamogeton pusillus*), Ratoncule naine (*Myosurus minimus*), Scirpe glauque (*Schoenoplectus tabernaemontani*), Vesce fausse-gesse (*Vicia lathyroides*)

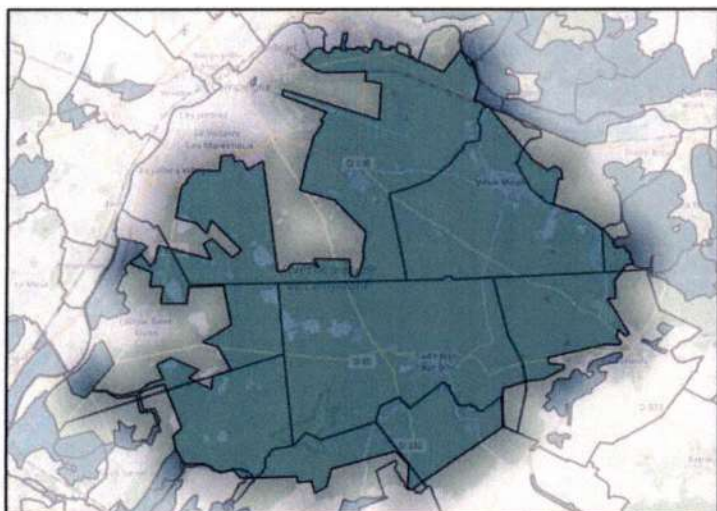
Bryophytes de Listes rouges :

Ricciocarpe nageant (*Ricciocarpos natans*)

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Ricciocarpe nageant (*Ricciocarpos natans*)





Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Bruant des roseaux, Courtilière commune, Dolomède commune, Échiquier, Gobemouche noir, Grand Murin, Grimpereau des bois, Leste dryade, Leste fiancé, Léopard agile, Murin de Bechstein, Noctule commune, Pouillot siffleur, Rainette verte, Sterne pierregarin, Sympétrum noir, Torcol fourmilier, Tourterelle des bois, Triton crêté

Espèces d'intérêt patrimonial :

Aesche affine, Aesche printanière, Becasse des bois, Bondrée apivore, Cidarie-Pivert, Criquet ensanglanté, Endromis versicolora, Faucon hobereau, Grand mars changeant, Grand Paon de nuit, Lacanobia splendens, Lucane cerf-volant, Martre, Mésange boréale, Mulot à collier roux, Murin à oreilles échancrées, Murin de Daubenton, Murin de Natterer, Noctule de Leisler, Orthétrum bleuissant, Petit Rhinolophe, Pic épeichette, Pic mar, Pic noir, Pipistrelle pygmée, Rougequeue à front blanc, Salamandre tachetée, Sedina buettneri, Taupin violacé, Thécla du Prunier, Triton ponctué

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Laiche de Maire (*Carex mairei*), Millepertuis des montagnes (*Hypericum montanum*), Œillet couché (*Dianthus deltoïdes*), Orobanche du genêt (*Orobancherapum-genistae*)

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Ail des ours (*Allium ursinum*), Anémone fausse-renoncule (*Anemone ranunculoides*), Anémone pulsatille (*Anemone pulsatilla*), Calamagrostide blanchâtre (*Calamagrostis canescens*), Cardamine amère (*Cardamine amara*), Cardamine impatiente (*Cardamine impatiens*), Cardère poilue (*Dipsacus pilosus*), Corydale à tubercule plein (*Corydalis solida*), Crassule mousse (*Crassula tillaea*), Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Domppe-venin officinal (*Vincetoxicum hirsundinaria*), Dorine à feuilles opposées (*Chrysosplenium oppositifolium*), Euphorbe douce (*Euphorbia dulcis*), Euphorbe raide (*Euphorbia stricta*), Féтуque hétérophylle (*Festuca heterophylla*), Fougère des marais (*Thelypteris palustris*), Fragon faux houx (*Ruscus aculeatus*), Gentiane croisetте (*Gentiana cruciata*), Grémil des champs (*Buglossoides arvensis*), Hellebore fétide (*Helleborus foetidus*), Laiche appauvrie (*Carex dioica*), Lichiste dentée (*Cerastium dentatum*), Lysimachie de France (*Lysimachia franska*), Mâchue (*Mentha sylvestris*), Moutarde blanche (*Sinapis alba*), Moutarde brune (*Sinapis nigra*), Moutarde noire (*Sinapis nigra*), Moutarde verte (*Sinapis nigra*), Moutarde jaune (*Sinapis nigra*), Moutarde rouge (*Sinapis nigra*), Moutarde violette (*Sinapis nigra*), Moutarde blanche (*Sinapis alba*), Moutarde brune (*Sinapis nigra*), Moutarde noire (*Sinapis nigra*), Moutarde verte (*Sinapis nigra*), Moutarde jaune (*Sinapis nigra*), Moutarde rouge (*Sinapis nigra*).

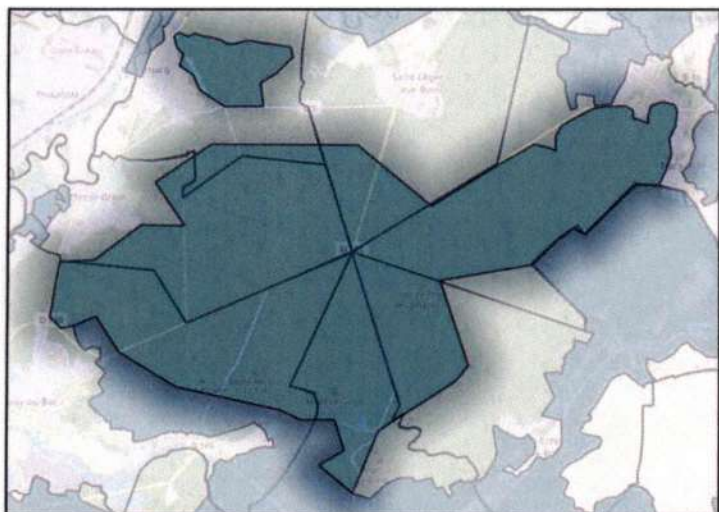
Bryophytes de Listes rouges :

Réboulie hémisphérique (*Reboulia hemisphaerica*)

Bryophytes d'intérêt patrimonial :

Dicrane vert (*Dicranum viride*), Eucladie verticillée (*Eucladium verticillatum*), Réboulie hémisphérique (*Reboulia hemisphaerica*)





Intérêt Départemental

Communes :

CHOISY-AU-BAC, LE PLESSIS-BRION,
MONTMACQ, RETHONDES, SAINT-CRÉPIN-AUX-
BOIS, SAINT-LÉGER-AUX-BOIS, TRACY-LE-MONT



Biotopes :

Boisements humides (forêt, clairières, lisières), Boisements secs (forêt,
clairières, lisières) Mares et étangs, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves),
Sources, rus intermittents

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Agrion de Mercure

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

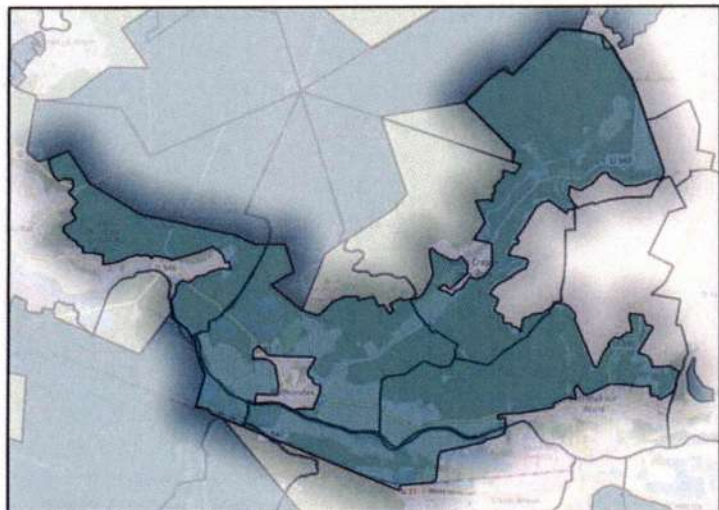
Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Intérêt Départemental

Communes :

ATTICHY, BERNEUIL-SUR-AISNE, CHOISY-AU-BAC, COMPIÈGNE, RETHONDES, SAINT-CRÉPIN-AUX-BOIS, TRACY-LE-MONT, TROSLY-BREUIL, VIEUX-MOULIN

Biotopes :

Bâti et cavités (sites à chiroptères), Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Friches urbaines et post-culturelles, Openfield (labours, chemins, haies), Prairies humides, Prairies sèches, Rochers (falaises, éboulis, murs), Sources, Mares et étangs, Rivières (cours d'eau, berges et ripisylves), Sources, rus intermittents, Zones humides ouvertes (roselière, mégaphorbiaie)



Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Busard Saint-Martin, Cigogne blanche, Échiquier, Grand Murin, Grand Rhinolophe, Milan noir, Murin de Bechstein, Râle d'eau, Sterne pierregarin, Vanneau huppé

Espèces d'intérêt patrimonial :

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

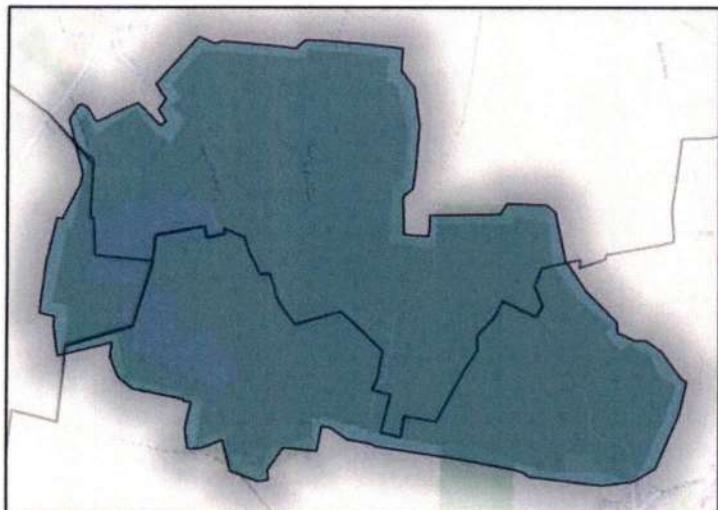
Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Campanule à feuilles de pêcher (*Campanula persicifolia*), Corydale à tubercule plein (*Corydalis solida*), Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Laiteron des marais (*Sonchus palustris*), Orme lisse (*Ulmus laevis*), Orobanche de la germandrée (*Orobanche teucrii*), Polygala amer (*Polygala amarella*), Potamot luisant (*Potamogeton lucens*), Potamot noueux (*Potamogeton nodosus*), Sceau-de-Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :





Communes :

NÉRY, RULLY, TRUMILLY



Biotopes :

Boisements secs (forêt, clairières, lisières), Friches , Landes sèches, Mares et étangs, Openfield (labours, chemins, haies), Pelouses sablesues et ourlets acidiphiles

Faune



Espèces issues de Listes rouges :

Hespérie du chiendent, Léopard vert, Tourterelle des bois

Espèces d'intérêt patrimonial :

Bouvreuil pivoine, Bruant jaune, Chevêche d'Athéna, Couleuvre à collier, Linotte mélodieuse, Locustelle tachetée, Pouillot fitis, Tarier pâtre

Flore

Flore vasculaire de Listes rouges :

Flore vasculaire d'intérêt patrimonial :

Corynéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*), Cynoglosse d'Allemagne (*Cynoglossum germanicum*), Cynoglosse officinale (*Cynoglossum officinale*), Fétuque noirissante (*Festuca nigrescens*), Germandrée botryde (*Teucrium botrys*), Ibérisme amère (*Iberis amara*), Laiche des sables (*Carex arenaria*), Mibore naine (*Mibora minima*), Stellaire pâle (*Stellaria pallida*), Véronique de Scheerer (*Veronica scheereri*)

Bryophytes de Listes rouges :

Bryophytes d'intérêt patrimonial :



PLAN D' ACTIONS (2022-2026) POUR LE MASSIF DU GRAND COMPIEGNOIS, ISSU DE LA CONCERTATION 2021-2022



Programme d'actions 2022 - 2026

Table des matières

Introduction :	3
Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif	4
1.1.1 Diversifier les essences et les peuplements, tester de nouvelles provenances / essences et de nouveaux itinéraires	4
1.1.2. Améliorer la qualité des coupes sur les zones sensibles et protéger les sols	5
1.1.3. Partager les enjeux pour restaurer l'équilibre forêt-gibier	6
1.2.1. Identifier les zones à fort enjeu écologique pour une gestion spécifique	7
1.2.2. Identifier, préserver et renforcer les bio corridors à enjeux du territoire (trame verte)	8
1.2.3. Restaurer et préserver les continuités écologiques humides forestières (trame bleue)	9
1.2.4. Conserver les habitats et la biodiversité grâce au dispositif Natura 2000	10
1.3.1. Initier un programme de recherche / expérimentation pour augmenter la résilience forestière	11
1.3.2. Étudier les évolutions probables des habitats et définir une stratégie de gestion face au changement climatique	12
1.3.3. Faire connaître et améliorer le financement des services rendus par la forêt aux territoires et aux populations	13
Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer	14
2.1.1. Structurer la gouvernance de la stratégie locale forestière	14
2.1.2. Produire et diffuser un rapport annuel sur la gestion forestière et le suivi de la stratégie	15
2.1.3. Préfigurer un observatoire de suivi de l'écosystème et de son évolution	16
2.2.1. Développer les chantiers participatifs	17
2.2.2. Responsabiliser et informer les usagers de la forêt	18
2.2.3. Mettre en place les ateliers communaux sur l'ensemble des communes volontaires	19
2.2.4. Pérenniser une « Fête de la forêt » multi-acteurs	20
Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt	21
3.1.1. Réaliser une étude de faisabilité pour créer une maison de la forêt et de l'environnement	21
3.1.2. Créer une offre pédagogique à destination des scolaires	22
3.1.3. Organiser et développer les offres encadrées par les professionnels	23
3.1.4. Consolider l'offre culturelle	24
3.2.1. Renforcer l'offre de randonnée et les sites d'accueil du public, valoriser le patrimoine historique	25
3.2.2. Redéfinir le schéma de circulation pour un équilibre des usages et le développement des mobilités douces	26
3.2.3. Développer les activités équestres	27
3.3.1. Lutter contre les déchets en forêt	28
Axe 4 : Valoriser la filière bois locale	29
4.1.1. Développer l'usage du bois de construction en circuit court	29
4.1.2. Développer les contrats d'approvisionnement avec les transformateurs locaux	30
4.2.1. Encadrer la récolte de bois de chauffage par les particuliers dans les communes	31
4.2.2. Valoriser et expliquer l'utilisation du bois énergie	32
4.3.1. Initier des projets de R&D sur la valorisation des bois déperissants	33

Introduction :

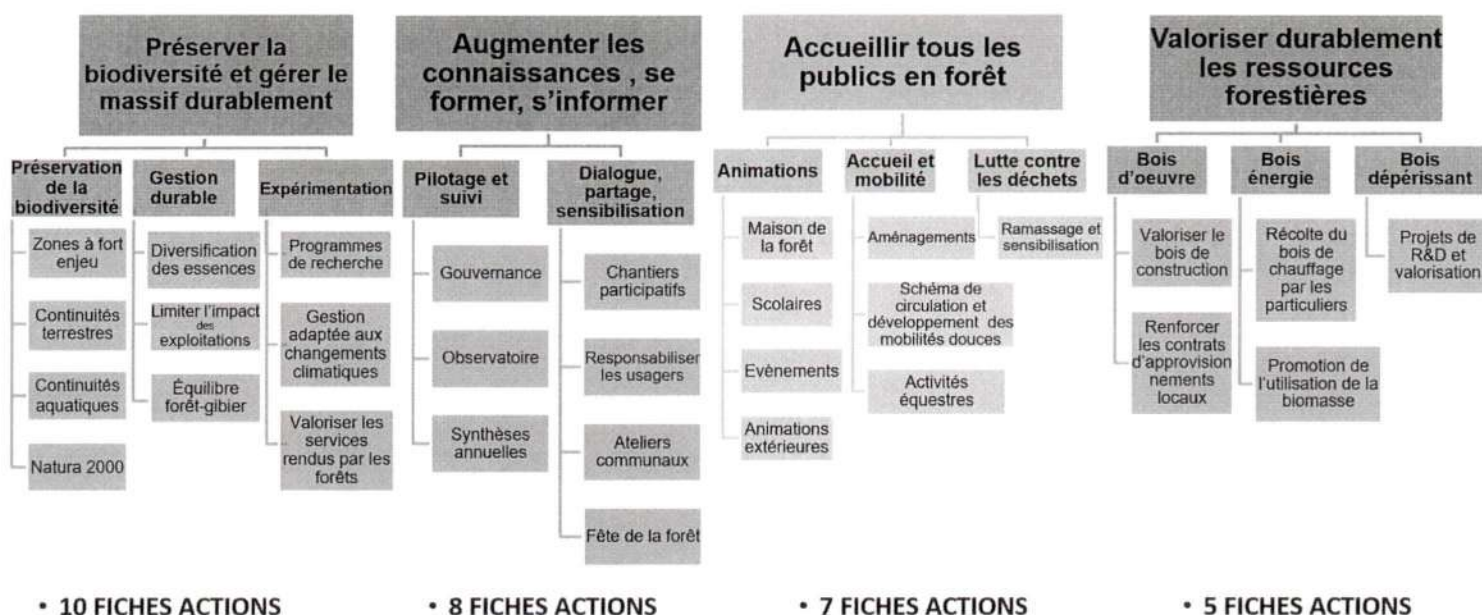
Le plan d'actions qui vous est présenté ci-dessous est l'aboutissement d'une démarche partenariale entre l'Office National des Forêts (ONF) et les intercommunalités de l'Association du Pays Compiégnois (APC). Cette démarche s'est appuyée sur une grande concertation ayant associé l'ensemble des acteurs de la forêt de septembre 2021 à octobre 2022.

Les quatre groupes de travail ont participé à l'élaboration de fiches actions pour répondre aux enjeux identifiés sur le massif :

- Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif
- Augmenter les connaissances, se former, s'informer
- Accueillir tous les publics en forêt
- Valoriser la filière bois locale

Ces fiches actions ont été reprises et mûries en comité de pilotage afin d'aboutir à un plan d'actions opérationnel, en y associant un budget prévisionnel à 5 ans (2022-2026).

30 actions pour 2022-2026



Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.1 : promouvoir une gestion durable

1.1.1 Diversifier les essences et les peuplements, tester de nouvelles provenances / essences et de nouveaux itinéraires	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Collecte de données / Expertise Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Synthétiser les connaissances actuelles en s'appuyant sur les projets nationaux et l'échange avec des spécialistes. Définir une liste d'essences et de provenances à tester sur le territoire Partager les données entre forêts domaniales et privées pour recenser les expérimentations déjà engagées sur le territoire Promouvoir les reconstitutions s'appuyant sur la dynamique naturelle avec des enrichissements en essences du bassin biogéographique européen Expérimenter des itinéraires de diversification intégrant la migration assistée et les îlots d'avenir pour construire la forêt mosaïque. 	<ul style="list-style-type: none"> 2023 : proposer une stratégie de renouvellement forestier intégrant la migration assistée des essences et provenances. Réaliser des chantiers participatifs pour planter la forêt de demain. 2022 – 2026 : Expérimenter la migration assistée, les nouvelles essences et la diversification des peuplements en cas de reconstitution. Partager entre forêts publiques et privées les expériences déjà engagées et à engager. Réaliser des retours d'expériences.
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none"> Augmenter la résilience forestière en recherchant de nouveaux itinéraires de renouvellement et de gestion Expérimenter et évaluer la migration assistée des provenances et des essences 	<ul style="list-style-type: none"> Travaux d'expérimentation : 1 M€ (200 000€/an) : frais d'acquisition de plans, mise en place, protections, suivi Animation / expertise : 150 000€ (30 000€/an, ONF, Fransylva)
MOA (et partenaires)	Sources de financements
ONF, forêt privée (<i>monde de la recherche, experts naturalistes, Centre nationale de la propriété forestière</i>)	Fonds de l'Etat (France Relance), ONF, propriétaires privés
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Trouver des solutions aux difficultés de reconstitution de la forêt Adapter la forêt sur le long terme et la rendre résiliente Identifier de nouveaux itinéraires sylvicoles et diversifier les peuplements forestiers Susciter le dialogue 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plants installés par essences / provenances Taux de réussite et évaluation des plantations et expérimentations Nombre de chantiers participatifs 	« Nous aurons réussi si nous avons des premiers retours d'expériences positifs et si nous avons pu définir une stratégie favorisant la migration assistée des essences et la diversification faisant consensus entre forestiers, scientifiques et associations »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.1 : promouvoir une gestion durable

1.1.2. Améliorer la qualité des coupes sur les zones sensibles et protéger les sols	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Partage / Dialogue / Animation Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un cahier des charges spécifique sur les coupes sensibles et exposées au public et réaliser un suivi de la qualité des exploitations. Former les techniciens et les exploitants au nouveau cahier des charges. Définir les zones de sensibilité paysagère dans lesquelles des prescriptions plus strictes seront imposées pour améliorer la qualité des exploitations (gestion des lisières, réduction des délais d'exploitation, remise en état des itinéraires de randonnée) Informers et concerter les élus en amont des exploitations dans les zones sensibles (ou via les ateliers communaux s'ils sont en place) 	<ul style="list-style-type: none"> 2023 : Présenter aux maires des communes forestières les prescriptions envisagées pour améliorer la qualité des exploitations. Mettre en place un système d'échange et de dialogue pour avertir élus et riverains en amont des exploitations dans les zones sensibles. 2024-2026 : Développer un outil d'évaluation et de suivi par échantillonnage de la qualité des exploitations (incluant une dimension technique et une dimension visuelle). Partager ces évaluations avec les exploitants, les élus et les associations.
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none"> Maîtriser l'impact des coupes sur les sols et la biodiversité Améliorer la qualité des exploitations dans les zones de sensibilité paysagère Informers les élus et les riverains pour partager les objectifs et enjeux des actions engagées dans le cadre de la gestion forestière 	<ul style="list-style-type: none"> Coûts supplémentaires d'exploitation liés aux prescriptions renforcées sur les zones sensibles Animation / expertise : 100 000€ (20 000€/an, ONF)
MOA (et partenaires)	Sources de financements
ONF, (collectivités, exploitants, Entrepreneurs des territoires, Fibois, PEFC)	ONF
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration visuelle de la qualité des exploitations dans les zones de sensibilité paysagère Partage de l'information et meilleure acceptabilité de la fonction de production de la forêt Protection renforcée des sols, donc de la biodiversité 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Validation de prescriptions pour les zones de sensibilité paysagère. Suivi de la qualité des exploitations Nombre annuel de parcelles avec échanges annuels avec les communes et riverains 	« Nous aurons réussi si nous réussissons à faire appliquer l'ensemble des prescriptions aux exploitants et si les élus et riverains sont satisfaits du dialogue en amont et de la qualité des exploitations »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.1 : promouvoir une gestion durable

1.1.3. Partager les enjeux pour restaurer l'équilibre forêt-gibier

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Partage / Dialogue / AnimationGestion durable / Conservation / Aménagements	Calendrier : 2023-2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Réalisation d'un document de synthèse qui présente les enjeux et les indicateurs pour définir les plans de chasse annuelsOrganiser des réunions d'échanges pour partager les données et les enjeuxAssocier les partenaires aux suivis des indices de pression sur le milieu (chantiers participatifs, etc.)	<ul style="list-style-type: none">2023 : lancement d'un groupe de travail pour renforcer la concertation avec les acteurs2023-2026 : Associer les partenaires aux suivis des indices de pression sur le milieu et réaliser un document synthétique et pédagogique à destination des élus et du grand public
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Sensibiliser les parties prenantes à l'impact des herbivores sur la résilience forestièrePartager les constats et les solutions pour restaurer l'équilibre forêt-gibier	<ul style="list-style-type: none">5 000€ de communicationAnimation / expertise : 50 000€ (10 000€/an) pour l'ONF, la FDC, l'ADCGG60
MOA (et partenaires)	Sources de financements
ONF, Fédération des chasseurs, Association départementale des chasseurs de grand gibier, (forêt privée, associations, élus)	ONF, Collectivités, FDC 60, ADCGG60
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Transparence sur les données qualitatives et quantitativesSuscite le dialogue et la pédagogie autour des évolutions de la faune et de la flore et des solutions proposéesFavorise la résilience du massifConnaissances au service de la gestion	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Réalisation de fiches de communicationNombre d'articles relayésParticipations aux relevés des indicateursNombre de réunions	« Nous aurons réussi si nous diffusons des éléments clairs et organisons un dialogue constructif »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.2 : suivre et préserver la biodiversité

1.2.1. Identifier les zones à fort enjeu écologique pour une gestion spécifique	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / ExpertiseGestion durable / Conservation / Aménagements	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Finaliser le projet de réserve biologique des Beaux Monts et mares Saint-LouisDéfinir et cartographier les habitats et les espèces à fort enjeux écologique et les orientations de gestionMettre en place les outils de gestion adaptée (statut et gestion spécifiques)Renforcer la trame de vieux bois	<ul style="list-style-type: none">2023 : Etude des enjeux patrimoniaux en forêt domaniale de Laigue. Classement de la réserve biologique des Beaux-Monts et mares St-Louis et communication associée.2024 : Actualiser les enjeux écologiques de la forêt de Compiègne.2024-2026 : mise en œuvre des dispositifs et outils de gestion adaptés aux enjeux.
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Construire la forêt mosaïque intégrant le réseau de sites d'intérêt écologique avec gestion différenciéeAnticiper l'impact des changements climatiques sur l'évolution des habitats naturels	<ul style="list-style-type: none">100 000€ (dont 50 000€ pour Laigue) et 5 000€ de communicationAnimation / expertise : 30 000€ (ONF)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, (collectivités, experts naturalistes : Conservatoire des espaces naturels, Conservatoire botanique national de Bailleul, Picardie Nature, Association des Entomologistes de Picardie)	ONF, EPCI, AESN, Europe, Etat, Région, Département, OFB, mécènes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Une mosaïque de milieux et une stratégie de zonage de l'espace avec gestion différenciéePréservation des espèces et habitats à enjeux et de leur fonctionnalité pour la résilience du massif dans un contexte de changement climatiqueFavorise une gouvernance partagée avec les partenaires techniques et suscite le dialogue	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Surfaces en gestion conservatoire y compris trame de vieux boisNombre de plans de gestion et rapports d'activité sur les travaux menés	« Nous aurons réussi si nous avons réalisé une cartographie des sites à enjeu écologique validé par les différents acteurs et que nous avons mis en place un programme d'actions »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.2 : suivre et préserver la biodiversité

1.2.2. Identifier, préserver et renforcer les bio corridors à enjeux du territoire (trame verte)	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Collecte de données / Expertise Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2024 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place les groupes de travail par territoire pour identifier les bio corridors terrestres à enjeux Définir les actions prioritaires à engager pour conforter et développer la trame forestière (connexions entre bois, forêts, zones urbaines et agricoles, rives de l'Aisne et de l'Oise) Renforcer la trame verte du territoire en encourageant la plantation d'arbres et la préservation des corridors boisés 	<ul style="list-style-type: none"> 2023 - 2024 : identifier les enjeux et les actions prioritaires via des groupes de travail dédiés. 2025-2026 : mettre en place un suivi cartographique à l'échelle du territoire et évaluer la fonctionnalité des trames vertes prioritaires. 2022 - 2026 : poursuivre la plantation d'arbres via les dispositifs existants (Parcours nature de l'ARC, Plan Arbre de la Région Hauts-de-France, accueil de mesures compensatoires, mesures agro-environnementales, etc.).
Objectifs	
<ul style="list-style-type: none"> Accroître et valoriser les connaissances sur la fonctionnalité des trames vertes Meilleure prise en compte dans les documents d'urbanisme et de planification forestière Renforcer la place de l'arbre sur le territoire (espaces urbains et agricoles), préserver les bio-corridors 	
MOA (et partenaires)	Coûts
Collectivités, (ONF, DREAL, forêt privée, monde agricole, experts naturalistes : Conservatoire des Espaces Naturels, Conservatoire botanique national de Bailleul, Picardie Nature)	<ul style="list-style-type: none"> Etudes et travaux : 100 000€ (soit 25 000€/an) Animation : 50 000€ (10 000€/an)
	Financements
	FEDER, Etat, OFB, Région, Département, RTE (ligne Francport), EPCI (ARC, CCLO, CCRV et CCPV)
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Préservation des corridors boisés du territoire et connexion entre les forêts et les milieux associés Renforcement de la fonctionnalité des trames écologiques et circulation des espèces pour mieux préserver la biodiversité et améliorer la résilience du massif Démocratisation des connaissances 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Rendus des études Données d'inventaires récoltées Actions réalisées 	« Nous aurons réussi si les trames écologiques sont identifiées et cartographiées et qu'une dynamique de plantation d'arbres et de haies se met en place sur le territoire »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.2 : suivre et préserver la biodiversité

1.2.3. Restaurer et préserver les continuités écologiques humides forestières (trame bleue)	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Collecte de données / Expertise Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2022- 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les études hydro-écologiques Restaurer les rus, les mares et plus généralement les zones humides et aquatiques Suivre et évaluer les actions 	<ul style="list-style-type: none"> 2022 : travaux sur des zones humides déjà identifiées (Grand Marais et programmes CTEC en cours) 2022 - 2023 : lancement du plan de gestion sur le périmètre Laigue / Ourscamp. Restauration du ru du Goderu. 2024 - 2025 : compléter l'inventaire des cours d'eau / zones humides à partir des données LIDAR sur Compiègne pour cartographier l'ensemble du réseau et réaliser un programme d'actions hiérarchiser 2026 : travaux sur les cours d'eau et zones humides selon programme d'actions Évaluation post-travaux à assurer au terme de chacune des opérations de travaux (en 2023 pour le Grand Marais)
Objectifs	
<ul style="list-style-type: none"> Obtenir une cartographie complète des réseaux hydrologiques et de la qualité de l'eau Retrouver une fonctionnalité hydrologique Augmenter la connectivité et la biodiversité associée Améliorer la connaissance sur les cortèges d'espèces ichtyologiques et entomologiques 	
MOA (et partenaires)	Coûts
Syndicat Mixte Oise Aronde (SMOA) et ONF (pour les sites domaniaux), (experts naturalistes)	<ul style="list-style-type: none"> 150 000€ d'études sur 5 ans 1 M€ de travaux sur 5 ans 40 000€ d'animation
	Financements
	Collectivités via leurs cotisations au SMOA, Agence de l'Eau Seine Normandie, Europe, Région, Département, ONF, SMOA, Syndicat Mixte Oise Moyenne, mécènes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Préservation des continuités écologiques et préservation de la qualité de l'eau qui favorisent la résilience du massif Amélioration de l'état de conservation des milieux et de la circulation des espèces associées 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Rendus des études Données d'inventaires récoltées Actions réalisées 	« Nous aurons réussi si les études sont réalisées, les travaux réalisés, et si la fonctionnalité de la trame bleue est restaurée sur les secteurs prioritaires »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.2 : suivre et préserver la biodiversité

1.2.4. Conserver les habitats et la biodiversité grâce au dispositif Natura 2000	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / ExpertisePartage / Dialogue / AnimationGestion durable / Conservation / AménagementsGouvernance	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
Animation et mise en œuvre du document d'objectifs (DOCOB) : <ul style="list-style-type: none">Suivi d'espèces et amélioration des connaissances sur les habitatsCommunication / information auprès d'un large publicÉlaboration de contrats Natura 2000 avec les forestiers	<ul style="list-style-type: none">Fin 2022 : réunion du comité de pilotage Natura 20002023 : Lancement d'une nouvelle prestation d'animation (pour 4 ans)2023 – 2026 : Animation et préparation de la révision du DOCOB (diagnostic approfondi) <p>Contractualisation avec les forestiers sur les mesures éligibles du DOCOB.</p>
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Préserver les habitats et les espèces qui sont à l'origine d'une « zone spéciale de conservation » (ZSC) et de « protection » (ZPS)Mettre en œuvre le document d'objectifs (DOCOB) et l'animation des sites Natura 2000Donner une dynamique via le comité de pilotage, l'articuler avec la démarche territoriale globale	<ul style="list-style-type: none">200 000€ d'animation (50 000€/an) + temps EPCI200 000€ de mise en œuvre du DOCOB sur 5 ans (contrats Natura 2000)Coûts de révision du DOCOB à prévoir
MOA (et partenaires)	Financements
ARC, (membres du copil, ONF, communes, EPCI, associations, services de l'État, chambres consulaires, forêt privée)	Europe (FEADER), Etat, Région, EPCI
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Améliorer et démocratiser les connaissancesPréservation des espèces et milieux d'intérêt communautaires et de la fonctionnalité des milieux dans un contexte de changement climatiqueImplication et dialogue avec les propriétairesGouvernance partagée	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Nombre de comité de pilotage / Animation lancéeNombre de contrats signés et montantsBilan annuel des connaissances	« Nous aurons réussi si la dynamique se poursuit : signature de contrats, inventaires participatifs, etc. et si nous faisons connaître le dispositif au-delà des seuls 'sachants' »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.3 : être support d'expérimentations et site pilote pour des actions spécifiques

1.3.1. Initier un programme de recherche / expérimentation pour augmenter la résilience forestière	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / Expertise	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
Solliciter les scientifiques pour engager un programme de recherche et d'expérimentation pour les forêts en crise du sud de l'Oise permettant de : <ul style="list-style-type: none">Comprendre les phénomènes et renforcer la résilience du massif par une planification et une gestion adaptée ;Associer les acteurs du territoire, faire participer les populations locales (sciences participatives, collecte de données, etc.)	<ul style="list-style-type: none">Fin 2022 : Cibler et prioriser les principaux sujets de questionnement liés à la gestion dans le contexte de dérèglement climatique. Contacter les organismes de recherche (INRAE, UTC, UPJV et autres universités) et identifier les synergies possibles.2023 : Organiser des rencontres avec les parties-prenantes, notamment le collectif « Ensemble, sauvons la forêt de Chantilly » et la communauté scientifique pour préparer des pistes de projets.Veille sur les moyens mobilisables (appels à projets, financements, etc.) et contribution aux montages des programmes de recherche multipartenaires.
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Accompagner l'évolution de la gestion forestière grâce aux connaissances scientifiquesImpliquer la communauté scientifique pour accompagner le territoire et servir de laboratoireComprendre les impacts du changement climatique et évaluer les stratégies d'adaptation et de gestion	<ul style="list-style-type: none">Coût à définir selon le programmeAnimation / expertise : 10 000€ (ONF et partenaires)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, Institut de France, DRAAF, Fibois, Organismes de recherche (<i>forêt privée, experts naturalistes, EPCI</i>)	France 2030, Appel à projets, Europe, État, Région, Conseil départemental
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Engager des programmes de recherche sur le territoireTerritoire laboratoire support de l'amélioration des connaissances scientifiques pour la résilience du massif	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Nombre de partenariats noués avec des organismes de recherche	« Nous aurons réussi si nous avons monté un ou plusieurs programmes de recherche financés et que le sud de l'Oise est retenu et reconnu comme territoire pilote pour les expérimentations et laboratoire forestier »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.3 : être support d'expérimentations et site pilote pour des actions spécifiques

1.3.2. Étudier les évolutions probables des habitats et définir une stratégie de gestion face au changement climatique

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / ExpertiseGestion durable / Conservation	Calendrier : 2023- 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Engager une étude sur la vulnérabilité des habitats et leurs évolutions en fonction de différents scénarii d'évolution du climat.Proposer des stratégies de conservation et d'adaptation	<ul style="list-style-type: none">2023 : recherche de financement et élaboration du cahier des charges.2023 - 2024 : étude de la vulnérabilité des habitats et des évolutions probables. Proposition d'une stratégie d'adaptation en réponse aux modifications climatiques et cartographie associée.2024 – 2026 : mise en œuvre des recommandations
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Avoir une vision prospective de l'évolution des habitatsOrienter la stratégie de gestion des habitats forestiers et associés en contexte d'évolution climatique (conservation, restauration, évolution)	<ul style="list-style-type: none">80 000€Animation / expertise : 15 000€ (ONF et partenaires)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, (scientifiques, forêt privée, experts naturalistes : Conservatoire des Espaces Naturels, Conservatoire botanique national de Bailleul, Picardie Nature, ADEP)	Appel à projets, ONF, Europe, Etat, Région, Conseil départemental, AESN, mécènes, OFB, EPCI
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Amélioration de la connaissance en vue de la résilience du massifAdaptation des outils et des scénarii de gestionPréservation / évolution des habitats et de leur fonctionnalité dans un contexte de changement climatiqueFavorise le dialogue et une gouvernance partagée avec les partenaires techniques	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Financement et production de l'étudeValidation de la stratégieMise en œuvre et suivi de la stratégie	« Nous aurons réussi si nous avons validé une stratégie de gestion et d'adaptation avec une hiérarchisation de la vulnérabilité des habitats face aux changements climatiques »

Axe 1 : Préserver la biodiversité et gérer durablement le massif

Objectif stratégique 1.3 : être support d'expérimentations et site pilote pour des actions spécifiques

1.3.3. Faire connaître et améliorer le financement des services rendus par la forêt aux territoires et aux populations	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / Expertise	Calendrier : 2022- 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Créer un support de communication local pour valoriser les services écosystémiquesPromouvoir ces services et démarcher les entreprises locales	<ul style="list-style-type: none">2023 : collecter les données locales sur les services écosystémiques rendus par les forêts du Compiégnois2024 : création d'un support local de valorisation et diffusion2023 – 2026 : promotion du dispositif, recherche d'entreprises privées et financeurs potentiels
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Faire connaître l'intérêt des services écosystémiques auprès des acteurs du territoire et en particulier d'acteurs économiques en vue de trouver des solutions de financementsSusciter des projets en forêt avec partenariats publics/privés	<ul style="list-style-type: none">10 000€ de communicationAnimation : 30 000€ (ONF, EPCI et Forêt privée)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, APC, forêt privée (<i>entreprises, associations environnementales, organismes de recherche, CCI</i>)	ONF, EPCI, Forêt privée, mécénat
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">L'implication et le dialogue avec les entreprises et acteurs économiquesLa sensibilisation du publicLe financement de projets pour la résilience du massif	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Nombre d'entreprises mobilisées et montantsProjets issus de ces partenariats	« Nous aurons réussi si les entreprises se mobilisent pour financer des projets en forêt »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : piloter et suivre le plan d'actions en lien avec les acteurs

2.1.1. Structurer la gouvernance de la stratégie locale forestière	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / Expertise	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Signer un protocole d'accord entre l'APC et l'ONFDéfinir et stabiliser la gouvernance du projet : composition, fonctionnement, fréquence du comité de pilotage / plénière, etcMettre en place les groupes de travail spécifiques aux actionsMettre en place un tableau de bord de suivi du projet	<ul style="list-style-type: none">2023 : signer le protocole d'accord, formaliser la gouvernance, installer les groupes de travail et mettre en place le tableau de bord de suivi de la stratégie2023-2026 : réunir annuellement le comité de pilotage, la plénière de suivi, les groupes de travail
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Prolonger la dynamique et piloter la stratégie concertéeFavoriser le partage d'informations avec les acteurs	<ul style="list-style-type: none">10 000€ de coûts liés aux événements annuels, aux visites10 000€ d'ingénierie
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, APC (ensemble des partenaires de la stratégie)	ONF, APC
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Pérennisation du dialogue et de l'implication des partenairesDiffusion et communication sur la stratégie partagéeGouvernance partagée	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Tableau de bord de suiviNombre de groupes de travailNombre de comités de pilotageNombre de plénièresNombre de participants / partenaires impliqués	« Nous aurons réussi si nous pérennisons la dynamique à travers la gouvernance, les groupes de travail et la concrétisation des actions »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : piloter et suivre le plan d'actions en lien avec les acteurs

2.1.2. Produire et diffuser un rapport annuel sur la gestion forestière et le suivi de la stratégie	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / Expertise	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Produire un rapport annuel de gestionProduire un rapport annuel de suivi de la stratégiePrésenter et diffuser le rapport annuel et le suivi du plan d'actions de la stratégie	<ul style="list-style-type: none">2023 : définir et consolider les modèles de rapport, présentation des bilans à l'automne2023-2026 : diffuser largement les rapports, les présenter annuellement et communiquer largement sur les actions et les partenaires engagés
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Partager / diffuser les principaux éléments de la gestion forestière au grand publicSuivre et faire connaître la stratégie forestière et le plan d'actions	<ul style="list-style-type: none">10 000€ liés aux suivi et production du rapport10 000€ de temps humain (APC et ONF)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, APC (ensemble des partenaires de la stratégie)	ONF, APC
Résultats attendus	Nature de l'impact
<ul style="list-style-type: none">Disposer des 2 documents de référence consolidés et accessibles au grand publicLes diffuser largement via l'ensemble des services communication des collectivités et les partenairesDiffuser les connaissances et susciter le dialogue	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Publication et diffusion du rapport annuelPublication et diffusion du suivi annuel de la stratégie	« Nous aurons réussi si les bilans de gestion et les actions mises en place sont accessibles, connus et partagés avec le plus grand nombre pour impliquer les partenaires et les habitants à la préservation des forêts »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : piloter et suivre le plan d'actions en lien avec les acteurs

2.1.3. Préfigurer un observatoire de suivi de l'écosystème et de son évolution

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / ExpertisePartage / Dialogue / Animation	Calendrier : 2024 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Mise en place d'un groupe de travail spécifiqueDéfinition d'indicateurs pertinents et réalistes de l'évolution de l'écosystème forestierProduction et actualisation des données	<ul style="list-style-type: none">2024 : installer le groupe de travail pour préciser les besoins (définir les indicateurs, les modalités de fonctionnement et de suivi de l'observatoire)2025 - 2026 : rechercher les financements pérennes pour le fonctionnement de l'observatoire
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Fédérer les énergies autour d'indicateurs partagésSuivre l'évolution des écosystèmes forestiers	<ul style="list-style-type: none">25 000€ d'ingénierie (pour la préfiguration)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, APC (<i>scientifiques, forêt privée, experts naturalistes</i>)	ONF, APC
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Pérenniser à terme un observatoire reconnuCollecter des données au service de la gestion et de la résilience du massifDiffuser, communiquer, rendre lisible l'information sur l'évolution du massif forestier	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Formalisation du fonctionnement de l'observatoire localPérennisation et financement de l'observatoireNombre d'acteurs associés	« Nous aurons réussi si nous réussissons à définir collectivement des indicateurs de suivi pertinents et les modalités de fonctionnement, de mise à jour et de diffusion »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : dialoguer, partager et responsabiliser les usagers

2.2.1. Développer les chantiers participatifs

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">• Collecte de données / Expertise• Partage / Dialogue / Animation• Gestion durable / Conservation / Aménagements	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">• Organiser des chantiers participatifs avec les gestionnaires, les associations et les communes• Proposer et animer un programme annuel• Valoriser les actions	<ul style="list-style-type: none">• 2023 : établir des propositions structurées (lieux, intervenants, publics ciblés...), former des référents au sein des associations, associer les communes de situation• 2023-2026 : animer un programme d'actions annuel et le valoriser
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser le grand public à la forêt• Impliquer les usagers et habitants par l'action• Echanger sur les enjeux et défis pour la forêt	<ul style="list-style-type: none">• 15 000€ d'équipements et de formations vers les associations• 75 000€ d'animation (ONF, associations)
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, APC, associations, communes	ONF, APC, Département, Région, associations (via bénévolat valorisé)
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place une dynamique collective pour la sauvegarde des forêts et plus largement de l'environnement• Valoriser l'action des associations• Susciter le dialogue et le partage des connaissances	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de chantiers annuels réalisés• Nombre de participants	« Nous aurons réussi si nous proposons un programme annuel riche et complémentaire avec les associations, en associant les communes de situation, et si les habitants et les enfants y participent activement »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : dialoguer, partager et responsabiliser les usagers

2.2.2. Responsabiliser et informer les usagers de la forêt	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">• Collecte de données / Expertise• Partage / Dialogue / Animation• Gestion durable / Conservation / Aménagements	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">• Diffuser une charte de l'utilisateur et de bonnes pratiques en forêt• Diffuser l'information relative aux différents risques en forêt via des supports adaptés• Démultiplier et optimiser les canaux de diffusion	<ul style="list-style-type: none">• 2023 : cibler les principaux et différents vecteurs de diffusion de l'information, diffuser la charte de bonne pratique et cibler les messages liés aux différents risques• 2023 – 2026 : diffuser largement la charte et sensibiliser prévenir sur les risques
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">• Diffuser plus largement une information claire• Faire connaître, sensibiliser et former le citoyen au respect de la forêt et ses risques	<ul style="list-style-type: none">• 25 000€• 25 000€ d'animation
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, EPCI, communes (forêt privée, professionnels, associations)	EPCI, communes, ONF
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">• Responsabiliser le citoyen au respect de la forêt et des autres• Prévenir les risques en forêt• Susciter le dialogue	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de relais de communication	« Nous aurons réussi si nous diffusons largement les règles et bonnes pratiques en forêt, et si nous sensibilisons les usagers aux différents risques »

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : dialoguer, partager et responsabiliser les usagers

2.2.3. Mettre en place les ateliers communaux sur l'ensemble des communes volontaires

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">• Collecte de données / Expertise• Partage / Dialogue / Animation		Calendrier : 2022 - 2026	
Description		Prochaines étapes	
<ul style="list-style-type: none">• Installer et animer un atelier communal par commune volontaire (préparation de l'ordre du jour par les membres de l'atelier, co-animation par l'ONF et la commune) en salle ou sur le terrain.• Assurer le suivi et la mise en œuvre des décisions communes et actions locales		<ul style="list-style-type: none">• 2022 : élaboration du cadre de fonctionnement et des objectifs des ateliers communaux. Présentation aux élus du territoire• 2022 - 2023 : proposition de mise en place des ateliers aux communes (ou regroupement de commune) volontaires• 2023 – 2026 : organisation des ateliers et suivi des initiatives locales	
Objectifs		Coûts	
<ul style="list-style-type: none">• Créer un dialogue autour des enjeux forestiers à l'échelle très locale (communale)• Sensibiliser et impliquer les habitants à la vie de « leur » forêt• Diffuser l'information utile au plus près du terrain		<ul style="list-style-type: none">• 150 000€ (soit 30 000€/an) d'animation de l'ONF	
MOA (et partenaires)		Financements	
ONF, communes		ONF, communes, appels à projet / AMI	
Résultats attendus			
<ul style="list-style-type: none">• Retisser le lien entre les habitants et la forêt• Renforcer la relation entre la commune et l'ONF par le dialogue• Favoriser la résilience du massif			
Indicateurs de suivi		Indicateur de réussite	
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de communes avec ateliers• Nombre de participants / ateliers et totaux		« Nous aurons réussi si nous installons et animons avec les élus des ateliers pour 80 % des communes de situation de la forêt domaniale »	

Axe 2 : Augmenter les connaissances, se former, s'informer

Objectif stratégique 2.1 : dialoguer, partager et responsabiliser les usagers

2.2.4. Pérenniser une « Fête de la forêt » multi-acteurs	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Partage / Dialogue / Animation	Calendrier : 2022-2026
Description	-Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Organiser un événement bisannuel sur le territoire	<ul style="list-style-type: none">2023 : évaluer les différents événements réalisés ces dernières années, préciser les attentes et les objectifs2024 : préparer et concrétiser le prochain événement2025 – 2026 : évaluer les résultats et le modèle économique
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Fédérer les acteurs locaux autour d'un rendez-vous régulier qui attire les visiteurs et valorise l'image du territoire et de son patrimoine naturelInformier et sensibiliser le public sur la forêtPromouvoir la filière forêt – bois et ses métiers	<ul style="list-style-type: none">80 000€ (pour 2 événements une fois tous les 2 ans)50 000€ d'animation (ONF, EPCI)
MO (et partenaires)	Financements
EPCI, offices de tourisme, APC (<i>associations, professionnels forêt – bois, forestiers public et privés</i>)	EPCI, ONF, collectivités (Région, Département, Communes), Europe
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Promotion du territoire, de la forêt et de la filière forêt – bois, ainsi que les métiers qui la composentDémocratiser les connaissances et sensibiliser le grand public	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Nombre de visiteurs / événementsNiveau de satisfaction des visiteurs (enquête de satisfaction)Evaluation des coûts / bénéfices et du modèle économique	« Nous aurons réussi si un nouvel événement est organisé en 2024 et que c'est un beau succès »

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.1 : proposer une offre touristique originale, immersive et diversifiée

3.1.1. Réaliser une étude de faisabilité pour créer une maison de la forêt et de l'environnement	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collectes de données / ExpertisePartage / Dialogue / Animation	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Installer un groupe de travail réunissant les parties prenantes pour définir la faisabilité et le contenu d'une maison de la forêt et de l'environnement (MFE)Selon l'analyse, créer une Maison de la forêt et de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">2023 : mise en place et réunions du groupe de travail afin de préciser les besoins, le lieu, le contenu, les coûts (investissement et fonctionnement) et les opportunités de financements pour une MFEFin 2023 : présenter les travaux et les conclusions aux partenaires et aux élus, préparer le budget de réalisation selon faisabilité2024-2026 : travaux d'aménagement, réalisation de contenus, mise en place du fonctionnement
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Créer un lieu dédié à la forêt et à l'environnement pour sensibiliser, informer, former, accueillir des groupes et des écoles, proposer des événements (conférence, exposition, etc.)	<ul style="list-style-type: none">20 000€ d'ingénierie et d'animation du groupe de travailCoûts d'investissements et de fonctionnement à prévoir en fonction des conclusions de l'étude
MOA (et partenaires)	Financements
APC, (ONF, EPCI, OT, CPIE, associations locales, SMOA, forêt privée)	Europe, Etat (FNADT), Région, Département, ONF, EPCI, Communes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Fédérer les acteurs locauxAttirer les visiteurs et valoriser l'image du territoire et des forêtsDémocratiser les connaissances et sensibiliser un public spécifique	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Réalisation d'une étude de faisabilitéRéalisation de la MFE si validation et financementsSuivi de l'activité et de la fréquentation	« Nous aurons réussi si l'étude de faisabilité est concluante et que les parties s'engagent pour sa concrétisation »

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.1 : proposer une offre touristique originale, immersive et diversifiée

3.1.2. Créer une offre pédagogique à destination des scolaires	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Partage / Dialogue / Animation 	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Définir et promouvoir l'offre pédagogique Réaliser des soutils pédagogiques Réaliser des parcours pédagogiques en forêt Valoriser la plateforme nationale « La Forêt et nous » et les outils existants (Jeune Oisi'ENS, La forêt s'invite à l'école, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> 2023 – 2024 : recensement de l'offre pédagogique existante auprès des différents acteurs (associations, ONF, forêt privée, etc.) Consolidation et promotion de l'offre annuelle sur le territoire Choix des sites forestiers pour l'accueil des groupes (accompagnés ou en autonomie) Adaptation des supports au contexte compiégnois 2025-2026 : aménagement de sites dédiés à l'accueil des jeunes publics
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les jeunes générations à la forêt Proposer une offre pédagogique de qualité, cohérente avec les enjeux actuels de la forêt et les programmes scolaires Faire connaître et rendre visible cette offre 	<ul style="list-style-type: none"> 20 000€ de supports 70 000€ d'aménagements (parcours pédagogiques) 20 000€ d'animation
MDO (et partenaires)	Financements
ONF, APC, (Education nationale, Associations, CPIE, forêt privée)	EPCI, Communes, ONF, Etat, Région, Département (via programmes éducatifs spécifiques), mécènes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Utiliser la forêt comme support à l'éducation à l'environnement et aux apprentissages scolaires Aider les enseignants à préparer leur sortie Apporter un contenu cohérent avec les programmes scolaires Faire participer les jeunes générations à la préservation des forêts Démocratiser les connaissances et sensibiliser le jeune public 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Offre annuelle et visibilité de l'offre Nombre d'animations / an et par structure Nombre d'établissements et d'élèves / an Site aménagé avec parcours et supports accessibles en autonomie 	« Nous aurons réussi si une offre d'animation multi acteurs et de qualité est proposée aux écoles, ainsi que des parcours pour l'accueil des classes en autonomie et si cette offre est un succès. »

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.1 : proposer une offre touristique originale, immersive et diversifiée

3.1.3. Organiser et développer les offres encadrées par les professionnels

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Partage / Dialogue / AnimationGestion durable / Conservation / Aménagements		Calendrier : 2023 - 2026	
Description		Prochaines étapes	
<ul style="list-style-type: none">Recenser et analyser les offres existantes / à développerExpliquer et faire connaître le cadre pour les autorisations et le conventionnement entre le porteur de projet et le propriétaire / gestionnaire		<ul style="list-style-type: none">2023 – 2024 : recenser les activités actuelles et les conventions. Évaluer le besoin en offres nouvelles (au regard de l'existant). En lien avec les OT, sélectionner les prestataires. Établir une charte de bonnes pratiques et les partenariats/conventions.2025 – 2026 : faire connaître les offres, diffuser l'information. Évaluer le développement des activités et l'attractivité du territoire, les impacts sur les milieux naturels ➔ Adapter la stratégie selon les résultats obtenus.	
Objectifs		Coûts	
<ul style="list-style-type: none">Organiser et développer une offre d'activités variées respectueuses de la forêt.Promouvoir les bonnes pratiques, les activités et les organisateursConventionner entre propriétaires et prestataires		<ul style="list-style-type: none">20 000€ d'animation (OT, ONF)	
MOA (et partenaires)		Financements	
Offices de tourisme, EPCI, ONF, Propriétaires privés		EPCI, Communes, ONF, Fonds privés/porteurs de projets	
Résultats attendus			
<ul style="list-style-type: none">Une approche partenariale gagnant/gagnant pour offrir au visiteur des expériences immersives respectueuse des forêtsFaire contribuer les professionnels à la vie et à la préservation de la forêtSécuriser l'activité des professionnels et des forestiers, concilier les usagesDévelopper l'attractivité du territoireFavorise une gouvernance partagée			
Indicateurs de suivi		Indicateur de réussite	
<ul style="list-style-type: none">Stratégie rédigée, avec objectifs ciblésNombre de prestations proposées / anNombre de conventions signéesNombre de professionnels concernés, emplois créésNombre de visiteurs/clients bénéficiaires		« Nous aurons réussi si une offre est diversifiée et répondant aux attentes des usagers est proposée, que les modèles économiques et les partenariats fonctionnent afin de garantir la pérennité de l'activité »	

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.1 : proposer une offre touristique originale, immersive et diversifiée

3.1.4. Consolider l'offre culturelle

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Partage / Dialogue / Animation 	Calendrier : 2022 - 2026
Description <ul style="list-style-type: none"> Pérenniser l'offre existante (Festival des Forêts, Branche et ciné, visites guidées) Coordonner les calendriers Communiquer et promouvoir les événements Mesurer le taux de satisfaction 	Prochaines étapes <ul style="list-style-type: none"> 2023 : recenser l'offre existante et analyser leur rayonnement/impact. Analyser le potentiel de développement et les améliorations. 2024 : rédiger une stratégie partagée entre acteurs 2025 – 2026 : organiser un programme d'évènements réguliers et améliorer sa visibilité et son impact
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> Développer et promouvoir l'offre culturelle immersive en s'appuyant sur la forêt Favoriser le partenariat entre les structures et l'ancrage sur le territoire 	Coûts <ul style="list-style-type: none"> 75 000€ d'animation (OT, ONF) 2,275 M€ (400 k€/an pour le Festival des Forêts, 15 k€/an Branche et Ciné, 40 k€ visites guidées...)
MOA (et partenaires) <p>Offices de tourisme, EPCI, ONF, Propriétaires privés, Festival des Forêts</p>	Financements <p>EPCI, Communes, ONF, Europe, Etat, Région, Département, Mécènes, Billetterie</p>
Résultats attendus <ul style="list-style-type: none"> Une offre événementielle diversifiée, multi thématiques et visible pour attirer des publics différents Une approche partenariale gagnant/gagnant pour offrir au visiteur des expériences immersives respectueuse des forêts Sensibilise le public Favorise une gouvernance partagée et rend le territoire attractif 	
Indicateurs de suivi <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'évènements proposés / an Nombre de visiteurs Taux, éléments de satisfaction 	Indicateur de réussite <p>« Nous aurons réussi si un programme culturel en forêt se pérennise et rencontre un public toujours plus large et si les différents acteurs se fédèrent autour de cette offre ».</p>

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.2 : renforcer les structures d'accueil et de mobilité

3.2.1. Renforcer l'offre de randonnée et les sites d'accueil du public, valoriser le patrimoine historique	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un comité spécifique pour mettre à jour puis en œuvre le schéma d'accueil Valoriser les sites phares (étangs Saint-Pierre, Berceau de l'impératrice, Saint-Pierre en Chastres, Beaux Monts, Vivier-Corax) Valoriser les points de vue emblématiques Créer et entretenir des parcours thématiques Établir et rendre lisible un réseau d'itinéraires de randonnée (pédestre, cyclo, équestre) Labelliser et valoriser les arbres remarquables Planter des arbres d'exception (hors forêt domaniale) <p><u>Patrimoine :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Entretenir la chapelle Sainte-Corneille Sauvegarder le site de Saint-Pierre-en-Chastres Restaurer le « petit patrimoine » en forêt (puits, poteaux de carrefour, ponceaux, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> 2023 : mise en place du comité spécifique. Valoriser les aménagements en cours, mettre à jour le schéma d'accueil (intégrant forêt de Laigue) et le faire connaître. Labéliser et promouvoir les arbres remarquables Définir les nouveaux aménagements à réaliser, rechercher les financements pour les réaliser et les entretenir 2024-2025 : réalisation de nouveaux aménagements 2023-2026 : entretien des sites existants
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none"> Mieux accueillir les publics en forêt Proposer et promouvoir une offre de loisirs en forêt moderne, diversifiée et ludique Concentrer les visites sur des points d'intérêts pour concilier les usages, rationaliser les coûts et préserver le reste de la forêt 	<ul style="list-style-type: none"> 1,26 M€ en cours (étangs Saint-Pierre, Mont Saint-Pierre, parcours Saint-Sauveur, Beaux Monts) + 900 000€ à prévoir (investissements et entretien des sentiers et des équipements) 100 000€ d'ingénierie Coûts complémentaires à définir pour le patrimoine historique
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, EPCI, APC, communes, OT, Oise Tourisme, associations, DRAC...	Europe, Etat, Région, Interreg, Département, EPCI, ONF, Communes, mécènes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none"> Renforce l'attractivité du territoire et le cadre de vie (bien-être des populations locales et visiteurs) Préserve et permet la découverte des patrimoines naturels et culturels fragiles, dans le respect des milieux et des vestiges Favorise une gouvernance partagée 	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none"> Moyens mobilisés pour équiper et entretenir les sites d'accueil et les itinéraires de randonnée Reconnaissance et fréquentation des sites 	« Nous aurons réussi si nous réussissons collectivement à coordonner nos moyens pour aménager et entretenir les sites et itinéraires pour mieux accueillir les publics et renforcer l'attractivité du territoire et du cadre de vie »

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.2 : renforcer les structures d'accueil et de mobilité

3.2.2. Redéfinir le schéma de circulation pour un équilibre des usages et le développement des mobilités douces

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2023 - 2026
Description <ul style="list-style-type: none"> Concerter et réaliser le schéma de circulation avec les élus concernés Poursuivre la réduction de la circulation motorisée en forêt et rendre des voies forestières aux publics prioritaires (piétons, cyclistes et chevaux) Conventionner avec les collectivités ayant la compétence voirie pour l'usage de transit routier sur les tronçons retenus 	Prochaines étapes <ul style="list-style-type: none"> 2023 : réunions spécifiques entre l'ONF et les élus concernés pour définir le schéma de circulation, les aménagements à réaliser et les modalités de mise en œuvre. 2023-2026 : poursuite de la fermeture à la circulation motorisée des routes forestières sans enjeu de transit. Mise en place des modalités de réfection et d'entretien pour la fonction de transit routier. Communication sur l'évolution des usages sur les voiries concernées.
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> Développer les mobilités douces pour découvrir la forêt Limiter les conflits d'usage 	Coûts <ul style="list-style-type: none"> Coût de travaux à chiffrer après définition du schéma de circulation Coûts d'animation et d'ingénierie 30 000€
MOA (et partenaires)	Financements
EPCI, communes, ONF, (Conseil départemental)	EPCI, communes, ONF, département
Résultats attendus <ul style="list-style-type: none"> Réduire les nuisances liées aux véhicules à moteur en forêt (déchets, dérangement, écrasement de faune, etc.) Renforcer la sécurité des usagers prioritaires en forêt (mobilités douces) Renforcer la sécurité des automobilistes sur les routes forestières de transit via des conventions et financements dédiés Favoriser la sobriété énergétique 	
Indicateurs de suivi <ul style="list-style-type: none"> Schéma de circulation mis à jour Linéaire de voiries dédiées aux mobilités douces Linéaires de voiries ouvertes au transit routier et conventionnés 	Indicateur de réussite <p>« Nous aurons réussi si nous stabilisons le schéma de circulation en forêt et trouvons les moyens de sécuriser et d'entretenir la fonction de transit sur les routes forestières qui le justifient »</p>

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.2 : renforcer les structures d'accueil et de mobilité

3.2.3. Développer les activités équestres	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Gestion durable / Conservation / Aménagements	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Renforcer et entretenir l'offre de randonnée équestrePromouvoir les activités de balades équestres respectueuses de l'environnement et des autres usagers dont la Route d'ArtagnanÉtudier la mise en place d'une offre d'hébergement adapté (gîte équestre)	<ul style="list-style-type: none">2023 : réunir les structures du tourisme équestre pour préciser les potentiels existants et les besoins. Etudier l'opportunité d'un hébergement en collaboration avec les partenaires. Étudier les possibilités d'itinéraires dédiés (circuits balisés dans le Grand Parc, boucles équestres, Route d'Artagnan)2024 : Accompagner et encadrer le développement des pratiques équestres (bonnes pratiques, conciliation des usages)2025 – 2026 : baliser les itinéraires et réaliser les équipements et les entretenir Promouvoir l'offre équestre en lien avec les offices du tourisme
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Valoriser un mode doux à vocation touristiquePromouvoir le lien historique entre le cheval et la forêtStructurer le tourisme équestre sur le territoire via l'atout que constitue la forêt	<ul style="list-style-type: none">50 000€ (étude, itinéraires et signalisation)Projet de gîte équestre à chiffrer15 000€ d'ingénierie
MOA (et partenaires)	Financements
EPCI, Pôle équestre, (Centres équestres, Fédération du tourisme équestre, ONF, Oise Tourisme, OT)	Europe, État, Région, Département, EPCI, Fédération du Tourisme équestre, ONF
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Faire du Compiégnois une destination « cheval » grâce à la forêt, découverte du territoire et de son patrimoineRenforce l'attractivité du territoire et du cadre de vieFédère les acteursDéveloppement des mobilités douces	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Réalisation d'un gîte équestreLinéaires d'itinéraires équestres balisés et entretenusFréquentation des structures équestres	« Nous aurons réussi si nous rassemblons les partenaires autour d'un projet commun de valorisation du tourisme équestre, amorcé un projet de gîte équestre et consolider les équipements et itinéraires sur le territoire pour faire du Compiégnois une destination cheval »

Axe 3 : Accueillir tous les publics en forêt

Objectif stratégique 3.3 : une forêt plus propre et sécurisée

3.3.1. Lutter contre les déchets en forêt

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none"> Gestion durable / Conservation / Aménagements 	Calendrier : 2023 - 2026
Description <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser, communiquer auprès des usagers pour produire moins de déchets Mutualiser les moyens pour ramasser les déchets Encourager, valoriser et soutenir les initiatives bénévoles (forêts propres, équipements...) Travailler étroitement avec les forces de l'ordre et la justice sur le volet répressif 	Prochaines étapes <ul style="list-style-type: none"> 2023 : travailler avec le SMDO et les collectivités pour définir les possibilités de mutualisation de moyens pour sensibiliser / communiquer et ramasser / traiter les déchets en forêt Pérenniser les opérations de surveillance ONF et interservices 2023-2026 : encourager et valoriser le travail des associations et les initiatives bénévoles de ramassage des déchets. Organiser les opérations « forêts propres » en lien avec les collectivités, les associations, les écoles, les entreprises, etc.
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> Limitier les quantités de déchets déposés en forêt Renforcer la sensibilisation et la surveillance / répression Mutualiser les moyens, coordonner le ramassage et en réduire les coûts 	Coûts <ul style="list-style-type: none"> 250 000€ (soit 50 000€/an) de ramassage et traitement des déchets en forêt 20 000€ d'ingénierie
MOA (et partenaires)	Financements
ONF, SMDO (EPCI, communes, associations, forêt privée)	EPCI, Conseil départemental, ONF, communes, entreprises, SMDO
Résultats attendus <ul style="list-style-type: none"> Des forêts plus propres, mieux respectées et plus résilientes Sensibilise un public spécifique et renforcement l'éducation à la citoyenneté et à l'environnement Améliore l'image de la forêt et du territoire Fédère les acteurs Mieux accueillir les publics 	
Indicateurs de suivi <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'opérations de ramassage Nombre d'acteurs impliqués Évolution des coûts 	Indicateur de réussite <p>« Nous aurons réussi si nous mutualisons nos moyens pour des forêts sans déchet et si nous associons de nouveaux partenaires à cet objectif. »</p>

Axe 4 : Valoriser la filière bois locale

Objectif stratégique 4.1 : favoriser l'utilisation du bois local

4.1.1. Développer l'usage du bois de construction en circuit court	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Développement économique durable	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Recenser les constructions et les projets locaux en boisOrganiser une visite avec élus, prescripteurs et acteurs de la filière d'un bâtiment bois « vitrine » du territoire	<ul style="list-style-type: none">2023 - 2024 : lancer via Fibois l'inventaire des professionnels, l'offre locale, les bâtiments témoins et les projets de construction bois2024 -2026 : organiser une visite de bâtiment ou chantier vitrine sur le territoire.
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Développer l'usage du bois sur le territoire pour une économie bas carboneRécréer un lien économique entre le territoire et sa forêt	<ul style="list-style-type: none">10 000€10 000€ d'animation
MOA (et partenaires)	Sources de financements
Fibois, collectivités	Etat, Ademe, Région, collectivités
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation des prescripteurs à l'utilisation du bois local : élus, bailleurs sociaux, architectes, etc.Lancement d'un projet pilote en bois sur le territoireDéveloppement d'une offre locale (mobilier extérieur, rénovation – extension - isolation, bâtiment agricole, etc.)Favorise la filière bois locale (emplois, empreinte carbone, etc.)	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Inventaire des réalisations et projets de constructions et d'aménagements extérieurs intégrant du boisNombre de participants à la visite du projet vitrine	« Nous aurons réussi si l'usage du bois construction se développe sur le Compiégnois et si les prescripteurs adoptent le réflexe bois dans leurs projets »

Axe 4 : Valoriser la filière bois locale

Objectif stratégique 4.1 : favoriser l'utilisation du bois local

4.1.2. Développer les contrats d'approvisionnement avec les transformateurs locaux	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Gestion durableDéveloppement économique durable	Calendrier : 2022 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Doubler le volume de bois vendus sous contrat d'approvisionnement en forêt domaniale à horizon 2026 (/ réf. 2021)Recruter plus d'ETF via des marchés pluriannuels et adaptés pour exploiter les bois livrés bord de route ou usineOrganiser des formations spécifiquesOrganiser des formations / informations à destination des ETF	<ul style="list-style-type: none">2023 : analyse prospective de la récolte domaniale par qualité2023 – 2026 : réunion de présentation des marchés ONF à destination des ETF, recherche de nouveaux transformateurs pour les qualités et essences secondaires, poursuite du développement des contrats d'approvisionnement existants, formations des personnels
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Sécuriser la régularité des approvisionnements bois de la première transformation via des contratsFidéliser les ETF prestataires en passant de la notion de prestataires à la notion de partenaires techniquesFormer les forestiers à la conduite de chantiers d'exploitation et au cubage / classement des bois pour les contratsFormer les ETF aux prescriptions spécifiques en forêt	<ul style="list-style-type: none">70 000€
MOA (et partenaires)	Sources de financements
ONF, entreprises de travaux forestiers, Fédération régionale des entrepreneurs du territoire, Fibois, FNB	ONF
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Visibilité matière et prix pour les scieurs et les ETF permettant investissement et innovationRégularité du revenu pour le propriétaireFavoriser la filière, les emplois locaux et l'usage du bois sur le territoireSobriété, économie bas carbone et souveraineté énergétique	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Evolution 2021 – 2025 du nombre de contrats d'approvisionnement et des volumes contractualisésNombre de formations et personnels formés	« Nous aurons réussi si nous doublons les volumes contractualisés vers les transformateurs du bois à horizon 2026 et si nous fidélisons les entreprises de travaux forestiers jusqu'à en faire des partenaires techniques au service de la transformation locale du bois »

Axe 4 : Valoriser la filière bois locale

Objectif stratégique 4.2 : promouvoir le bois énergie en circuit court

4.2.1. Encadrer la récolte de bois de chauffage par les particuliers dans les communes

Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Partage / Dialogue / AnimationGestion durable / Conservation / Aménagement	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Travailler avec les élus communaux pour identifier les besoins et les attentesFaire connaître le cadre règlementaire et promouvoir les bonnes pratiques (droits - devoirs, coûts, modalités, sécurité, outillage)Encadrer la pratique au regard des risques liés à l'exploitation et vis-à-vis du marché professionnelSensibiliser / former les intervenants	<ul style="list-style-type: none">2023 : identifier le potentiel offre – demande (ONF avec communes de situation) et le dispositif de formation – sensibilisation en lien avec l'Institut Charles Quentin2024 : porter à connaissance auprès des habitants via les communes2023 – 2026 : accompagner la mise en place et les formations / sensibilisation
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Recréer du lien entre l'utilisation de la forêt et du bois et les habitantsSensibiliser et former aux risques et la sécurité liés à l'exploitation forestièreEntretien des bordures, entrées, lisières de forêtsPermettre une source d'énergie d'appoint en contexte de crise énergétique	<ul style="list-style-type: none">5 000€ de communication5 000€ de formation
MOA (et partenaires)	Sources de financements
ONF, communes	ONF, EPCI, communes
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Faire connaître le processus et son intérêtPromouvoir le bois énergie en circuit courtRenforcer le lien forêt-sociétéFavorise la filière bois locale	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Suivi du nombre d'habitants exploitant du bois de chauffage pour leurs besoins domestiquesNombre de personnes formées	« Nous aurons réussi si les habitants se réapproprient l'usage du bois, tout en garantissant leur sécurité et le respect des règles ».

Axe 4 : Valoriser la filière bois locale

Objectif stratégique 4.2 : promouvoir le bois énergie en circuit court

4.2.2. Valoriser et expliquer l'utilisation du bois énergie	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Partage / Dialogue / AnimationGestion durable / Conservation / Aménagement	Calendrier : 2023 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Promouvoir l'intérêt du bois énergie auprès des maîtres d'ouvrage / porteurs de projet potentiels et élus à l'utilisation du bois-énergieSensibiliser les décideurs et le grand public via des visites en forêt / chaufferie pour expliquer les enjeux, le circuit, les avantages et inconvénients, etc.	<ul style="list-style-type: none">2023 : évaluation des ressources de bois énergie à 10/15 ans2023 – 2026 : organiser des visites en forêt et de la chaufferie de Compiègne à destination des décideurs et grand public, communiquer
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Dépassionner le sujet bois énergie avec une pédagogie adaptéeGénérer des projets adaptés aux enjeux et à la ressource locale	<ul style="list-style-type: none">5 000€ de communication et d'événementiel
MOA (et partenaires)	Financements
Filière bois (collectivités, porteurs de projets potentiels, etc.)	Engie, EPCI
Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">Pédagogie autour du bois énergie (montrer qu'on ne coupe pas la forêt pour se chauffer)Développer les circuits courts, favoriser la filière bois localeSobriété, économie bas carbone et souveraineté énergétique	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Nombre de visites et de participantsNombre de projets initiés sur la période, puissance et volume de bois concernés	« Nous aurons réussi si nous avons organisé des visites pour les décideurs et le grand public et si cela suscite des projets acceptés par les populations locales »

Axe 4 : Valoriser la filière bois locale

Objectif stratégique 4.3 : soutenir des projets R&D&I développant l'usage du bois

4.3.1. Initier des projets de R&D sur la valorisation des bois déperissants	
Typologie de l'action : <ul style="list-style-type: none">Collecte de données / ExpertiseGestion durable / Conversation / Aménagements	Calendrier : 2024 - 2026
Description	Prochaines étapes
<ul style="list-style-type: none">Organiser une journée technique rassemblant décideurs, filière forêt bois, Etat, écoles supérieures du bois, acteurs économiques d'envergure nationaleConvaincre et impulser une dynamique pour initier un programme R&D sur la valorisation des bois déperissants	<ul style="list-style-type: none">2023 : prendre les contacts et organiser la une journée technique de niveau national2024 – 2026 : mobiliser les acteurs pour initier des projets de R&D pour la qualification des chênes déperissants
Objectifs	Coûts
<ul style="list-style-type: none">Mobiliser les décideurs et acteurs nationaux sur les enjeux de qualification des bois déperissantsInitier des projets R&D sur cette thématique (notamment le chêne)	<ul style="list-style-type: none">10 000€ pour une journée technique d'envergure nationale10 000€ d'animation
MOA (et partenaires)	Financements
Fibois (organismes de recherche, ONF, propriétaires privés, élus, Etat)	ONF, APC, Interprofession
Résultats attendus	Nature de l'impact
<ul style="list-style-type: none">Valoriser les chênes déperissants dans les usages nobles (construction et bois d'œuvre)Limiter les pertes de revenu pour les gestionnaires et les pertes de matière pour la filièreAméliorer la connaissance sur l'utilisation du bois et favoriser la filière bois localeRéduire l'empreinte carbone	
Indicateurs de suivi	Indicateur de réussite
<ul style="list-style-type: none">Concrétisation de la journée et nombre de participantsProjets de R&D initiés	« Nous aurons réussi si nous organisons une journée qui permette d'initier des projets de R&D sur la qualification des chênes déperissants »



Mission régionale d'autorité environnementale
Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur le projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme
intercommunal
de l'Agglomération de la Région de Compiègne (60)
*Évaluation environnementale de mai 2025***

n°MRAe 2025-8880

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France s'est réunie le 19 août 2025. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis portant sur le projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal de l'Agglomération de la Région de Compiègne dans le département de l'Oise.

Étaient présents et ont délibéré : Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Sarah Pischitta et Anne Pons.

En application du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, arrêté par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires le 30 août 2022, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

La MRAe Hauts-de-France a été saisie pour avis par l'Agglomération de la Région de Compiègne, le dossier ayant été reçu le 28 mai 2025. Cette saisine étant conforme aux articles R.104-21 et R.104-23 du Code de l'urbanisme, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R.104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de 3 mois.

En application de l'article R.104-24 du même code, ont été consultés par courriels du 10 juin 2025 :

- le préfet du département de l'Oise ;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France.*

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public, auxquels il est destiné. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document.

Conformément à l'article R.104-39 du Code de l'urbanisme, lorsque le document d'urbanisme est adopté, l'autorité compétente en informe le public, l'autorité environnementale et les autorités consultées en mettant à leur disposition ce document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées.

Synthèse de l'avis

Cette synthèse a pour objectif de faire ressortir les enjeux principaux identifiés par la MRAe, les pistes prioritaires d'amélioration du dossier comme du projet, et les recommandations associées.

L'avis détaillé présente l'ensemble des recommandations de l'autorité environnementale dont il convient de tenir compte afin d'assurer la clarté du dossier, la qualité de l'évaluation environnementale, la prise en compte de l'environnement et de la santé, ainsi que la bonne information du public.

Le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) a été arrêté par délibération du conseil d'agglomération du 14 novembre 2019, après avis de l'autorité environnementale n°2019-3353¹ en date du 7 mai 2019.

L'ARC souhaite engager une procédure de révision allégée afin de procéder à plus d'une centaine de modifications et ajustements de son document d'urbanisme (112 exactement, cf. page 15 de l'évaluation environnementale).

L'évaluation environnementale doit être complétée pour démontrer, par une analyse détaillée, la compatibilité du projet de modification du PLUi-H avec les documents de rang supérieur : SDAGE Seine-Normandie 2022-2027, PGRI Seine-Normandie 2022-2027, SRADDET des Hauts-de-France.

L'évaluation environnementale doit compléter l'analyse des impacts de cette révision sur le paysage et le patrimoine, les monuments historiques, les sites classés ou inscrits, leurs cônes de vue et perspectives remarquables.

Des études faune-flore et zone humide doivent être réalisées sur les secteurs modifiés afin de déterminer les enjeux environnementaux présents, privilégier l'évitement et de prévoir les mesures nécessaires à la préservation des milieux naturels.

L'analyse des enjeux et aléas doit être complétée pour réduire l'exposition aux risques d'inondation et de ruissellement. La démarche d'évitement des zones d'aléas d'inondations doit être privilégiée et tout autre choix doit être précisément justifié.

La conformité des projets avec l'ensemble des prescriptions données par les arrêtés de déclarations d'utilité publique en lien avec les captages doit être vérifiée et la compatibilité des besoins en eau du projet avec les capacités locales doit être évaluée.

Les effets du projet sur la santé humaine et plus particulièrement sur l'exposition aux nuisances sonores doivent être étudiés.

Avis détaillé

¹ https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/3353_avis-plui_region-compiegne.pdf

I. Le projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal de l'Agglomération de la Région de Compiègne

Le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) a été arrêté par délibération du conseil d'agglomération du 14 novembre 2019, après avis de l'autorité environnementale n°2019-3353² en date du 7 mai 2019.

Le PLUi-H couvre 22 communes³ toutes concernées par le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Agglomération de la Région de Compiègne.

L'ARC souhaite engager une procédure de révision allégée afin de procéder à plus d'une centaine de modifications et ajustements de son document d'urbanisme (112 exactement Cf. page 15 de l'évaluation environnementale).

L'ensemble des modifications apportées par cette révision allégée est présenté en page 11 et suivantes de l'évaluation environnementale. Elles concernent le rapport de présentation, les règlements écrit et graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et les annexes de ce PLUiH en y intégrant le zonage pluvial.

Le projet de modification concerne les 22 communes pour le règlement écrit, les dispositions générales et le lexique ; 15 communes pour le règlement graphique⁴ ainsi que Béthisy-Saint-Pierre, Clairoix, Compiègne, Jaux, Lacroix-Saint-Ouen et Margny-lès-Compiègne pour les OAP.

2 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/3353_avis-plui_region-compiegne.pdf

3 Armancourt, Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Bienville, Choisy-au-Bac, Clairoix, Compiègne, Janville, Jaux, Jonquières, Lachelle, Lacroix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Le Meux, Néry, Saintines, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Sauveur, Saint-Vaast-de-Longmont, Venette, Verberie, Vieux-Moulin.

4 Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Bienville, Clairoix, Compiègne, Jaux, Jonquières, Lachelle, Lacroix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Vaast-de-Longmont, Venette, Verberie, Vieux-Moulin.



Localisation des modifications, page 17 de l'évaluation environnementale

Selon la page 5 de l'évaluation environnementale, la révision du PLUi de l'ARC est soumise à évaluation environnementale car elle concerne plus d'un dix-millième du territoire couvert par le PLUi. Ce projet est également soumis à évaluation environnementale au titre de l'article R. 104-12 du Code de l'urbanisme lequel indique que les modifications de PLU font l'objet d'une évaluation environnementale lorsqu'elles permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

En effet, certaines modifications concernent des secteurs situés au sein ou à proximité de sites Natura 2000 dont plus particulièrement le site Natura 2000, Zone de Protection Spéciale, « Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamps ».

II. Analyse de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'évaluation environnementale a été réalisée par la société Urbycom d'Hénin-Beaumont (62).

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique est présenté sous la forme d'un fascicule distinct du rapport d'évaluation environnementale. Il reprend l'ensemble des informations essentielles de l'étude, accompagnées de cartes et d'illustrations facilitant la compréhension du projet de révision allégée et de ses enjeux.

L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique afin de tenir compte des compléments à apporter à l'évaluation environnementale.

II.2 Articulation avec les autres plans et programmes

L'articulation du PLUiH avec les autres plans et programmes est examinée dans l'évaluation environnementale à partir de la page 393 ainsi que dans une annexe séparée de l'évaluation environnementale en ce qui concerne le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie, analyse que l'on retrouve également à partir de la page 396 de l'évaluation environnementale mais avec des éléments différents.

L'autorité environnementale recommande de présenter une seule version de la compatibilité du projet avec le SDAGE et le PGRI, pour une meilleure lisibilité et compréhension de cette analyse.

Le dossier étudie la compatibilité avec le SDAGE et le PGRI au regard de leurs orientations et dispositions. Il conviendrait d'analyser certaines dispositions du SDAGE de manière plus détaillée. En effet, plusieurs modifications du PLUiH visent à permettre des aménagements en zone à dominante humide ou en zone inondable, sans que des études de caractérisation de zone humide, ou d'étude d'impact sur les écoulements ne soient produites. Ces études sont renvoyées à la responsabilité des porteurs de projet. Or, la disposition 1.1.2 du SDAGE demande de cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme et la disposition 1.1.3 confie aux documents d'urbanisme le soin de protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation.

L'orientation 2.1 relative aux captages d'eau potable n'est pas étudiée alors que plusieurs modifications, dont la n°64 à Jaux, sont localisées au sein de périmètres de protection de captage. Des impacts potentiels significatifs peuvent apparaître, comme l'indique l'étude de la compatibilité avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Oise-Aronde et de l'Automne en pages 415 et 424 de cette évaluation environnementale.

Selon l'étude, le zonage d'assainissement des eaux pluviales annexé au PLUiH assurera la compatibilité du projet avec les problématiques du risque inondation, mais aucune démonstration spécifique pour chaque modification concernée par ce risque n'est proposée.

L'autorité environnementale recommande d'analyser de manière plus détaillée la compatibilité du PLUi-H modifié avec le SDAGE et le PGRI 2022-2027 du bassin Seine-Normandie et de prendre en compte, au stade de la planification urbaine et de sa traduction dans le document d'urbanisme, le caractère humide et inondable des sites faisant l'objet d'une modification, afin d'éviter l'implantation de nouvelles installations dans ces secteurs.

La compatibilité du PLU avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'ARC est analysée de la page 394 à la page 396. Toutefois, cette analyse reste partielle, notamment sur plusieurs axes du SCoT: la limitation de l'urbanisation des terres agricoles et naturelles (pour lesquelles la consommation est indiquée comme limitée sans être précisément chiffrée), la mise en valeur des paysages et de leurs interfaces (pour laquelle l'évaluation indique en page 394 que celle-ci est moins mise en avant dans certaines modifications) et la protection et l'adaptation du riche patrimoine urbain, pour lesquelles les modifications ne répondent pas à ces objectifs selon l'étude. De même, la disposition de préservation et de valorisation du patrimoine naturel ne fait pas l'objet d'une analyse détaillée.

Ces points mériteraient d'être approfondis pour apprécier la cohérence du projet de révision allégée avec les orientations du SCoT.

L'analyse à partir de la page 429 porte également sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Hauts-de-France, adopté le 21 novembre 2024. L'étude indique que la mise en compatibilité du PLUiH avec le SRADDET se fera après la mise en compatibilité du SCoT.

La conformité du document avec les objectifs du SRADDET n'est donc ni déclinée ni étudiée, notamment en ce qui concerne l'objectif 24 qui vise à réduire la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (ENAF) et s'inscrire dans une trajectoire pour atteindre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050.

L'autorité environnementale recommande de démontrer la compatibilité du projet avec le SRADDET des Hauts-de-France et la trajectoire de nationale de réduction de la consommation foncière.

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

L'évaluation environnementale n'aborde pas les scénarios ni la justification du choix retenu au regard de l'environnement et de la santé, tels que la recherche d'une implantation limitant la consommation d'espace ou évitant les zones à enjeux (milieu naturel, périmètre de captage, zone inondable, impact paysager).

Les scénarios suivants sont à envisager :

- scénario de référence (ou de non-projet), c'est-à-dire avec le maintien du classement actuel et l'analyse de ses conséquences environnementales et sanitaires ;
- scénario avec projet (modifications des zonages, etc.) et ses effets ;
- éventuels scénarios alternatifs d'implantation ou d'aménagement.

La justification des choix retenus doit démontrer pourquoi les localisations choisies ont été retenues malgré la présence d'enjeux, et en quoi le projet est compatible avec les différents objectifs de protection des espaces naturels et de limitation de la consommation d'espace.

Or aucune alternative n'est présentée malgré la présence de nombreux enjeux qui auraient nécessité une étude approfondie ainsi que l'analyse des impacts. On ne trouve en effet pas d'étude écologique des sites, ni d'étude de caractérisation de zones humides, ni d'étude paysagère prenant en compte les monuments historiques (cf. point II.5).

Ces études sont renvoyées aux procédures d'étude d'impact des projets que permettra la modification du document d'urbanisme, or c'est au stade de la planification par ce document qu'il revient d'éviter les zones à enjeux.

L'autorité environnementale recommande ;

- *d'intégrer dans l'évaluation environnementale une analyse comparative de scénarios, incluant le scénario de non-projet et d'éventuelles alternatives d'implantation ;*
- *de justifier les choix retenus en tenant compte des impacts sur l'environnement, la consommation d'espace et la santé, en cohérence avec les objectifs de protection des espaces naturels et de sobriété foncière, qui proviennent de cette analyse comparative.*

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

II.4.1 Paysage et patrimoine

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Plusieurs sites classés et inscrits, un site patrimonial remarquable (SPR de Compiègne) ainsi que de très nombreux monuments historiques sont présents sur le territoire, avec notamment la présence de :

- deux sites classés (Grand Parc du Château, sa perspective, et Carrefour de l'armistice), trois sites inscrits (Centre urbain, 30 rue des Domeliers, Carrefour de l'Armistice et des abords) et 42 monuments historiques à Compiègne ;
- un site inscrit (Mont Ganelon) et un monument historique à Clairoix ;
- un monument historique à Jonquières ;
- un site inscrit (Vallée de la Nonette) et six monuments historiques à Verberie.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du paysage et du patrimoine

L'analyse des impacts et la présentation des mesures prévues est présentée de manière synthétique page 184 et suivantes de l'évaluation environnementale pour l'état initial, ainsi que page 347 et suivantes pour les impacts.

Certaines modifications du PLUiH proposées sont susceptibles d'avoir des impacts sur le patrimoine sans avoir fait l'objet d'aucune analyse :

- Ainsi, la modification de zonage à Compiègne de 4 199 m² correspondant au reclassement en zone urbaine (UC1.4) d'un secteur initialement classé en zone NI2 afin de permettre une opération d'habitat (parcelle CB138) Avenue de l'Armistice.

Pourtant, cette modification, située dans un secteur protégé au titre des abords du monument historique « Palais et ses abords », classé par arrêté du 24 octobre 1994, doit respecter des règles spécifiques concernant la densité, l'aspect, le volume et la hauteur des habitations :

- la modification du périmètre d'une protection au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, sur la parcelle BO65 rue Henri de Sérour à Compiègne risque d'impacter le Site Patrimonial Remarquable et le site protégé du centre urbain sans que cela ne soit étudié.

- le déplacement du parking silo depuis l'ER 5 à Compiègne sur l'ER 15 doit être étudié afin de vérifier l'absence d'impact sur le patrimoine de Compiègne.

- de même la création d'un emplacement réservé permettant la réalisation d'une opération d'habitat à Jonquières n'a pas fait l'objet de préconisations alors que ce projet est situé en covisibilité avec l'église classée et s'insère au sein d'un site patrimonial constitué de maisons anciennes de type longère en brique et en pierre.

Le dossier introduit notamment la création de trois nouvelles OAP situées dans les périmètres de protection des monuments historiques :

- l'OAP à Bethisy-Saint-Pierre, rue Lefèvre Lesueur, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat (résidence intergénérationnelle) en lieu et place d'un terrain de sport sur 0,8 hectare.
- l'OAP à Bethisy-Saint-Pierre, rue du paradis, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat au sein d'une dent creuse (en lieu et place des jardins familiaux relocalisés).
- l'OAP en lien avec le projet de requalification du centre bourg à Jaux, ruelle de la Charpenterie.

De manière générale, les modifications de zonage et les OAP des secteurs concernés par la révision du PLUiH devront respecter les dispositions architecturales et paysagères du Compiègnais afin de s'intégrer au paysage existant.

Cette modification n°1 du PLUi-H ne devra pas entraîner d'impacts visuels sur les abords d'édifices protégés et doit s'assurer du respect des perspectives sur les secteurs patrimoniaux. Or, « l'évitement » est à réaliser au stade planification par les documents d'urbanisme. C'est pourquoi une étude d'impact paysagère sur l'ensemble cohérent que constituent les aspects paysagers, patrimoniaux et urbains au droit des projets d'aménagement est nécessaire.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse du paysage et d'en déduire les mesures d'évitement et de prise en compte des monuments historiques, sites classés ou inscrits, leurs cônes de vue et perspectives remarquables éventuels à mettre en œuvre dans le PLUiH.

II.4.2 Milieux naturels, biodiversité et Natura 2000

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire intercommunal est concerné par des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de types I et II, des sites Natura 2000, des zones humides, des forêts domaniales, des continuités écologiques, des sites classés et inscrits de caractère naturel, dont notamment trois sites Natura 2000 :

- la zone de protection spéciale FR2212001 « Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamps » ;
- la zone spéciale de conservation FR2200382 « Massif forestier de Compiègne » ;
- la zone spéciale de conservation FR2200566 « Coteaux de la vallée de l'Automne » ;

Le territoire compte également deux zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) :

- la ZNIEFF de type 1 220014322 « Massif forestier de Compiègne, Laigue et Ourscamps-Carlepont » et huit autres ZNIEFF de type 1 ;
- la ZNIEFF de type 2 220420015 « Vallée de l'Automne ».

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des milieux naturels

Certaines modifications sont en situées en ZNIEFF telle l'OAP de 0,8 hectare à Bethisy-Saint-Pierre, rue Lefèvre Lesueur.

L'OAP à Bethisy-Saint-Pierre, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat au sein d'une dent creuse de 0,5 hectare (à la place des jardins familiaux) voit la partie nord occupée par des zones naturelles en friche, selon le dossier ; il est à noter que ce type de milieu est susceptible d'accueillir une flore et une faune patrimoniale.

L'OAP °25 à Clairoix présente selon le dossier, une sensibilité milieu naturel, étant au contact d'une zone humide et en bordure de l'Aronde.

Des dizaines de modifications selon la page 72 de l'évaluation environnementale sont situées au sein d'espaces de zones humides potentielles de SAGE pour une surface totale annoncée de presque 20 hectares (par exemple, la modification n°85 à St Jean aux Bois, la n°102 à Vieux Moulin ou bien la n°9 à Bienville) qui sont entièrement en zone humide du SAGE Oise Aronde.

Le dossier mentionne une réhabilitation d'une zone humide de 9 hectares sans autre précision concernant sa localisation, sa fonctionnalité, ni la justification de la pertinence de cette mesure.

Ces quelques exemples montrent que des enjeux liés à la biodiversité sont présents sur plusieurs secteurs sur lesquels sont envisagées des modifications.

Certains projets sous-jacents aux modifications proposées, prévoient parfois des constructions, donc des travaux, de l'imperméabilisation, de l'augmentation de la fréquentation, etc. Autant d'impacts potentiels directs ou indirects permanents sur des espèces protégées (chauves-souris, oiseaux) ou leurs habitats, ce qui est contraire à l'article L.411-1 du Code de l'environnement, relatif à la protection des espèces.

En l'absence d'état initial de la biodiversité présente sur les secteurs du projet de révision du PLUiH, il est impossible de qualifier rigoureusement les enjeux et impacts de ce projet et d'éviter les zones à enjeux, tels les habitats ou les sites d'alimentation et de reproduction des espèces protégées, en n'y autorisant pas d'activité par les modifications envisagées.

L'autorité environnementale recommande de réaliser des études faune-flore et zone humide nécessaires afin de déterminer les enjeux environnementaux présents sur les secteurs du projet et de prévoir les mesures nécessaires à la préservation des milieux naturels (et plus particulièrement des zones humides) et de la biodiversité présents sur site.

- Qualité de l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 et prise en compte des sites Natura 2000

Les incidences sur Natura 2000 sont présentées en page 362 et suivantes de l'évaluation environnementale.

L'étude présente les espèces et habitats recensés sur les zones Natura 2000 situées à moins de 20 kilomètres du territoire de l'ARC. Plus particulièrement, quatre sites Natura 2000 sont situées à proximité immédiate des terrains concernés par des modifications du PLUiH. Les aires d'évaluation spécifiques⁵ sont présentées sans qu'il n'y ait d'analyse des incidences .

L'autorité environnementale recommande :

- *d'analyser de manière détaillée les impacts de la modification du PLUi-H sur les sites Natura 2000, les habitats et les espèces d'intérêt communautaire et en évaluant les impacts cumulés ;*
- *de démontrer l'absence d'alternative aux modifications prévues impactant les sites Natura 2000, les habitats et les espèces d'intérêt communautaires le cas échéant.*

5 Aire d'évolution de chaque espèce ayant justifié de la désignation du site Natura 2000 : ensemble des sites sur lesquels il est possible de rencontrer ces espèces parce qu'elles viennent y chasser, nicher ou s'y reproduire, y compris donc, en dehors du zonage Natura 2000.

II.4.3 Risques naturels

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire intercommunal est exposé à plusieurs risques naturels. Il est cependant principalement concerné par des risques liés à l'eau : inondations par remontée de nappe phréatique et inondation par débordement de cours d'eau, attestées par le plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) de la vallée de l'Oise.

Plusieurs communes sont concernées par une sensibilité très élevée aux remontées de nappes, ainsi que par un risque de ruissellement et de coulée de boue.

Certaines zones de projet sont situées au sein d'un aléa retrait-gonflement des argiles considéré comme fort.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte des risques naturels

De nombreuses modifications sont concernées par le risque inondation (page 203) par remontée de nappe.

19 modifications de la présente révision allégée se situent au sein des périmètres du PPRi de Compiègne Pont-Sainte-Maxence, dont six en zone rouge selon la page 225 de l'évaluation environnementale.

L'évaluation environnementale mentionne ces risques et présente les zones avec aléa d'inondation du PPRi pour les zones du projet. Ce PPRi a été approuvé le 29/11/1996 et modifié le 29/01/2014 ; il est actuellement en cours de révision⁶.

L'autorité environnementale attire l'attention du pétitionnaire sur le besoin de prendre en compte les événements pluvieux intenses les plus récents ainsi que sur les nouvelles prescriptions à anticiper.

En raison de la recrudescence d'événements climatiques extrêmes, les constructions dans les zones rouges du PPRi devraient être évitées comme par exemple le projet d'agrandissement du restaurant dans le port de plaisance à Jaux.

L'autorité environnementale recommande de ne pas se limiter aux règles du PPRi et de prendre en compte les aléas inondation les plus récents.

L'étude n'analyse pas l'impact de l'imperméabilisation des sols sur les risques. Or, les projets induits par la modification du PLUiH, qui prévoit la création de bâtiment sur ces zones concernées par un risque d'inondation, sont autant de volumes et de surfaces soumis à ces zones inondables ou soustraits à celles d'expansion de crue. Les modifications concernées ne font pas l'objet de mesures d'évitement. Aucune étude précise venant justifier les choix opérés n'est présentée. L'évaluation environnementale est insuffisante et le PLUi ne garantit pas la sécurité des biens et des personnes, au motif qu'il faudra respecter le PPRi à venir ou que les études au stade projet permettront la prise en compte du risque.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des risques et de proposer des prescriptions complémentaires pour réduire l'exposition aux risques d'inondation et de ruissellement en recherchant l'évitement des zones soumises aux aléas d'inondations et en justifiant précisément tout autre choix.

⁶<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Les-documents-relatifs-aux-risques/Risques-naturels/Plans-de-Prevention-des-Risques-Naturels-PPRN/Plans-de-Prevention-des-Risques-Inondation-PPRI/Plan-de-Prevention-des-Risques-Inondation-de-la-riviere-Oise-bief-Compiègne-Pont-Sainte-Maxence2#:~:text=Le%20PPRI%20de%20l'Oise,risque%20d'inondation%20par%20d%C3%A9bordement.>

II.4.4 Ressource en eau

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Il existe plusieurs captages d'eau potable sur le territoire, protégés par des arrêtés préfectoraux de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte de l'eau

Les servitudes liées aux captages s'imposent au PLUiH et doivent être appliquées pour préserver la ressource en eau des habitants et répondre aux axes fixés par le PADD.

La modification sur la commune de Jaux d'un zonage de N à NI2 en prévision notamment d'un agrandissement d'un restaurant (cf. p48 de la notice de présentation), n'est par exemple pas conforme à l'arrêté de DUP concernant la protection des captages 0104-7X-0239 et 0104-7X-0240, daté du 29 novembre 2018. En effet, une partie de la zone concernée par la modification se situe en périmètre rapproché des captages d'eau de La Croix-Saint-Ouen dans lequel « *l'établissement de toutes nouvelles constructions sera interdit [...]* ».

La capacité des ressources en eau à couvrir durablement les besoins supplémentaires générés par le projet n'a pas été évaluée. Si l'évaluation environnementale évoque en page 125 certaines mesures d'économie d'eau (lutte contre le gaspillage, récupération des eaux pluviales, etc.), celles-ci ne sont pas inscrites dans le règlement écrit et ne restent que de simples recommandations.

L'autorité environnementale recommande de vérifier la conformité des projets avec l'ensemble des prescriptions des DUP établies sur le territoire pour la préservation de l'eau potable, et d'évaluer la compatibilité des besoins en eau du projet avec les capacités locales, et de rendre obligatoires les dispositifs d'économie et de récupération des eaux pluviales.

II.4.5 Cadre de vie et santé

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Plusieurs axes majeurs sont concernés par un classement au titre des nuisances sonores : le réseau ferroviaire, la D932A, la D200, les N31 et N1031, ainsi que la D1131.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des nuisances sur la santé

Certaines modifications sont susceptibles d'avoir des impacts sur les habitants.

Par exemple, la modification concernant l'emplacement réservé n°11 à Clairoux (projet de cimetière modifié en création de salle polyvalente) se situe à proximité immédiate de deux habitations. Cette modification peut engendrer des nuisances sonores liés à la sonorisation de la salle et à l'utilisation du parking associé.

L'OAP « Barbeaux » à Margny-lès-Compiègne, d'une superficie de 6,94 hectares, est située le long d'une quatre voie classée parmi les voies bruyantes (D 1031) avec un impact sonore sur une distance de 250 mètres. L'intégralité de l'OAP est concernée par un environnement bruyant allant de 50 dB(A) à plus de 70 dB(A) selon l'évaluation environnementale (p. 195).

La D 1031 n'est pas mentionnée dans l'étude alors que l'impact sonore dépasse les 100 mètres réglementaires et qu'aux effets du bruit sur la santé humaine s'ajoutent ceux liés à la pollution de l'air liée au trafic routier.

L'OAP pôle gare, de 27 hectares, est situé le long de voies ferrées classées pour nuisances sonores et présente aussi des contraintes relatives à ces nuisances. Là aussi, le règlement écrit « A1AUC3.3 » en page 4 mentionne l'isolation des bâtiments contre les bruits de l'espace extérieur pour les bâtiments situés dans une bande de 100 mètres.

Cette OAP se situe de plus sur un emplacement répertorié au titre des sites et sols pollués sur le portail Géorisques. La compatibilité de son usage avec les sols devra être démontrée lors de son aménagement.

Globalement, l'évaluation environnementale ne traite pas des incidences des nouvelles modifications et projets associés sur la santé humaine des habitants ou futurs habitants du territoire.

L'autorité environnementale recommande d'étudier les effets du projet sur la santé humaine et plus particulièrement l'évitement des secteurs exposés aux voies classées bruyantes et, si l'évitement total n'est pas possible, d'exiger des études acoustiques pour les projets prévus à proximité de ces voies classées bruyantes afin que les mesures en matière de réduction de l'exposition au bruit soient optimisées dès la conception du projet.

Madame Stanca LAZARESCU
Responsable de l'Urbanisme Réglementaire
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA
REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE
Place de l'Hôtel de Ville – CS 10007
60200 COMPIEGNE

N/Réf. : PhB/CM - N°25-51 ☎ 03 44 79 80 15
Objet : Observations sur le projet de révision allégée n°2
du PLUiH de l'Agglomération de la Région de Compiègne
COPIE : Participants à la réunion d'examen conjoint de la révision allégée n°2
du PLUiH du 03/09/2025 (copie électronique)

Madame,

À la suite de la transmission du projet de révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC (version arrêtée le 22/05/2025) et de la réunion d'examen conjoint du 03/09/2025 nous ayant permis de vous interroger sur certains aspects du dossier, veuillez retrouver ci-joint les observations de la CCI de l'Oise sur ce projet.

Inscrire la protection de la vocation de locaux commerciaux dans une stratégie plus large

La révision allégée prévoit d'établir dans le règlement graphique du PLUiH une « *prescription relative à la protection des commerces du centre-ville* » à Béthisy-Saint-Pierre. Concrètement, certaines parcelles bâties seraient couvertes par un figuré « *Diversité commerciale à protéger ou à développer (L.151-16 [...] du code de l'urbanisme)* ». Le règlement écrit prévoit pour les emprises concernées que « *les rez-de-chaussée des constructions identifiées [...] devront être destinés aux activités commerciales et de services* ».

L'obligation de maintien d'une destination commerciale ou de services peut atténuer certaines menaces (ex : transformation de commerces dynamiques en habitations liée à un manque de logements). Toutefois, cette règle n'empêche pas à elle seule la disparition des commerces (absence de repreneur, départ d'un local vétuste, délocalisation vers un site offrant plus de places de stationnement...) et peut même être néfaste en pérennisant la vacance de locaux ne répondant plus aux besoins actuels des porteurs de projets.

.../...

La CCI préconise donc généralement d'envisager la protection des locaux commerciaux avec prudence et :

- En analysant au préalable le contexte commercial local afin de déterminer si la protection des locaux répondrait efficacement aux problèmes identifiés (ex : loyers élevés, horaires inadaptés...) ;
- En ne visant pas la protection d'un *maximum* de locaux mais surtout la protection des locaux formant des continuités commerciales cohérentes (rue commerçante, place du marché...) ;
- En l'intégrant dans une stratégie commerciale dépassant le PLUiH (amélioration du stationnement, maîtrise du développement commercial périphérique, réflexion sur le parcours marchand...) ;
- En rédigeant l'encadrement des locaux commerciaux de manière à ne pas refuser des changements de destinations (hôtels, services publics...) neutres voire bénéfiques pour l'animation commerciale.

Les difficultés de circulation et de stationnement sont un problème récurrent affectant les commerces des centres-villes. Diverses solutions sont toutefois étudiées : « dépose-minute », « zone bleue », réorientation du trafic de transit, lutte contre les voitures-ventouses, adaptations de la redevance de stationnement...

Encadrer le développement possible des constructions destinées au commerce de détail en secteur 1AUEm

Selon sa notice de présentation, la révision allégée reclassement une zone 2AU de 2,4 ha en secteur 1AUEm à Lacroix-Saint-Ouen. L'OAP nouvelle associée (qui n'évoque pas un secteur 1AUEm mais 1AUec) dit que l'ouverture à l'urbanisation de cette emprise « *à côté de la zone commerciale existante [...] permettra d'élargir l'offre commerciale* ». En l'occurrence, ni le règlement du secteur 1AUEm ni l'OAP nouvelle ne prévoient une limitation des constructions de la sous-destination « artisanat et commerce de détail ».

Cette évolution interroge car le PADD affiche des objectifs de maîtrise du développement commercial périphérique (« *limiter l'implantation de nouveaux grands espaces commerciaux* », « *réguler le développement du commerce dans les zones d'activités, notamment sur Mercières* », « *stabiliser et améliorer le commerce en périphérie* »...). De plus, la notice de présentation de la révision allégée ne présente pas les raisons (projets commerciaux, industriels, tertiaires...) motivant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU.

Les disponibilités foncières à vocation économique se raréfiant, la CCI préconise de les consacrer en priorité aux activités productives (enjeux de réindustrialisation...). Il serait donc utile de maîtriser les constructions de la sous-destination « artisanat et commerce de détail » en secteur 1AUEm via le règlement :

- Soit en limitant les dimensions des constructions de la sous-destination « artisanat et commerce de détail » (seuils de surface de plancher, d'emprise au sol...) voire en interdisant celles-ci ;
- Soit en autorisant la sous-destination « artisanat et commerce de détail » uniquement en tant que « locaux accessoires » dans une construction à destination d'autres activités (ex : magasin d'usine) ;
- Soit en maintenant l'emprise concernée en zone 2AU jusqu'à la définition d'un projet précis (un projet détaillé alimentera par ailleurs la justification du choix d'un reclassement en zone 1AU).

À Jaux, la révision allégée reclasserait en secteur 1AUEc (« zone à dominante commerciale [...] ») une partie de secteur 1AUEt : le dossier justifie cette évolution « afin d'autoriser les activités de commerce et de restauration (projet charcutier traiteur) ». Un reclassement en secteur 1AUEm (« zone économique mixte [...] ») plutôt qu'en secteur 1AUEc rendrait également possible les projets d'artisans (avec des limites - cf supra) tout en signifiant la volonté de ne pas voir l'emprise devenir une zone à dominante commerciale.

Abandonner un projet d'Emplacement Réservé sur l'emprise d'un restaurant

À Lacroix-Saint-Ouen, il est prévu un nouvel Emplacement Réservé (« ER n°R1_ER_n°08 ») qui impacterait un restaurant. La destination de cet ER est floue (« aménagement du centre-bourg »). Or, le Conseil d'État a rappelé en 2023 que toute demande de permis de construire « dont l'objet ne serait pas conforme à la destination de l'emplacement réservé » ou portant à la fois sur l'opération prévue par l'ER et sur « un autre projet [...] compatible avec la destination assignée à l'emplacement réservé » doit être refusée¹.

L'article L 151-41 du Code de l'urbanisme cite les destinations envisageables pour un ER : « voies et ouvrages publics », « installations d'intérêt général », « espaces verts », « espaces nécessaires aux continuités écologiques », « réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements » et « relocalisation d'équipements, de constructions et d'installations exposés au recul du trait de côte ». Cet article ne cite pas les constructions liées aux activités économiques parmi les destinations envisageables.

Par conséquent, l'Emplacement Réservé n°8 risquerait d'entraver des évolutions du restaurant (création d'une surface de plancher supplémentaire, modification de l'aspect extérieur d'un bâtiment...). La vocation floue de cet ER constituerait également un frein car un cadre réglementaire incertain défavorise le lancement de projets. La CCI demande donc d'annuler la définition prévue de l'Emplacement Réservé n°8.

Faciliter les éventuels projets des activités présentes ou prévues

À Margny-lès-Compiègne, l'« ancien site Verdez » (activité présente : réparation d'équipements) ferait l'objet d'une OAP annonçant qu'« en cas de mutation, cette zone sera dédiée à la réalisation d'une opération d'habitat [...] »². En attendant cette éventuelle « mutation », la CCI préconise d'ajouter à l'OAP un énoncé autorisant les projets de l'activité présente - a fortiori s'ils participent à l'amélioration du site - qui sont déjà admis par le règlement : bureaux, extension mesurée du bâti...

Il serait également cohérent d'étendre à toutes les zones (ex : secteur NI2) la possibilité offerte par le règlement du PLUiH d'être tenu quitte de réaliser les places de stationnement exigées en cas de « concession [...] dans un parc public de stationnement », d'acquisition de places dans un parc privé... À noter : il serait utile d'ajouter en page 126 du règlement (secteur NI2) qu'une aire de stationnement doit être située au sein de la propriété « ou dans son environnement immédiat » comme en page 127. *Idem* en secteurs NI1, Nh...

.../...

¹ Conseil d'État, 5^{ème} chambre, décision n°456409, 19/07/2023.

² La révision allégée prévoit également une « modification de zonage à Margny-lès-Compiègne, en y intégrant une partie de la parcelle AC318 en zone UC3.3 au lieu de UEc en lien avec le périmètre de l'OAP nouvellement créée ». Cette évolution pourrait être envisagée dans le cadre d'une évolution ultérieure du PLUiH afin de tenir compte de la présence d'une activité à l'heure actuelle.

D'autres évolutions pourraient faciliter les projets : étendre l'« *adaptation de la règle de hauteur au sein de la zone UEa2 sur la commune de Le Meux* »³ à toute la zone (d'autres emprises de la zone UEa2 étant soumises au risque d'inondation : « ZAE des Longues Rayes » à La Croix-Saint-Ouen...), limiter aux constructions à destination d'habitation l'obligation pour les toitures d'être en ardoises ou en tuiles (zone UV7.1)...

Reconsidérer la définition d'un PAPAG impactant des disponibilités foncières et immobilières

À Venette, la révision allégée instaurerait une servitude « *dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global* » ou « PAPAG ». La notice ne précise pas certains détails comme la « *justification particulière* » du PAPAG ou le « *seuil défini par le règlement* » à partir duquel les constructions et installations seraient interdites (cf art L 151-41 du Code de l'urbanisme).

Or, le PAPAG couvrirait des emprises de la zone UE et du secteur UEm. Plus précisément, le PAPAG impacterait un site industriel récemment désaffecté mais également un bâtiment abritant divers locaux d'activités (magasin d'articles médicaux et orthopédiques...) ainsi qu'une portion d'un site d'activités funéraires et une surface non artificialisée. De ce fait, le PAPAG pourrait défavoriser la (ré)utilisation de disponibilités foncières et immobilières à vocation d'activités, ainsi que l'évolution d'activités présentes.

Délimiter finement les activités d'artisanat interdites dans certaines zones d'activité économique (ZAE)

La révision allégée préciserait dans le règlement de certaines zones d'activité économique interdisant les constructions à destination de « *commerce de détail et artisanat* » que « *les activités d'artisanat interdites sont celles rentrant dans le champ de la sous-destination « commerce de détail et artisanat », à savoir les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services (boulangeries, charcuteries, poissonneries, cordonneries, salon de coiffure...)* ».

Cette précision présente l'intérêt d'exclure de l'interdiction les « *constructions destinées aux activités artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie* » (sous-destination « industrie »). En revanche, « *l'artisanat sans activité commerciale de vente de biens (locaux de fabrication de produits alimentaires, de textile, de meubles, de produits automobiles, etc...)* » est associé à la sous-destination de constructions « artisanat et commerce de détail » selon un guide ministériel de 2024⁴ : leur situation reste donc ambiguë.

Bien caractériser les zones humides « avérées » pour accompagner leur préservation accrue

Le PADD du PLUiH révisé comporterait un nouvel objectif « *Préserver les zones humides pour assurer la pérennité de leurs fonctions écologiques* » visant notamment « *une stratégie de restauration [...] en lien avec les SAGE [...]* ». Toutefois, la légende de la cartographie traduisant l'axe 3 du PADD associe deux figurés distincts (« *Zones humides avérées (SAGE)* » et « *Zones humides potentielles (SAGE)* ») à l'objectif « *Préserver les zones humides : éviter, réduire, compenser* ». Il existe donc un risque de confusion.

.../...

³ De manière générale, la CCI recommande une limitation de la hauteur atteignant au moins 15 mètres dans les zones d'activités car de nombreux dispositifs nécessitent une hauteur sous plafond importante : pont roulant, tour de séchage par atomisation...

⁴ Cf « *Évolution de la réglementation applicable aux destinations de constructions* », ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 08/07/2024.

La CCIO propose de prolonger la définition de ce nouvel objectif du PADD en supprimant la représentation et l'évocation des « Zones humides potentielles (SAGE) ». En effet, la prise en compte des zones humides potentielles n'est pas opportune car les dispositions générales du règlement prévoient des règles s'appliquant aux zones humides « avérées » et le règlement graphique identifie uniquement celles-ci. Plus globalement, la prise en compte de zones humides hypothétiques ne semble pas justifiée en l'absence de confirmation.

Conserver la définition actuelle du terme « extension »

Le Conseil d'État a confirmé qu'une extension de construction existante devait présenter des « dimensions inférieures à celle-ci »⁵ et a signalé qu'un règlement de PLU(i) pouvait comporter « une limitation quant aux dimensions d'une telle extension ». En 2018, le « Gridauh » notait que « fréquemment des seuils sont fixés en termes de pourcentage ou de surface supplémentaire autorisés. Un seuil de 30 % est souvent retenu et sa légalité est admise par la jurisprudence »⁶. La définition du terme « extension » peut donc être maintenue.

Synthèse

Les évolutions prévues dans le cadre du projet de révision allégée n°2 du PLUiH de l'ARC sont globalement favorables au développement des activités, notamment avec des adaptations destinées à accompagner des projets (agrandissement de restaurant, hébergements touristiques, habitations légères de loisirs...). Néanmoins, la CCI de l'Oise identifie plusieurs ajustements souhaitables.

Plus globalement, le PLUiH devra garantir une évolution équilibrée du territoire et en particulier des zones d'activité économique à travers des règles évitant le mitage de ces zones : équipements publics (établissement scolaire, salle polyvalente...) proches d'activités à risques, extensions d'habitations existantes avec création de logements supplémentaires... Face à la multiplication des enjeux et à l'instabilité des normes encadrant la construction comme l'urbanisme, la CCI se tient à votre disposition si vous le souhaitez.

Vous remerciant par avance pour l'intégration de ces éléments dans le cadre de la participation des Personnes Publiques Associées, je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée.



Philippe BERNARD,
Président

⁵ « Lorsque le règlement d'un plan local d'urbanisme ne précise pas, comme il lui est loisible de le faire, si la notion d'extension d'une construction existante, lorsqu'il s'y réfère, comporte une limitation quant aux dimensions d'une telle extension, celle-ci doit, en principe, s'entendre d'un agrandissement de la construction existante présentant, outre un lien physique et fonctionnel avec elle, des dimensions inférieures à celle-ci » (Conseil d'État, décision n°469300, 09/11/2023).

⁶ Cf « Les limites de constructibilité des zones agricoles et des zones naturelles et forestières », Jean-François Inserguet, Gridauh, 30/11/2018.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité
Départementale de
l'Architecture
et du Patrimoine
de l'Oise

Affaire suivie par
E mail :
Poste :
Nos Réf. :
Vos Réf. :
Objet :

Joël Semblat / Paul Pérot
udap-oise@culture.gouv.fr
69 40

JS/PP

Dossier 2025-8880

Révision allégée n°2 du PLUi-H de l'Agglomération de la Région de Compiègne – Consultations externes

Palais National
Pl.
du Gal. De Gaulle
60200 COMPIEGNE
Tél : 03 44 38 69 40

Compiègne, le 29 juillet 2025

**DREAL Hauts-de-France
SIDDEE/PAE
44 rue de Tournai – CS 40259
59019 LILLE cedex**

Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise

Comme suite à votre envoi du 10 juin 2025, vous avez sollicité l'avis de l'UDAP de l'Oise sur le dossier de révision allégée n°2 du PLUi-H de l'ARC.

Le projet s'inscrit dans un territoire couvert notamment par des espaces protégés, le Site Patrimonial Remarquable de Compiègne (SPR) et sa forêt d'exception.

Il vise à apporter quelques ajustements et précisions au règlement écrit de l'ensemble des 22 communes, au règlement graphique, au rapport de présentation et aux OAP ainsi que l'intégration aux annexes du PLUi-H d'un nouveau zonage pluvial.

Le dossier fourni appelle les observations suivantes :

Relativement aux paysages et au patrimoine, il est difficile d'appréhender l'impact paysager réel des modifications de zonage et des opérations d'aménagement, et plusieurs sont situés dans des espaces protégés ou non, dans les périmètres des monuments historiques et dans le Site Patrimonial Remarquable (SPR - AVAP) de Compiègne, qu'il convient de respecter.

La plupart des zones requalifiées ou d'aménagements projetés devront respecter ces espaces protégés (monuments historiques et sites proprement dits).

5.1 Adaptations réglementaires relatives aux zones dites « communes » ainsi qu'aux dispositions générales et au lexique

Zone concernée Ap

Il conviendrait de conserver la destination agricole.

5.2 Adaptations réglementaires spécifiques à chaque commune

On remplacera la phrase :

« Les châssis de toiture auront des dimensions modestes 78*98 cm et seront alignés sur les ouvertures ou trumeaux des façades » par « Les châssis de toiture auront des dimensions modestes 80*100 cm et seront alignés sur les ouvertures ou trumeaux des façades ».

5.3 Adaptations du règlement graphique

- **Modification de zonage à COMPIEGNE (NI2 en UC1.4) afin de permettre une opération d'habitat (parcelle CB138) Avenue de l'Armistice, dans le prolongement du lotissement déjà existant à COMPIEGNE.**

Ce projet d'habitat se situe dans les abords du monument historique « Palais et ses abords », classé par arrêté du 24 octobre 1994.

Il conviendra de préserver le grand parc boisé du château classé par arrêté du 29 juin 1937 constitutif de l'écrin préservé autour du monument historique en veillant à la bonne insertion paysagère de l'opération, de manière à ne pas rompre l'esprit des lieux entre le château et la forêt domaniale.

Il sera prévu deux unités foncières dans l'aménagement projeté pour éviter toute visibilité depuis l'Avenue de l'Armistice, sans continuité du lotissement.

Il serait souhaitable de créer effectivement une Opération d'Aménagement et d'Orientation avec des règles spécifiques pour l'emplacement, la densité, l'aspect, le volume et la hauteur des habitations dans ce secteur protégé au titre des abords.

- **Modification du périmètre d'une protection au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, sur la parcelle BO65 rue Henri de Séroux à COMPIEGNE.**

Cette modification risquerait d'impacter le SPR et le site protégé du centre urbain et historique de Compiègne.

La trame-jardin en coeur d'îlot sera conservée pour maintenir la fonctionnalité écologique des sols et l'aspect esthétique de cette parcelle rue de Séroux en face du palais.

- **Modification de l'OAP du Quartier de la Gare – déplacement du parking silo sur l'ER n°15 au lieu de l'ER n°5 à COMPIEGNE.**

Le parking silo ne devra pas être implanté à Compiègne et sa hauteur sera limitée.

- **Modification de zonage : A vers Nr à LACHELLE en lien avec un projet de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque).**

Il serait judicieux à cet égard que le PLUi-H précise le type de terrain du Bois de Saint Ternus qui pourrait accueillir favorablement ce projet d'aménagement et d'installation de parc photovoltaïque.

Une implantation au sol des panneaux photovoltaïques faciliterait la mise en œuvre du projet en vérifiant les possibilités d'insertion paysagère, en veillant à maintenir le relief des terrains concernés, les EBC aux alentours et en retrouvant le maillage par la préservation ou par la restauration des haies dans ce secteur rural.

On veillera à analyser l'impact visuel de ce secteur lié à un projet de production d'énergie depuis la D98 et les espaces agricoles.

- **Création d'un emplacement réservé à JONQUIERES pour la réalisation d'une opération d'habitat (parcelle AB168 – en cours de mutation, bénéficiaire : l'EPFLO).**

Ce projet du centre-ville de Jonquières, située en covisibilité avec l'église classée par arrêté du 2 février 1920, devra prendre en compte l'aspect patrimonial du site en respectant les caractéristiques locales afin de s'intégrer au mieux dans cet environnement constitué de maisons anciennes type longère, en brique et pierre le long de la rue de l'Archerie et ne pas porter atteinte à la perception et à la qualité des abords du Monument Historique, en prévoyant la mise en œuvre et l'emploi de matériaux traditionnel.

- **Création d'emplacements réservés en vue de créer des places de stationnement à SAINT-VAAST DE LONGMONT.**

Les matériaux de traitement des places de stationnement rue de Blois et rue Châtelaine seront rigoureusement adaptés au maintien de la perméabilité des sols favorisant l'infiltration des eaux pluviales en évitant au maximum les revêtements en enrobé, en cohérence avec l'environnement local dominé par l'église classée par arrêté du 28 mai 1883 et les espaces boisés.

- **Modification de zonage et OAP du territoire de l'ARC.**

De manière générale, les modifications de zonage et les OAP de l'ensemble des secteurs respecteront les dispositions architecturales et paysagères du Compiègnais afin de s'intégrer au paysage existant.

C'est pourquoi, la révision allégée n°2 du PLUi-H ne devra pas entraîner d'impacts visuels sur l'ensemble cohérent que constituent les aspects paysagers, patrimoniaux et urbains au droit des projets d'aménagement et devra s'assurer du respect des perspectives sur les secteurs patrimoniaux, avec maintien des boisements et des lisières forestières et plantation d'arbres, d'arbustes et de haies au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, en compensation des réductions de périmètre de protection du patrimoine végétal sur certains secteurs.

Les compensations devront être appréciées au cas par cas sur le terrain en fonction des secteurs répartis à travers l'agglomération dans les secteurs paysagers offrant des points de vue sur les monuments et les sites protégés.

En outre, le traitement architectural veillera à respecter le bâti ancien dont les qualités de durabilité, de pérennité et de recyclabilité doivent être intégrées à l'aspect environnemental des mutations localisées en milieu urbain et en milieu naturel.

Dans le cadre du contrôle des espaces protégés, l'ABF émettra un avis sur toute demande d'autorisation de travaux.

L'UDAP de l'Oise émet par conséquent un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ces recommandations et prescriptions sur ce dossier soumis à l'avis de l'autorité environnementale.

**L'Architecte des Bâtiments de France
Adjoint au Chef de l'Unité Départementale
de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise**

Paul PÉROT

Copie DDT





Communauté d'Agglomération de la Région de Compiègne

Révision allégée du plan Local
d'Urbanisme

Intercommunal

*Mémoire en réponse à l'avis de
l'autorité environnementale*

Septembre 2025

ANALYSE ET REPONSE A L'AVIS DETAILLE

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique est présenté sous la forme d'un fascicule distinct du rapport d'évaluation environnementale. Il reprend l'ensemble des informations essentielles de l'étude, accompagnées de cartes et d'illustrations facilitant la compréhension du projet de révision allégée et de ses enjeux.

L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique afin de tenir compte des compléments à apporter à l'évaluation environnementale.

Réponse :

Le résumé non technique sera complété à la suite de l'actualisation de l'évaluation environnementale.

II.2 Articulation avec les autres plans et programmes

L'articulation du PLUiH avec les autres plans et programmes est examinée dans l'évaluation environnementale à partir de la page 393 ainsi que dans une annexe séparée de l'évaluation environnementale en ce qui concerne le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie, analyse que l'on retrouve également à partir de la page 396 de l'évaluation environnementale mais avec des éléments différents.

L'autorité environnementale recommande de présenter une seule version de la compatibilité du projet avec le SDAGE et le PGRI, pour une meilleure lisibilité et compréhension de cette analyse.

Réponse :

L'analyse présentée dans l'évaluation environnementale, à partir de la page 387, porte spécifiquement sur la compatibilité des modifications résultant de la révision allégée en cours avec le SDAGE et le PGRI.

Le fascicule annexé à l'évaluation environnementale examine, quant à lui, la compatibilité globale du PLUiH avec ces deux documents supra-communaux approuvés en 2022.

Le dossier étudie la compatibilité avec le SDAGE et le PGRI au regard de leurs orientations et dispositions. Il conviendrait d'analyser certaines dispositions du SDAGE de manière plus détaillée. En effet, plusieurs modifications du PLUiH visent à permettre des aménagements en zone à dominante humide ou en zone inondable, sans que des études de caractérisation de zone humide, ou d'étude d'impact sur les écoulements ne soient produites. Ces études sont renvoyées à la responsabilité des porteurs de projet. Or, la disposition 1.1.2 du SDAGE demande de cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme et la disposition 1.1.3 confie aux documents d'urbanisme le soin de protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation.

L'orientation 2.1 relative aux captages d'eau potable n'est pas étudiée alors que plusieurs modifications, dont la n°64 à Jaux, sont localisées au sein de périmètres de protection de captage. Des impacts potentiels significatifs peuvent apparaître, comme l'indique l'étude de la compatibilité avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Oise-Aronde et de l'Automne en pages 415 et 424 de cette évaluation environnementale.

Selon l'étude, le zonage d'assainissement des eaux pluviales annexé au PLUiH assurera la compatibilité du projet avec les problématiques du risque inondation, mais aucune démonstration spécifique pour chaque modification concernée par ce risque n'est proposée.

L'autorité environnementale recommande d'analyser de manière plus détaillée la compatibilité du PLUi-H modifié avec le SDAGE et le PGRI 2022-2027 du bassin Seine-Normandie et de prendre en compte, au stade de la planification urbaine et de sa traduction dans le document d'urbanisme, le caractère humide et inondable des sites faisant l'objet d'une modification, afin d'éviter l'implantation de nouvelles installations dans ces secteurs.

Réponse :

Concernant la zone humide : L'analyse de la compatibilité des modifications du PLUi-H avec le SDAGE et le PGRI sera complétée. Une attention particulière sera notamment portée aux modifications concernées par la présence d'un zonage zone humide du SMOA telles que n°100, n°101 à Verberie, n° 102 à Vieux-Moulin, n°55 et 60 à Jaux, n°91 à Jaux et Venette, n°37 à Compiègne, n°9 et 19 à Bienville et Clairoix et n°11, 15 et 16 à Clairoix. Notons cependant que le n°9 a pour objet de permettre la réhabilitation de milieux humides à hauteur de 9ha.

Par ailleurs, les zones humides avérées ont été ajoutées aux plans de zonage.

Des études de détermination des zones humides ont déjà été réalisées par le SAGE. Le PLUiH n'a pas d'obligation à réaliser ces études dans le cadre de la présente procédure. Notons que les conclusions des études zones humides réalisées au sein de certaines zones de projet ont conclu à leur non-présence. Cela est notamment le cas de la modification n°20 au sein de la ZAC de la Grande Couture à Clairoix.

Concernant le risque d'inondation, l'ensemble des sites de modification du présent PLUiH concernés par un risque d'inondation ou de ruissellement n'a pas pour objet de rendre ces sites constructibles. Au contraire, nombre d'entre eux concernent un reclassement en zone non constructible ou des aménagements futurs donnant lieu à un emplacement réservé. Ces zones de projet ainsi que les axes de ruissellement feront l'objet de davantage de détails dans le cadre de l'évaluation environnementale. Par ailleurs, dans le cas où un projet de construction est envisagé au sein de ces périmètres, il devra respecter la cote de crue de référence en situant le plancher bas de la construction au-dessus de cette valeur, comme cela a déjà été indiqué dans l'évaluation environnementale.

La compatibilité du PLU avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'ARC est analysée de la page 394 à la page 396. Toutefois, cette analyse reste partielle, notamment sur plusieurs axes du SCoT: la limitation de l'urbanisation des terres agricoles et naturelles (pour lesquelles la consommation est indiquée comme limitée sans être précisément chiffrée), la mise en valeur des paysages et de leurs interfaces (pour laquelle l'évaluation indique en page 394 que celle-ci est moins mise en avant dans certaines modifications) et la protection et l'adaptation du riche patrimoine urbain, pour lesquelles les modifications ne répondent pas à ces objectifs selon l'étude. De même, la disposition de préservation et de valorisation du patrimoine naturel ne fait pas l'objet d'une analyse détaillée.

Ces points mériteraient d'être approfondis pour apprécier la cohérence du projet de révision allégée avec les orientations du SCoT.

L'analyse à partir de la page 429 porte également sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Hauts-de-France, adopté le 21 novembre 2024. L'étude indique que la mise en compatibilité du PLUiH avec le SRADDET se fera après la mise en compatibilité du SCoT.

La conformité du document avec les objectifs du SRADDET n'est donc ni déclinée ni étudiée, notamment en ce qui concerne l'objectif 24 qui vise à réduire la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (ENAF) et s'inscrire dans une trajectoire pour atteindre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050.

L'autorité environnementale recommande de démontrer la compatibilité du projet avec le SRADDET des Hauts-de-France et la trajectoire de nationale de réduction de la consommation foncière.

Réponse :

L'analyse de la compatibilité de la révision n°2 du PLUiH avec le SCoT sera complétée pour indiquer de manière plus précise les conséquences en matière de consommation foncière.

Relativement au SRADDET, conformément aux dispositions législatives actuellement en vigueur, une déclinaison des objectifs de réduction de la consommation d'ENAF et de l'artificialisation doit s'opérer à travers les documents de planification et d'urbanisme, à savoir les SCOT et les PLU(i), selon le calendrier actuellement connu : 22 février 2027 pour les SCOT et 22 février 2028 pour les PLU(i).

Ainsi, compte tenu de la future modification du SRADDET et de l'intégration de ses dispositions premièrement dans le SCOT de l'ARC, dont la révision est actuellement engagée, le travail de mise en compatibilité globale du PLUiH avec le SRADDET se fera dans un second temps, après la mise en compatibilité du SCOT.

Enfin, les analyses relatives à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers seront davantage nuancées dans le dossier afin de démontrer que les modifications apportées par la présente révision allégée n'augmentent que peu les objectifs fixés dans le cadre du PLUiH. La plupart des modifications ont d'ores et déjà été prises en compte dans le PLUiH en vigueur.

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

L'évaluation environnementale n'aborde pas les scénarios ni la justification du choix retenu au regard de l'environnement et de la santé, tels que la recherche d'une implantation limitant la consommation d'espace ou évitant les zones à enjeux (milieu naturel, périmètre de captage, zone inondable, impact paysager).

Les scénarios suivants sont à envisager :

- scénario de référence (ou de non-projet), c'est-à-dire avec le maintien du classement actuel et l'analyse de ses conséquences environnementales et sanitaires ;
- scénario avec projet (modifications des zonages, etc.) et ses effets ;
- éventuels scénarios alternatifs d'implantation ou d'aménagement.

La justification des choix retenus doit démontrer pourquoi les localisations choisies ont été retenues malgré la présence d'enjeux, et en quoi le projet est compatible avec les différents objectifs de protection des espaces naturels et de limitation de la consommation d'espace.

Or aucune alternative n'est présentée malgré la présence de nombreux enjeux qui auraient nécessité une étude approfondie ainsi que l'analyse des impacts. On ne trouve en effet pas d'étude écologique des sites, ni d'étude de caractérisation de zones humides, ni d'étude paysagère prenant en compte les monuments historiques (cf. point II.5).

Ces études sont renvoyées aux procédures d'étude d'impact des projets que permettra la modification du document d'urbanisme, or c'est au stade de la planification par ce document qu'il revient d'éviter les zones à enjeux.

L'autorité environnementale recommande ;

- *d'intégrer dans l'évaluation environnementale une analyse comparative de scénarios, incluant le scénario de non-projet et d'éventuelles alternatives d'implantation ;*
- *de justifier les choix retenus en tenant compte des impacts sur l'environnement, la consommation d'espace et la santé, en cohérence avec les objectifs de protection des espaces naturels et de sobriété foncière, qui proviennent de cette analyse comparative.*

Réponse :

Une analyse du scénario de référence et du scénario de projet sera ajoutée pour les modifications situées en zone N ou A de manière à justifier la compatibilité du projet avec les objectifs de protection des espaces naturels et de limitation de la consommation foncière.

Des justifications complémentaires seront également ajoutées afin de justifier les choix des zones de projet.

Dans le cadre de la présente procédure de révision allégée, aucune étude complémentaire n'a été réalisée. Ces études ne sont pas obligatoires au stade de la planification. Dans certains cas, le porteur de projet est notamment invité à réaliser des études de caractérisation des zones humides ainsi que des études écologiques en cas de suspicion et ce, avant l'aménagement du site.

En matière de protection des zones humides, il est à noter que seul le projet n°9 à Bienville est situé au sein d'une zone humide avérée par le SAGE. Pour rappel, il porte sur la restauration de la zone humide qui a fait l'objet d'une convention entre la commune de Clairoix et le SMOA (elle sera jointe aux annexes de l'EE). Celle-ci localise le projet et fixe les objectifs et la pertinence des mesures et interventions envisagées.

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

II.4.1 Paysage et patrimoine

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Plusieurs sites classés et inscrits, un site patrimonial remarquable (SPR de Compiègne) ainsi que de très nombreux monuments historiques sont présents sur le territoire, avec notamment la présence de :

- deux sites classés (Grand Parc du Château, sa perspective, et Carrefour de l'armistice), trois sites inscrits (Centre urbain, 30 rue des Domeliers, Carrefour de l'Armistice et des abords) et 42 monuments historiques à Compiègne ;
- un site inscrit (Mont Ganelon) et un monument historique à Clairoix ;
- un monument historique à Jonquières ;
- un site inscrit (Vallée de la Nonette) et six monuments historiques à Verberie.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du paysage et du patrimoine

L'analyse des impacts et la présentation des mesures prévues est présentée de manière synthétique page 184 et suivantes de l'évaluation environnementale pour l'état initial, ainsi que page 347 et suivantes pour les impacts.

Certaines modifications du PLUiH proposées sont susceptibles d'avoir des impacts sur le patrimoine sans avoir fait l'objet d'aucune analyse :

- Ainsi, la modification de zonage à Compiègne de 4 199 m² correspondant au reclassement en zone urbaine (UC1.4) d'un secteur initialement classé en zone NI2 afin de permettre une opération d'habitat (parcelle CB138) Avenue de l'Armistice.

Pourtant, cette modification, située dans un secteur protégé au titre des abords du monument historique « Palais et ses abords », classé par arrêté du 24 octobre 1994, doit respecter des règles spécifiques concernant la densité, l'aspect, le volume et la hauteur des habitations :

- la modification du périmètre d'une protection au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, sur la parcelle BO65 rue Henri de Séroux à Compiègne risque d'impacter le Site Patrimonial Remarquable et le site protégé du centre urbain sans que cela ne soit étudié.

- le déplacement du parking silo depuis l'ER 5 à Compiègne sur l'ER 15 doit être étudié afin de vérifier l'absence d'impact sur le patrimoine de Compiègne.

- de même la création d'un emplacement réservé permettant la réalisation d'une opération d'habitat à Jonquières n'a pas fait l'objet de préconisations alors que ce projet est situé en covisibilité avec l'église classée et s'insère au sein d'un site patrimonial constitué de maisons anciennes de type longère en brique et en pierre.

Le dossier introduit notamment la création de trois nouvelles OAP situées dans les périmètres de protection des monuments historiques :

- l'OAP à Bethisy-Saint-Pierre, rue Lefèvre Lesueur, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat (résidence intergénérationnelle) en lieu et place d'un terrain de sport sur 0,8 hectare.
- l'OAP à Bethisy-Saint-Pierre, rue du paradis, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat au sein d'une dent creuse (en lieu et place des jardins familiaux relocalisés).
- l'OAP en lien avec le projet de requalification du centre bourg à Jaux, ruelle de la Charpenterie.

De manière générale, les modifications de zonage et les OAP des secteurs concernés par la révision du PLUiH devront respecter les dispositions architecturales et paysagères du Compiègnais afin de s'intégrer au paysage existant.

Cette modification n°1 du PLUi-H ne devra pas entraîner d'impacts visuels sur les abords d monuments protégés et doit s'assurer du respect des perspectives sur les secteurs patrimoniaux. Or, « l'évitement » est à réaliser au stade planification par les documents d'urbanisme. C'est pourquoi une étude d'impact paysagère sur l'ensemble cohérent que constituent les aspects paysagers, patrimoniaux et urbains au droit des projets d'aménagement est nécessaire.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse du paysage et d'en déduire les mesures d'évitement et de prise en compte des monuments historiques, sites classés ou inscrits, leurs cônes de vue et perspectives remarquables éventuels à mettre en œuvre dans le PLUiH.

Réponse :

De manière générale

L'analyse paysagère et les impacts potentiels des projets situés aux abords des monuments historiques seront complétés à la marge. Les distances par rapport aux Monuments Historiques seront notamment ajoutées.

Par ailleurs, pour toute nouvelle construction, le pétitionnaire est amené à respecter les dispositions du règlement écrit de la zone concernée ainsi que le règlement de l'AVAP pour les projets situés à Compiègne.

Enfin, il convient de rappeler que dans le cas d'un projet de construction située dans un périmètre de protection des Monuments Historiques, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France prévaut. Il est conseillé donc au pétitionnaire de se rapprocher de ce dernier afin de définir un projet adéquat, limitant l'impact sur les monuments historiques alentour et s'insérant au mieux dans son environnement.

De manière plus spécifique

- **Concernant la modification de zonage à Compiègne avenue de l'Armistice (parcelle CB138)**, elle sera abandonnée préalablement à l'approbation de la procédure (modification n°33).
- **Concernant la modification du périmètre de la protection établie au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme (parcelle BO65) rue Henri de Seroux**, elle avait été étudiée en lien avec l'Architecte des Bâtiments de France, eu égard au projet d'extension du Tribunal de Compiègne (modification n°39).
- **S'agissant du déplacement du parking silo depuis l'ER5 sur l'ER 15 à Compiègne** (modification n°20), il correspond aux évolutions de programmation au sein de la ZAC, et tient compte notamment de la topographie du site (l'ER 5 étant sur un terrain plus encaissé et donc avec un impact visuel moindre par rapport à l'ER15) ; ce déplacement permet par ailleurs de s'éloigner du Monument Historique (le Quai des déportés).
- **Relativement à l'ER créé à Jonquières pour la réalisation d'une opération d'habitat** (modification n°104) sur un secteur en cours de mutation en partenariat avec l'EPFLO : un

ER n'a pas vocation à fixer des préconisations en matière d'architecture ; cependant, tout futur projet sera étudié en lien avec l'ABF ;

- **Relativement aux OAP situées en zone urbaine :**

- OAP rue Lefèvre Lesueur à Béthisy-Saint-Pierre (modification n°3) : l'avant-projet est actuellement à l'étude en lien avec l'ABF. Ses prescriptions seront à prendre en compte avant le dépôt du permis de construire.
- OAP rue de la Charpentière à Jaux (modification n°53): tout projet fera l'objet d'une consultation préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (avant dépôt du permis de construire) de manière à assurer le respect des perspectives sur le Monument Historique et s'inscrire au mieux dans le tissu urbain existant..

II.4.2 Milieux naturels, biodiversité et Natura 2000

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire intercommunal est concerné par des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de types I et II, des sites Natura 2000, des zones humides, des forêts domaniales, des continuités écologiques, des sites classés et inscrits de caractère naturel, dont notamment trois sites Natura 2000 :

- la zone de protection spéciale FR2212001 « Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamps » ;
- la zone spéciale de conservation FR2200382 « Massif forestier de Compiègne » ;
- la zone spéciale de conservation FR2200566 « Coteaux de la vallée de l'Automne » ;

Le territoire compte également deux zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) :

- la ZNIEFF de type 1 220014322 « Massif forestier de Compiègne, Laigue et Ourscamps-Carlepont » et huit autres ZNIEFF de type 1 ;
- la ZNIEFF de type 2 220420015 « Vallée de l'Automne ».

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des milieux naturels

Certaines modifications sont en situées en ZNIEFF telle l'OAP de 0,8 hectare à Béthisy-Saint-Pierre, rue Lefèvre Lesueur.

L'OAP à Béthisy-Saint-Pierre, en vue de la réalisation d'une opération d'habitat au sein d'une dent creuse de 0,5 hectare (à la place des jardins familiaux) voit la partie nord occupée par des zones naturelles en friche, selon le dossier ; il est à noter que ce type de milieu est susceptible d'accueillir une flore et une faune patrimoniale.

L'OAP °25 à Clairoix présente selon le dossier, une sensibilité milieu naturel, étant au contact d'une zone humide et en bordure de l'Aronde.

Des dizaines de modifications selon la page 72 de l'évaluation environnementale sont situées au sein d'espaces de zones humides potentielles de SAGE pour une surface totale annoncée de presque 20 hectares (par exemple, la modification n°85 à St Jean aux Bois, la n°102 à Vieux Moulin ou bien la n°9 à Bienville) qui sont entièrement en zone humide du SAGE Oise Aronde.

Le dossier mentionne une réhabilitation d'une zone humide de 9 hectares sans autre précision concernant sa localisation, sa fonctionnalité, ni la justification de la pertinence de cette mesure.

Ces quelques exemples montrent que des enjeux liés à la biodiversité sont présents sur plusieurs secteurs sur lesquels sont envisagées des modifications.

Certains projets sous-jacents aux modifications proposées, prévoient parfois des constructions, donc des travaux, de l'imperméabilisation, de l'augmentation de la fréquentation, etc. Autant d'impacts potentiels directs ou indirects permanents sur des espèces protégées (chauves-souris, oiseaux) ou leurs habitats, ce qui est contraire à l'article L.411-1 du Code de l'environnement, relatif à la protection des espèces.

En l'absence d'état initial de la biodiversité présente sur les secteurs du projet de révision du PLUiH, il est impossible de qualifier rigoureusement les enjeux et impacts de ce projet et d'éviter les zones à enjeux, tels les habitats ou les sites d'alimentation et de reproduction des espèces protégées, en n'y autorisant pas d'activité par les modifications envisagées.

L'autorité environnementale recommande de réaliser des études faune-flore et zone humide nécessaires afin de déterminer les enjeux environnementaux présents sur les secteurs du projet et de prévoir les mesures nécessaires à la préservation des milieux naturels (et plus particulièrement des zones humides) et de la biodiversité présents sur site.

Réponse :

De manière générale

Concernant les zones humides : l'analyse sera complétée par une présentation des impacts des projets sur les zones potentielles humides situées à proximité.

Afin de prévenir les impacts potentiels sur les secteurs identifiés comme zones humides potentielles par le SAGE Oise Aronde, la réalisation d'études de caractérisation des zones humides est vivement recommandée avant tout aménagement. Il convient de noter que, selon les données du SAGE en question, seule la modification n°9 (suppression de l'EBC en vue de la restauration d'une zone humide à Bienville) concerne une zone humide avérée par celui-ci.

De manière plus spécifique

- **Concernant OAP rue du Paradis à Béthisy-Saint-Pierre** (modification n° 2): ce milieu naturel sera étudié de manière plus précise et le maintien de cette bande végétalisée pourrait être intégré à l'OAP.
- **Concernant l'OAP n°25 à Clairoix**, et afin de démontrer l'absence de zone humide sur le secteur, sera annexée à l'Evaluation environnementale la partie de l'étude consacrée à la zone humide, qui conclue à l'absence de zone humide sur la zone d'emprise du projet de ZAC.
- **Concernant la restauration de milieux humides d'une surface d'environ 9 hectares à Bienville**, sera jointe en annexe de l'Evaluation environnementale, la convention entre la commune de Clairoix et le SMOA afin de disposer de l'ensemble d'éléments relatifs à la localisation précise des aménagements, les objectifs et la pertinence des mesures et interventions envisagées. .

➤ Qualité de l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 et prise en compte des sites Natura 2000

Les incidences sur Natura 2000 sont présentées en page 362 et suivantes de l'évaluation environnementale.

L'étude présente les espèces et habitats recensés sur les zones Natura 2000 situées à moins de 20 kilomètres du territoire de l'ARC. Plus particulièrement, quatre sites Natura 2000 sont situées à proximité immédiate des terrains concernés par des modifications du PLUiH. Les aires d'évaluation spécifiques⁵ sont présentées sans qu'il n'y ait d'analyse des incidences .

L'autorité environnementale recommande :

- *d'analyser de manière détaillée les impacts de la modification du PLUi-H sur les sites Natura 2000, les habitats et les espèces d'intérêt communautaire et en évaluant les impacts cumulés ;*
- *de démontrer l'absence d'alternative aux modifications prévues impactant les sites Natura 2000, les habitats et les espèces d'intérêt communautaires le cas échéant.*

Réponse :

L'analyse des incidences sur les sites Natura 2000 sera complétée.

II.4.3 Risques naturels

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire intercommunal est exposé à plusieurs risques naturels. Il est cependant principalement concerné par des risques liés à l'eau : inondations par remontée de nappe phréatique et inondation par débordement de cours d'eau, attestées par le plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI) de la vallée de l'Oise.

Plusieurs communes sont concernées par une sensibilité très élevée aux remontées de nappes, ainsi que par un risque de ruissellement et de coulée de boue.

Certaines zones de projet sont situées au sein d'un aléa retrait-gonflement des argiles considéré comme fort.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte des risques naturels

De nombreuses modifications sont concernées par le risque inondation (page 203) par remontée de nappe.

19 modifications de la présente révision allégée se situent au sein des périmètres du PPRI de Compiègne Pont-Sainte-Maxence, dont six en zone rouge selon la page 225 de l'évaluation environnementale.

L'évaluation environnementale mentionne ces risques et présente les zones avec aléa d'inondation du PPRI pour les zones du projet. Ce PPRI a été approuvé le 29/11/1996 et modifié le 29/01/2014 ; il est actuellement en cours de révision⁶.

L'autorité environnementale attire l'attention du pétitionnaire sur le besoin de prendre en compte les événements pluvieux intenses les plus récents ainsi que sur les nouvelles prescriptions à anticiper.

En raison de la recrudescence d'événements climatiques extrêmes, les constructions dans les zones rouges du PPRI devraient être évitées comme par exemple le projet d'agrandissement du restaurant dans le port de plaisance à Jaux.

L'autorité environnementale recommande de ne pas se limiter aux règles du PPRI et de prendre en compte les aléas inondation les plus récents.

Réponse :

De manière générale

Tout projet de construction doit respecter le PPRI en vigueur ainsi que le Porter à Connaissance de l'Etat de 2014/2015 faisant état d'un niveau de connaissance plus actualisé de l'aléa d'inondation (crue centennale), et dont la côte de crue de référence impose un niveau altimétrique minimum pour tout projet de construction (plancher bas).

De manière plus spécifique

S'agissant des 6 modifications situées en zone rouge du PPRI en vigueur :

- **La modification n°20 au sein de l'OAP du Quartier Gare** : le périmètre sera ajusté au secteur de modification. Ce dernier n'est donc pas situé en zone rouge.
- **La modification n°48 à Compiègne**: il s'agit d'une correction de zonage compte tenu des équipements sportifs et culturels existants. Par ailleurs, l'aléa d'inondation est amené à évoluer sur ce secteur dans le cadre du futur PPRI : en partie hors zone inondable ou à des niveaux d'eau entre 0 et 1 m (PPRI en cours de révision).
- **La modification n°64 : création d'un secteur NI2 à Jaux (au lieu de N)** : il s'agit d'un secteur qui sera, conformément aux nouvelles modélisations réalisées dans le cadre des travaux de révision du PPRI, en partie hors zone inondable ou à des niveaux d'eau allant de 0 à 1 m,

avec des possibilités de constructibilité sous réserve de respecter la cote de crue de référence (PPRi en cours de révision).

- **La modification n°91 à Venette** : cette inversion de zonage UE → N / N → UE permet plus précisément de reclasser en zone N des parties actuellement en zone d'activités économiques, qui seront dans le futur PPRi partiellement en zone rouge. (PPRi en cours de révision).
- **La modification n°92 à Venette** : cette inversion de zonage UE → N / N → UE au sein du Parc Technologique des Rives de l'Oise à Venette permet plus précisément de reclasser en zone N des parties actuellement en zone d'activités économiques, qui seront dans le futur PPRi partiellement en zone rouge. (PPRi en cours de révision).
- **La modification n°97 : reclassement N en UR2.3 à Verberie** : il s'agit de l'intégration d'une bande (6 100 m²) le long de la rue des Peupliers à la zone urbaine (UR2.3), dans le cadre de la future ZAC des Moulins, desservie par les réseaux afin de permettre de recréer un front urbain bâti des deux côtés de la voie. Le secteur actuellement en zone rouge du PPRi, sera en grande partie hors zone inondable dans le zonage du futur PPRi (PPRi en cours de révision).

Les données issues des ateliers PPRi, en cours de révision, n'étant pas publiques à ce jour, aucun extrait cartographique illustrant nos propos ne peut être intégré au présent document.

L'étude n'analyse pas l'impact de l'imperméabilisation des sols sur les risques. Or, les projets induits par la modification du PLUiH, qui prévoit la création de bâtiment sur ces zones concernées par un risque d'inondation, sont autant de volumes et de surfaces soumis à ces zones inondables ou soustraits à celles d'expansion de crue. Les modifications concernées ne font pas l'objet de mesures d'évitement. Aucune étude précise venant justifier les choix opérés n'est présentée. L'évaluation environnementale est insuffisante et le PLUi ne garantit pas la sécurité des biens et des personnes, au motif qu'il faudra respecter le PPRi à venir ou que les études au stade projet permettront la prise en compte du risque.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des risques et de proposer des prescriptions complémentaires pour réduire l'exposition aux risques d'inondation et de ruissellement en recherchant l'évitement des zones soumises aux aléas d'inondations et en justifiant précisément tout autre choix.

Réponse :

L'évaluation environnementale précisera les impacts de l'imperméabilisation des sols sur les risques.

Les modifications concernées ne font pas l'objet de mesures d'évitement, étant donné que ces modifications prévoient des ajustements pour permettre la réalisation des projets initialement prévus dans le PLUiH en vigueur. D'autres projets sont prévus mais ne peuvent être accueillis sur d'autres secteurs. Dans ce cas où aucun autre secteur ne peut accueillir ces projets, les justifications seront détaillées dans l'évaluation environnementale.

II.4.4 Ressource en eau

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Il existe plusieurs captages d'eau potable sur le territoire, protégés par des arrêtés préfectoraux de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte de l'eau

Les servitudes liées aux captages s'imposent au PLUiH et doivent être appliquées pour préserver la ressource en eau des habitants et répondre aux axes fixés par le PADD.

La modification sur la commune de Jaux d'un zonage de N à NI2 en prévision notamment d'un agrandissement d'un restaurant (cf. p48 de la notice de présentation), n'est par exemple pas conforme à l'arrêté de DUP concernant la protection des captages 0104-7X-0239 et 0104-7X-0240, daté du 29 novembre 2018. En effet, une partie de la zone concernée par la modification se situe en périmètre rapproché des captages d'eau de La Croix-Saint-Ouen dans lequel « *l'établissement de toutes nouvelles constructions sera interdit [...]* ».

La capacité des ressources en eau à couvrir durablement les besoins supplémentaires générés par le projet n'a pas été évaluée. Si l'évaluation environnementale évoque en page 125 certaines mesures d'économie d'eau (lutte contre le gaspillage, récupération des eaux pluviales, etc.), celles-ci ne sont pas inscrites dans le règlement écrit et ne restent que de simples recommandations.

L'autorité environnementale recommande de vérifier la conformité des projets avec l'ensemble des prescriptions des DUP établies sur le territoire pour la préservation de l'eau potable, et d'évaluer la compatibilité des besoins en eau du projet avec les capacités locales, et de rendre obligatoires les dispositifs d'économie et de récupération des eaux pluviales.

Réponse :

De manière générale

La compatibilité des besoins en eau sera davantage détaillée sachant que les objectifs de croissance ne sont modifiés dans le cadre de la présente procédure par rapport à ce qui avait été estimé dans le cadre de l'élaboration du PLUiH. Néanmoins, de nombreux projets concernent des entreprises dont les besoins en eau ne sont pas connus à ce stade d'avancement des projets.

Les DUP en place au sein du territoire précisent également les mesures à respecter dans ces secteurs. Ces dernières seront ajoutées à l'évaluation environnementale.

Récupération des eaux pluviales : Le règlement écrit n'est pas l'outil le plus adapté pour inciter à ces pratiques. Toutefois, de nombreuses démarches incitatives existent à l'échelle de l'agglomération en faveur de la récupération des eaux pluviales.

De manière plus spécifique

Relativement à la modification de zonage à Jaux (N vers NI2) en lien avec la DUP du captage des Hospices sur la Commune de La Croix-Saint-Ouen : les possibilités d'extension de ce restaurant seront étudiées en lien avec l'ARS qui pourra statuer sur les conditions de réalisation de ce projet compte tenu de sa localisation au sein du périmètre rapproché du point de captage.

II.4.5 Cadre de vie et santé

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Plusieurs axes majeurs sont concernés par un classement au titre des nuisances sonores : le réseau ferroviaire, la D932A, la D200, les N31 et N1031, ainsi que la D1131.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des nuisances sur la santé

Certaines modifications sont susceptibles d'avoir des impacts sur les habitants.

Par exemple, la modification concernant l'emplacement réservé n°11 à Clairoix (projet de cimetière modifié en création de salle polyvalente) se situe à proximité immédiate de deux habitations. Cette modification peut engendrer des nuisances sonores liés à la sonorisation de la salle et à l'utilisation du parking associé.

L'OAP « Barbeaux » à Margny-lès-Compiègne, d'une superficie de 6,94 hectares, est située le long d'une quatre voie classée parmi les voies bruyantes (D 1031) avec un impact sonore sur une distance de 250 mètres. L'intégralité de l'OAP est concernée par un environnement bruyant allant de 50 dB(A) à plus de 70 dB(A) selon l'évaluation environnementale (p. 195).

La D 1031 n'est pas mentionnée dans l'étude alors que l'impact sonore dépasse les 100 mètres réglementaires et qu'aux effets du bruit sur la santé humaine s'ajoutent ceux liés à la pollution de l'air liée au trafic routier.

L'OAP pôle gare, de 27 hectares, est situé le long de voies ferrées classées pour nuisances sonores et présente aussi des contraintes relatives à ces nuisances. Là aussi, le règlement écrit « A1AUC3.3 » en page 4 mentionne l'isolation des bâtiments contre les bruits de l'espace extérieur pour les bâtiments situés dans une bande de 100 mètres.

Cette OAP se situe de plus sur un emplacement répertorié au titre des sites et sols pollués sur le portail Géorisques. La compatibilité de son usage avec les sols devra être démontrée lors de son aménagement.

Globalement, l'évaluation environnementale ne traite pas des incidences des nouvelles modifications et projets associés sur la santé humaine des habitants ou futurs habitants du territoire.

L'autorité environnementale recommande d'étudier les effets du projet sur la santé humaine et plus particulièrement l'évitement des secteurs exposés aux voies classées bruyantes et, si l'évitement total n'est pas possible, d'exiger des études acoustiques pour les projets prévus à proximité de ces voies classées bruyantes afin que les mesures en matière de réduction de l'exposition au bruit soient optimisées dès la conception du projet.

Réponse :

Concernant la création de la salle polyvalente à Clairoix : Le projet devra respecter les normes en vigueur des bâtiments recevant du public dont celles relatives à la réglementation sonore.

Concernant l'OAP « Barbeaux » à Margny-lès-Compiègne, la modification concerne la prise en compte de la ligne Haute Tension. Les risques liés aux nuisances sonores ont été étudiés lors de l'élaboration du PLUiH.

Concernant l'OAP Pôle Gare : en matière de pollution des sols, la compatibilité de son usage avec les sols sera traitée lors de son aménagement.

Une analyse des incidences des nouvelles modifications et projets sur la santé humaine sera ajoutée.

MÉMOIRE EN REPONSE AUX AVIS DES PPA SUR LA REVISION ALLEGEE N°2 DU PLUIH

Septembre 2025

PREAMBULE

Le PLUi-H de l'Agglomération de la région de Compiègne a été approuvé le 14 novembre 2019. La présente procédure de révision allégée (n°2) du PLUi-H vise à apporter quelques ajustements et précisions au rapport de présentation, règlement écrit et graphique, au PADD, aux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ainsi qu'aux annexes, dans le souci d'une meilleure prise en compte des réalités du terrain et des spécificités ou ajustements des projets existants sur le territoire.

La procédure engagée est celle d'une révision dite « allégée », conformément à l'article L. 153-31 et suivants du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R 153-12 du code de l'urbanisme, le dossier arrêté a été notifié aux Personnes publiques associées et a fait l'objet d'un examen conjoint le 3 septembre 2025.

L'ensemble des avis des PPA, le support de présentation exposé en réunion d'examen conjoint, son procès-verbal ainsi que le présent mémoire en réponse aux avis des PPA seront joints au dossier d'enquête publique.

Le présent mémoire en réponse porte sur les avis suivants : CDPENAF, Chambre d'Agriculture de l'Oise, Conseil Départemental de l'Oise et Architecte des Bâtiments des France.

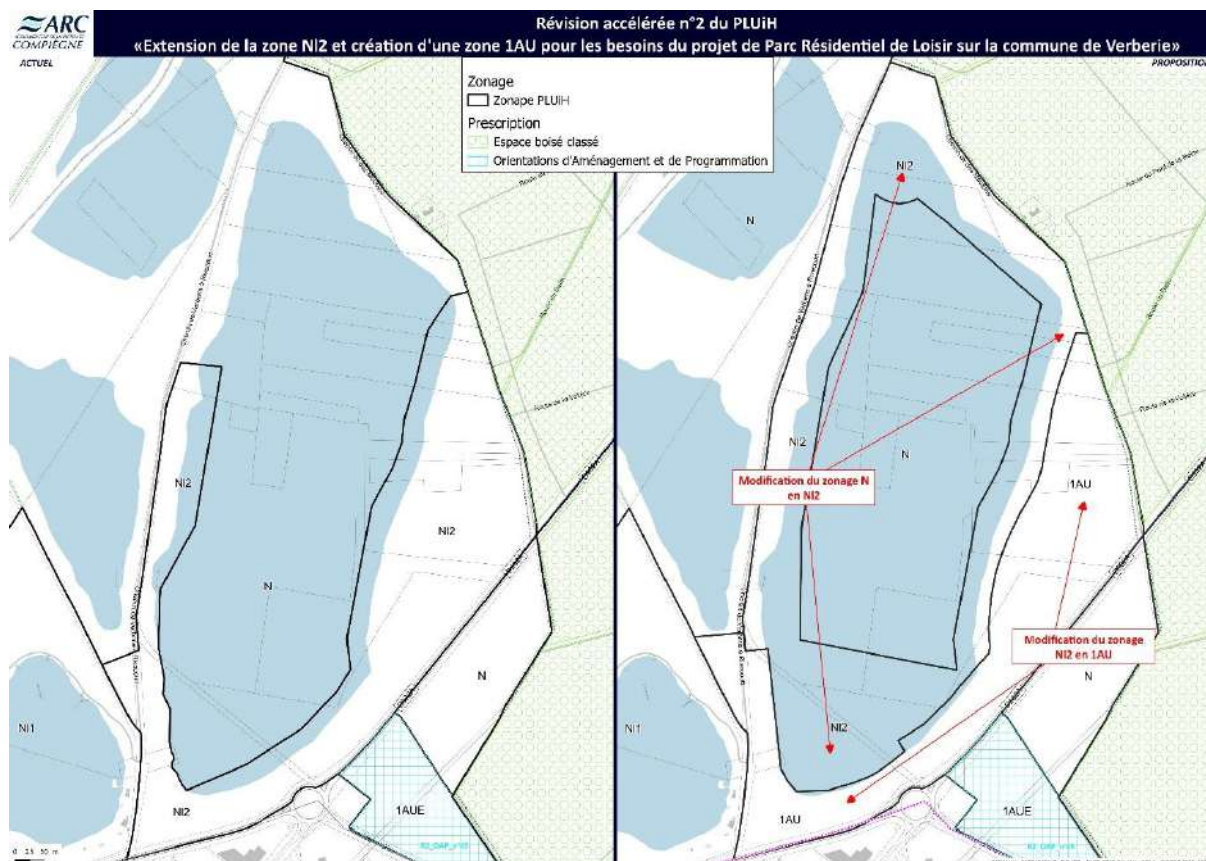
Un mémoire en réponse distinct portant sur l'avis de la MRAe a également été rédigé.

LES REPONSES AUX RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LA MRAe

I. AVIS CDPENAF

Au titre de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, la commission émet un avis défavorable concernant le STECAL NI2 de 13 ha 70 a sur la commune de Verberie considérant que la densité est celle d'une zone urbaine ou à urbaniser et non d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées permettant l'implantation de quelques constructions en secteur naturel.

Réponse ARC : réponse favorable pour le reclassement de la partie la plus dense du projet de PRL (partie sud et est) en zone à urbaniser (1AU) – ci-dessous le périmètre de ce classement partiel en 1AU. Cette modification s'accompagnera de la rédaction d'un règlement écrit spécifique à cette zone ainsi que de l'élaboration d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) préalablement à l'approbation de la procédure.



Concernant le STECAL de Compiègne de 2 ha qui passe de N et UC1.3 en NI2, il devra être limité aux aménagements projetés et la partie boisée remise en zone N.
Les autres STECAL n'appellent pas de remarques particulières.

Réponse ARC : réponse favorable, la partie boisée située à l'extrémité nord-est du secteur sera maintenue en zone N.

II. AVIS CHAMBRE D'AGRICULTURE

Le projet de révision allégée n°2 du PLUiH prévoit en effet une modification de zonage de A vers Nr, à Lachelle, en lien avec un projet de production d'énergies renouvelables.

Les surfaces concernées représentent environ 13,50 ha, dont une grande partie est actuellement valorisée à des fins agricoles.

Le règlement de ladite zone Nr interdit toute construction et installation autre que celles nécessaires aux activités de production d'énergie renouvelable.

Nous estimons que le projet de règlement associé à ce secteur Nr est trop restrictif, dans la mesure où il ne permet ni les constructions et installations agricoles pouvant être voisines aux installations de production d'énergies renouvelables, ni même les constructions et installations agricoles nécessaires à la mise en place d'une activité liée à l'agrivoltaïsme. Le règlement est donc, à notre sens, trop strict.

Selon nous, les structures en lien avec la production d'énergies renouvelables ne doivent pas être consommatrices d'espaces agricoles, comme elles pourraient le devenir, en l'état actuel de votre projet de révision allégée du PLUiH de l'ARC.

Nous sommes défavorables à cette disposition, et vous proposons de reclasser le secteur concerné en zone A, voire « Ar », permettant éventuellement des installations liées à l'agrivoltaïsme mais maintenant aussi et avant tout la possibilité de construire des bâtiments et installations agricoles.

Réponse ARC : réponse favorable au reclassement en zone Ar au lieu de Nr afin de permettre en plus des installations de production photovoltaïque (dont agrivoltaïque) les bâtiments et installations agricoles.

III. AVIS CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE

REMARQUES GENERALES

Le dossier soumis à avis aurait gagné en clarté et en lisibilité si la notice de présentation avait justifié les choix des modifications apportées au PLUiH. Pour plusieurs secteurs concernés, la notice se limite à exposer les modifications envisagées, accompagnées d'un extrait cartographique, sans apporter d'explication sur les motivations, les enjeux ou les objectifs poursuivis. Une mise en contexte plus précise pour chaque évolution projetée aurait permis une meilleure compréhension des orientations retenues et facilité l'analyse du projet.

Réponse ARC : la notice présente pour chacune des modifications l'explication sur l'origine du changement; elle sera complétée pour apporter d'avantage de détail par exemple : le fait d'autoriser les centres de congrès et d'exposition au sein des zones Ap – en lien avec le potentiel de reconversion de la grange dimère de la ferme d'Aiguisy à Lachelle (propriété de l'ARC).

CONSUMMATION D'ESPACE

Le point 10 de la notice de présentation, intitulé "*Consommation foncière et évolution des surfaces*", détaille les surfaces reclassées entre les différentes zones du PLU. Si cette présentation permet de visualiser les évolutions de zonage, elle reste principalement descriptive.

Un développement complémentaire sur la compatibilité de la procédure de révision allégée avec les objectifs de réduction de la consommation d'espace, tels que définis par le SRADDET Hauts-de-France, aurait été opportun. Une telle analyse aurait permis de mieux situer cette révision dans la trajectoire globale du territoire communautaire en matière de sobriété foncière, et d'apprécier la cohérence de la démarche au regard des objectifs régionaux.

Réponse ARC : Relativement au SRADDET, la déclinaison des dispositions régionales sera effectuée selon le calendrier fixé par la loi, à savoir : avant le 28 février 2028, ce travail devant d'abord être réalisé à l'échelle du SCoT de l'ARC (actuellement en cours de révision).

CLAIROIX – Modification de la zone d'activité de la Planchette (rue de la République)

La modification de zonage concerne le secteur situé rue de la République, au sein de la zone d'activité de la Planchette, avec le reclassement de la zone à urbaniser 1AUem, en zone urbaine UEm. Ce secteur est localisé le long de la RD 932, en agglomération.

À ce stade, aucune observation particulière n'est formulée en matière de sécurité routière. Toutefois, si de nouveaux accès étaient projetés sur la RD 932, ceux-ci devront faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Réponse ARC : l'avis du Département sera sollicité pour toute demande de permis de construire dont l'accès se fera par une route départementale.

VERBERIE – Extension du zonage NL2 en lien avec le projet de Parc résidentiel de loisirs qui porte sur l'installation d'environ 275 habitations légères de loisirs

La zone concernée est située le long de la RD 932A, hors agglomération. Le Conseil Départemental a connaissance d'un projet qui implique un aménagement spécifique sur cette voie. Une réflexion est actuellement en cours concernant l'ouverture de l'îlot central ainsi que la création d'un tourne-à-gauche. Cet aménagement nécessitera l'accord technique du Département et éventuellement la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage entre le maître d'ouvrage (commune ou ARCBA) et le Département.

Réponse ARC : relativement à l'aménagement du tourne à gauche, les conditions de sa création seront étudiés dans le cadre de l'instruction du permis d'aménagement (en cours) et une convention sera mise en place pour sa réalisation.

JAUX

Création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation en lien avec le projet de requalification du centre bourg

L'OAP situé le long de la RD 13 en agglomération. Ce projet n'appelle pas d'observations en termes de sécurité routière à ce stade ; cependant l'accès sur la RD 13 devra faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Réponse ARC : l'avis du Département sera sollicité pour toute demande de permis de construire dont l'accès se fera par une route départementale.

EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

Je constate que la procédure de révision allégée a pour effet de créer ou de modifier des Emplacements Réservés ; toutefois, le dossier ne comprend pas d'annexe spécifique actualisant la liste des Emplacements Réservés à l'échelle du territoire, ce qui limite la lisibilité et l'évaluation globale des modifications ou suppressions proposées.

Réponse ARC : le document listant la globalité des ER applicables sur le territoire de l'ARC sera mis à jour avec les modifications proposées dans le cadre de la présente procédure; il sera présent dans le dossier global du PLUiH révisé soumis à l'approbation par le conseil d'agglomération.

ER 11 :

La modification de l'Emplacement Réservé n°11, correspondant à l'extension du carrefour sur la parcelle cadastrée Section AO n°45p, qui intervient à la suite de l'acquisition de la parcelle Section AO n°53p par la commune. Cet ER est situé le long de la RD 13 en agglomération. Le dossier ne comporte aucune information quant à la nature exacte de l'aménagement envisagé. A ce stade, aucune observation n'est à formuler concernant la sécurité routière. Cependant, cet aménagement nécessitera l'accord technique du Département et la signature d'une Convention de maîtrise d'ouvrage entre la Commune et le Département.

Réponse ARC : la modification de cet ER ne porte que sur la réduction de l'emprise suite à l'acquisition des terrains concernés par la commune; l'objet de l'ER, à savoir « Extension du carrefour angle des rues des Racques et Charles Ladame » reste d'actualité. La notice explicative pourra être complétée avec cette information.

ER 34 :

La création de l'Emplacement Réservé n°34, au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme, concerne les parcelles cadastrées Section AL n°51, n°52, n°53 et n°80, dans le cadre d'un projet de revitalisation du centre-bourg. Les observations formulées pour la création d'une OAP en lien avec le projet de requalification du centre-bourg de JAUX sont également applicables ici. A savoir : l'accès sur la RD 13 devra faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Réponse ARC : l'avis du Département sera sollicité pour toute demande de permis de construire dont l'accès se fera par une route départementale.

Commune de JONQUIERES

ER 4 :

La procédure de révision allégée intègre la création d'un Emplacement Réservé pour la réalisation d'une opération d'habitat sur la parcelle cadastrée Section AB n°168 au bénéfice de l'EPFLO. Cet ER est situé le long de la RD 10 en agglomération. A ce stade, aucune observation particulière n'est formulée en matière de sécurité routière. Toutefois, si des accès venaient à être créés sur la RD 10, ils devront faire l'objet d'une demande de permission de voirie.

Réponse ARC : l'avis du Département sera sollicité pour toute demande de permis de construire dont l'accès se fera par une route départementale.

ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

L'évaluation environnementale mentionne de potentiels impacts sur les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et les Espaces Naturels Sensibles (ENS). Cependant, la synthèse de l'état initial de l'environnement de la révision ne cite aucun ENS, alors que ceux-ci avaient été listés dans l'état initial de l'environnement du PLUiH approuvé.

Réponse ARC : l'EIE sera mis à jour avec ces informations.

S'agissant de la ZPENS sur le territoire de BETHISY-SAINT-MARTIN, la modification du zonage Nr en NI2 n'est pas en adéquation avec l'objectif de préservation initial de l'ENS d'intérêt départemental N_SOI_05, d'autant que la parcelle concernée est privée. Au même titre que les autres parcelles classées en ZPENS sur la commune, nous vous invitons à étendre le zonage en Ne sur cette parcelle afin de garantir une protection homogène sur l'ensemble du périmètre ZPENS.

Réponse ARC : les ENS comme les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire; le classement de ce terrain en zone Ne n'est pas opportun, compte tenu de son usage passé (activité de case automobile) ; un projet d'hébergement touristique permettant par ailleurs la prise en charge de sa dépollution, semble plus approprié.

Par ailleurs, nous émettons une réserve au projet d'extension de la zone NI2 au nord de la commune de VERBERIE, le développement d'un parc résidentiel de loisir étant incompatible avec la préservation de l'ENS d'intérêt départemental N_SOI_03 par ailleurs répertorié comme ZNIEFF de type I. Cette zone humide en extension de la Zone de Protection Spéciale « Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamp » est en effet concernée par des espèces de faune et de flore de liste rouge et est menacée par les activités de loisir. Nous notons que ce projet fera l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Réponse ARC : relativement à la préservation de l'ENS, le projet est soumis à l'obtention d'une autorisation environnementale dans laquelle cette protection devra également être prise en compte.

IV. AVIS ARCHITECTE DES BATIMENTS DE France

5.1 Adaptations réglementaires relatives aux zones dites « communes » ainsi qu'aux dispositions générales et au lexique

Zone concernée Ap

Il conviendrait de conserver la destination agricole.

Réponse ARC : la zone Ap permettait déjà et continuera à permettre les constructions/installations agricoles. En revanche, au sein de ces STECAL (secteurs de taille et de capacité limitées) et compte tenu de la valeur patrimoniale des bâtiments existants, une évolution est autorisée en lien avec un projet de développement touristique ou éducatif. L'ajout des centres de congrès ne fait que compléter la liste des destinations possibles en cas de mutation.

On remplacera la phrase :

« Les châssis de toiture auront des dimensions modestes 78*98 cm et seront alignés sur les ouvertures ou trumeaux des façades » par « Les châssis de toiture auront des dimensions modestes 80*100 cm et seront alignés sur les ouvertures ou trumeaux des façades ».

Réponse ARC : pour cette modification à Béthisy-Saint-Pierre, la modification des dimensions des châssis de toit pourrait être intégrée après échange avec la commune, les nouvelles dimensions proposées n'étant pas celles habituellement rencontrées sur notre territoire.

5.3 Adaptations du règlement graphique

- **Modification de zonage à COMPIEGNE (NI2 en UC1.4) afin de permettre une opération d'habitat (parcelle CB138) Avenue de l'Armistice, dans le prolongement du lotissement déjà existant à COMPIEGNE.**

Ce projet d'habitat se situe dans les abords du monument historique « Palais et ses abords », classé par arrêté du 24 octobre 1994.

Il conviendra de préserver le grand parc boisé du château classé par arrêté du 29 juin 1937 constitutif de l'écrin préservé autour du monument historique en veillant à la bonne insertion paysagère de l'opération, de manière à ne pas rompre l'esprit des lieux entre le château et la forêt domaniale.

Il sera prévu deux unités foncières dans l'aménagement projeté pour éviter toute visibilité depuis l'Avenue de l'Armistice, sans continuité du lotissement.

Il serait souhaitable de créer effectivement une Opération d'Aménagement et d'Orientation avec des règles spécifiques pour l'emplacement, la densité, l'aspect, le volume et la hauteur des habitations dans ce secteur protégé au titre des abords.

Réponse ARC : cette modification de zonage est abandonnée.

- **Modification du périmètre d'une protection au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, sur la parcelle BO65 rue Henri de Séroux à COMPIEGNE.**

Cette modification risquerait d'impacter le SPR et le site protégé du centre urbain et historique de Compiègne.

La trame-jardin en coeur d'îlot sera conservée pour maintenir la fonctionnalité écologique des sols et l'aspect esthétique de cette parcelle rue de Séroux en face du palais.

Réponse ARC : cette réduction de la trame jardin est en lien avec le projet d'extension du Tribunal de Compiègne. Une visite sur place avait été effectuée en présence du précédent Architecte des Bâtiments de France pour étudier sur place les conditions de réalisation de ce projet, y compris la réduction de la trame jardin.

- **Modification de l'OAP du Quartier de la Gare – déplacement du parking silo sur l'ER n°15 au lieu de l'ER n°5 à COMPIEGNE.**

Le parking silo ne devra pas être implanté à Compiègne et sa hauteur sera limitée.

Réponse ARC : la réalisation d'un parking silo dans le cadre du futur quartier de la Gare avait été actée lors de l'élaboration du PLUiH en 2019. La présente modification ne concerne que son déplacement (de quelques mètres) depuis l'ER5 sur l'ER 15 à Compiègne, et correspond aux évolutions de programmation au sein de la ZAC, tout en tenant compte notamment de la topographie du site (l'ER 5 étant sur un terrain plus encaissé et donc avec un impact visuel moindre par rapport à l'ER15) ; ce déplacement permet par ailleurs de s'éloigner du Monument Historique (le Quai des déportés).

- **Modification de zonage : A vers Nr à LACHELLE en lien avec un projet de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque).**

Il serait judicieux à cet égard que le PLUi-H précise le type de terrain du Bois de Saint Ternus qui pourrait accueillir favorablement ce projet d'aménagement et d'installation de parc photovoltaïque.

Une implantation au sol des panneaux photovoltaïques faciliterait la mise en œuvre du projet en vérifiant les possibilités d'insertion paysagère, en veillant à maintenir le relief des terrains concernés, les EBC aux alentours et en retrouvant le maillage par la préservation ou par la restauration des haies dans ce secteur rural.

On veillera à analyser l'impact visuel de ce secteur lié à un projet de production d'énergie depuis la D98 et les espaces agricoles.

Réponse ARC : le secteur concerné par ce projet se situe en dehors d'un périmètre de protection des Monuments Historique. Il sera en revanche soumis à la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement qui portera entre autre également sur l'intégration paysagère et l'impact visuel du projet dans ce secteur rural.

- **Création d'un emplacement réservé à JONQUIERES pour la réalisation d'une opération d'habitat (parcelle AB168 – en cours de mutation, bénéficiaire : l'EPFLO).**

Ce projet du centre-ville de Jonquières, située en covisibilité avec l'église classée par arrêté du 2 février 1920, devra prendre en compte l'aspect patrimonial du site en respectant les caractéristiques locales afin de s'intégrer au mieux dans cet environnement constitué de maisons anciennes type longère, en brique et pierre le long de la rue de l'Archerie et ne pas porter atteinte à la perception et à la qualité des abords du Monument Historique, en prévoyant la mise en œuvre et l'emploi de matériaux traditionnels.

Réponse ARC : relativement à l'ER créé à Jonquières pour la réalisation d'une opération d'habitat (sur un secteur en cours de mutation) en partenariat avec l'EPFLO : un ER n'a pas vocation à fixer des préconisations en matière architecturale ; tout futur projet sera bien entendu soumis à l'avis de l'ABF.

- **Création d'emplacements réservés en vue de créer des places de stationnement à SAINT-VAAST DE LONGMONT.**

Les matériaux de traitement des places de stationnement rue de Blois et rue Châtelaine seront rigoureusement adaptés au maintien de la perméabilité des sols favorisant l'infiltration des eaux pluviales en évitant au maximum les revêtements en enrobé, en cohérence avec l'environnement local dominé par l'église classée par arrêté du 28 mai 1883 et les espaces boisés.

Réponse ARC : ces prescriptions seront à prendre en compte par la Commune lors de la réalisation de ces aménagements, notamment sur la rue de Blois (aux abords du Monument Historique).